Public Disclosure Authorized

# La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Évaluation de l'impact économique et social

Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

# La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun

## Évaluation de l'impact économique et social

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement /
Banque mondiale 1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.worldbank.org

Première publication en janvier 2021.

Cet ouvrage a été réalisé par le personnel de la Banque mondiale avec des contributions extérieures. Les observations, interprétations et conclusions qu'il contient ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration ou des pays qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

**Droits et licences**
Le contenu de la présente publication fait l'objet d'un dépôt légal. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses travaux, cet ouvrage peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source.

Toute demande concernant les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; fax : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photo de couverture : © Che Charles, chaîne de montagnes Boyo dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, et Odilia Hebga, à Bamenda.

# Table des matières

*Remerciements* *v*
*Sigles et acronymes* *vii*
*Résumé* *ix*

**Introduction** **1**
Fondements de la crise 1
Approche analytique et fondements de cette étude 3

**1. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au début de la crise** **9**
Définition des caractéristiques de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest 10
Fragmentation des groupes anglophones 11
Attaques délibérées contre des cibles étatiques 13
Rupture de confiance à long terme 13
Perceptions et réalité de la marginalisation et de l'exclusion 15
Relations intergouvernementales et différences institutionnelles 16
Situation d'avant la crise et tendances en matière de développement 19
Quelle était la situation du Cameroun par rapport à ses pairs au début de la crise ? 27

**2. Impact de la crise** **29**
Pertes en vies humaines et conséquences humanitaires croissantes 29
Dégâts matériels 39
Impact sur les résultats du développement humain 41
Impact économique 49
Crise de la gouvernance et pression croissante sur la cohésion sociale 54

**3. Impacts potentiels à plus long terme d'un conflit prolongé** **57**

**4. Conclusions et implications pour le gouvernement et les partenaires internationaux** **67**

Repenser la fourniture de l'aide en fonction de la dynamique du conflit 68

Investir dans la collecte de données supplémentaires pour éclairer le dialogue sur les politiques 70

Aller au-delà du financement du développement pour s'attaquer aux griefs sous-jacents et soutenir la paix 70

**Références bibliographiques** **73**

**Annexe A. Expériences mondiales dans la résolution de conflits infranationaux** **79**

Mécanismes 79

L'action de la Banque mondiale face aux conflits infranationaux 80

**Annexe B. Modèle indicatif de filtre de conflit** **81**

# Remerciements

Cette étude a été réalisée par une équipe multidisciplinaire dirigée par Benjamin Burckhart (Spécialiste senior en développement social, Chef d'équipe de projet) et Asbjorn Wee (Chargé des opérations senior, Chef d'équipe de projet). L'équipe de base était composée de Rick Emery Tsouck Ibounde (Économiste senior), Caroline Bahnson (Chargée des opérations senior), Neelam Verjee (Chargée des opérations), Elisabeth Rose Keme Etame (Chargée des opérations), Marine Gassier (Consultante), Olivier Maxime Nkounga Kouam (Consultant) et Carole Ndjitcheu (Assistante de l'équipe).

L'équipe est reconnaissante des conseils et du soutien d'Abdoulaye Seck (Directeur des opérations), d'Aly Rahim (Chef de service au Pôle mondial d'expertise), de Xavier Devictor (Chef), de Keiko Kubota (Cheffe des opérations), de Mazen Bouri (Responsable de programme), de Carine Clert (Responsable de programme), d'Issa Diaw (Chef des opérations) et de Gina Bowen (Chargée des opérations senior). L'équipe a reçu des commentaires et des conseils précieux de la part des réviseurs internes suivants : Anne Bakilana (Responsable de programme), Patrick Barron (Conseiller), Yasuhiko Matsuda (Responsable au Pôle mondial d'expertise), Alvin Etang Ndip (Économiste senior), Harun Onder (Économiste senior), Stavros Stavrou (Spécialiste senior en développement social) et Matthew Stephens (Spécialiste senior en développement social). L'équipe tient également à exprimer sa gratitude au Gouvernement du Cameroun pour son appui et ses contributions à cette étude, ainsi que pour les commentaires reçus à propos de la version finale.

Le travail technique a été réalisé par une équipe élargie d'experts sectoriels composée de Besong Joseph Neiville Agbor (Spécialiste senior du secteur financier), Nadia Belhaj Hassine Belghith (Économiste senior), Lulit Mitik Beyene (Consultante), Ioana Alexandra Botea (Analyste de la recherche), Claire Chase (Économiste senior), Myriam Chaudron (Spécialiste senior en élevage), Charles Che (Consultant), Joseph Chenjoh (Consultant), Vincent De Paul Mboutchouang (Spécialiste en éducation), David Oliveira De Souza (Spécialiste senior en santé), Mitja Del Bono (Consultant), Calvin Zebaze Djiofack (Économiste senior), Yohana Dukhan (Économiste de la santé senior), Laura Frost (Consultante), Soraya Goga (Spécialiste en chef des questions urbaines), Rebekka E. Grun (Économiste senior), Tillmann Heidelk (Consultant), Peter Anthony Holland (Spécialiste en chef de l'éducation), Erkin Mamadaliev (Chargée des opérations), Fidèle Honorine Yobo A Koue Epse Nhiomog (Spécialiste en élevage), Paul Ningaye (Consultant), Corey Pattison (Spécialiste en développement social), Amaah Penn (Consultant), Vincent Perrot (Spécialiste senior en éducation), Rakesh Gupta Nichanametla Ramasubbaiah (Consultant), Hamzah Saif (Consultant), Benjamin Stewart (Géographe), Jorge Trevino (Spécialiste senior en gestion des ressources en eau), William Shei (Consultant), Bontje Marie Zangerling (Spécialiste senior en questions urbaines) et Serge Zelezeck (Consultant). L'équipe est également reconnaissante de l'assistance technique reçue du groupe d'activités dédié à la fragilité, aux conflits et à la sécurité de l'initiative EO4SD (Observation de la Terre pour le développement durable) de l'Agence spatiale européenne.

L'équipe tient également à souligner les contributions des nombreuses parties externes consultées dans le cadre du processus, tant au Cameroun qu'à l'étranger. L'étude n'aurait pas été possible sans les informations glanées lors d'études et d'entretiens avec les parties prenantes, notamment les partenaires au développement, les donateurs, le secteur privé, les acteurs de la société civile, les chefs religieux, les groupes de femmes et de jeunes, les universitaires, les acteurs humanitaires et autres, et l'équipe leur est reconnaissante pour leur disponibilité et leur volonté de partager des données et des informations sur la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

# Sigles et acronymes

| | |
|---|---|
| ACLED | Données sur la localisation et les événements des conflits armés |
| AL | *Advanced Level* |
| AGC | Conseil de gouvernement de l'Ambazonie |
| BEPHA | Assistance sanitaire de la province ecclésiastique de Bamenda |
| CEP | Certificat d'études primaires |
| FCFA | Franc de la Communauté financière africaine |
| CGE | Modèle informatisé d'équilibre général |
| COVID | Maladie à coronavirus |
| CTD | Collectivités territoriales décentralisées |
| GCE | *General Certificate of Education* |
| PIB | Produit intérieur brut |
| ECAM | Enquête camerounaise auprès des ménages |
| IDE | Investissement direct étranger |
| FSLC | *First School Leaving Certificate* (certificat d'études primaires) |
| ICH | Indice du capital humain |
| IDH | Indice de développement humain |
| IDA | Association internationale de développement |
| GI | Gouvernement intérimaire de la République fédérale d'Ambazonie |
| IMC | *International Medical Corps* |
| OIM | Organisation internationale des migrations |
| MANAGE | *Mitigation, Adaptation, and New Technologies Applied General Equilibrium* |
| MINSANTE | Ministère de la Santé publique |
| MIRA | Évaluation rapide multisectorielle |
| MSNA | Évaluation des besoins multisectoriels |
| NOSO | Nord-Ouest et Sud-Ouest |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| PNP | Prêts non productifs |
| OCHA | Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires |
| MCS | Matrice de comptabilité sociale |
| WASH | Eau, assainissement et hygiène |
| GBM | Groupe de la Banque mondiale |

# Résumé

**Plus de trois ans de conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun ont entraîné d'importantes perturbations socioéconomiques.** En septembre 2019, la crise avait fait plus de 3 000 morts, détruit plus de 170 villages et déplacé plus d'un demi-million de personnes (ICG 2019b). La situation d'urgence humanitaire est grave et continue d'empirer, car les capacités et les systèmes de prestation de services ont été dépassés par les déplacements de populations, et l'accès humanitaire a été sévèrement limité. La présente étude évalue l'impact de la crise sur les résultats économiques et sociaux jusqu'en 2019 dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, dans les régions voisines du Littoral et de l'Ouest, et au niveau national.

**La crise actuelle a commencé par des manifestations pacifiques en 2016 et a rapidement dégénéré en un conflit armé, avec des éléments clairement sécessionnistes et criminels.** Les origines du conflit remontent à l'histoire coloniale du pays, le Cameroun ayant hérité de deux traditions distinctes au lendemain de l'indépendance : l'une française et l'autre britannique. Il y avait des différences cruciales entre les deux systèmes en matière d'éducation, d'administration de la justice et d'arrangements institutionnels pour la gouvernance. Le conflit s'est caractérisé par des attaques répétées et délibérées contre les symboles de l'État et le boycottage des institutions nationales, traduisant un profond rejet de la légitimité de l'État et le sentiment que le mode de vie dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est menacé (Alphonse 2019).

**Les différences socioéconomiques objectives entre les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et les autres ne correspondent pas exactement aux perceptions d'inégalité et d'exclusion de la population anglophone.** Avant la crise, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'étaient pas en retard sur le reste du pays en termes de résultats économiques et sociaux. Ils représentaient plutôt une part importante d'une économie formelle limitée, des exportations agricoles et des emplois du Cameroun. Cependant, les Anglophones semblent avoir plus de mal à entrer dans le secteur public, que de nombreux Camerounais considèrent comme la principale voie vers la sécurité financière. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avaient également des niveaux de capital humain parmi les plus élevés du Cameroun avant le conflit et avaient un bon accès à une éducation de qualité.

**L'intensité et l'impact du conflit ont été élevés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que dans d'autres régions du pays.** L'impact sur les vies humaines et les déplacements a été le plus considérable et le plus visible. La violence a déclenché une crise humanitaire importante et croissante, tandis que la situation alimentaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est alarmante. L'accessibilité reste une préoccupation particulière : 1,3 million de personnes touchées par la violence restent hors de portée des agences

humanitaires. Le conflit a également déclenché une grave crise de déplacements internes : environ 680 000 personnes, soit près de 15 % de la population de ces régions avant la crise, étaient déplacées à l'intérieur du pays en décembre 2019 (OCHA 2019d). En outre, le conflit a entraîné une destruction importante de biens essentiels ; des écoles, des établissements de santé et des infrastructures de production ont été délibérément pris pour cible et détruits.

**La crise a accru les niveaux de pauvreté et endommagé les moyens de subsistance et le capital humain dans les régions touchées et les régions voisines.** Le système éducatif a été particulièrement touché : les enseignants, les élèves et les étudiants ont été contraints de fuir, entraînant une chute spectaculaire des taux de scolarisation dans le Nord-Ouest et le Sud et une augmentation de la demande d'éducation dans les régions voisines. Cet afflux d'élèves et d'étudiants a considérablement augmenté la pression exercée sur ces écoles, compromettant ainsi la qualité de l'enseignement. La fermeture ou le fonctionnement limité des établissements de santé a également mis à mal les services de santé essentiels, notamment en ce qui concerne la santé reproductive et maternelle et la vaccination. Les professionnels de la santé ont été pris pour cible par l'armée pour avoir soigné des soldats et des séparatistes blessés et accusés de cacher des combattants dans les hôpitaux et les centres de santé. Les déplacements de population au sein des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ajoutés à l'insécurité alimentaire et aux mauvaises conditions de vie, ont augmenté le risque de maladies, y compris les maladies et les épidémies d'origine hydrique. Au-delà du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'arrivée de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans les régions de l'Ouest et du Littoral a mis à rude épreuve un secteur de la santé qui manquait déjà de personnel, de fournitures et de services adéquats.

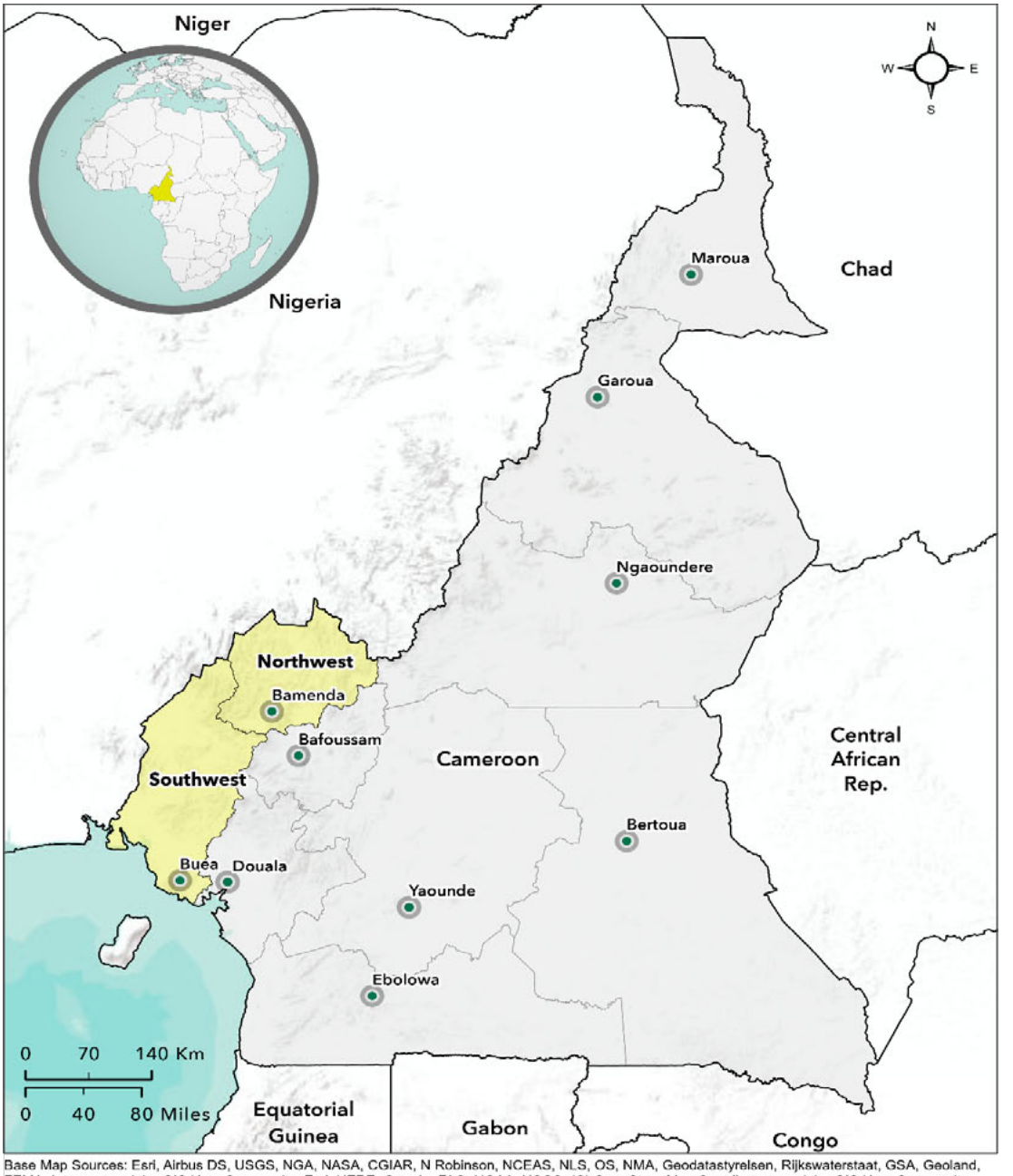
**La crise a provoqué une contraction importante des économies des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Une analyse historique hypothétique (ou scénario de référence) a été réalisée pour cette étude en utilisant un modèle informatisé d'équilibre général afin de mesurer les effets à court terme du conflit. Elle montre que la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a empêché l'économie camerounaise de profiter pleinement du contexte mondial relativement favorable qui a précédé l'épidémie de COVID-19, et qui comprenait une hausse modérée des prix mondiaux de certains des principaux produits agricoles d'exportation du Cameroun, notamment le cacao, le café et la banane. L'évolution des recettes fiscales confirme ce déclin des activités économiques, et la crise a affecté la réalisation des investissements publics. Le secteur financier a également été touché par les perturbations et l'insécurité, et l'emploi a chuté en raison de la violence et de l'effondrement de l'activité économique. Selon les résultats du modèle informatisé d'équilibre général, les recettes fiscales perçues par le gouvernement en 2019 étaient inférieures de 4,8 % à ce qu'elles auraient été sans la crise. Les effets combinés de la baisse des revenus (due à la réduction des emplois) et de la hausse des prix à la consommation (due aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement) ont infligé un lourd tribut au bien-être des ménages.

**La crise a démontré la résilience et la solidarité de la société camerounaise, y compris entre les populations francophones et anglophones.** Les ménages d'accueil ont recueilli la plupart des personnes déplacées et ont fait preuve d'une capacité d'adaptation remarquable compte tenu de la pression supplémentaire exercée sur les familles et les ressources. Le conflit n'a pas déclenché de tensions sociales plus importantes entre les groupes de population au niveau national. Cependant, de plus en plus de signes indiquent que la cohésion sociale du pays est mise à l'épreuve, car les ressources des communautés d'accueil et les services publics ailleurs au Cameroun sont poussés jusqu'à leurs limites. Il existe un risque que les déplacements et une crise prolongée mettent à mal la cohésion nationale sur plusieurs vecteurs, notamment en accentuant les différences entre Francophones et Anglophones au niveau national (ICG 2017) et en mettant en évidence les divisions profondément ancrées sur des questions fondamentales liées à la gouvernance et à l'identité.

**Au moment de la rédaction du présent rapport, le conflit était toujours en cours et certains signes indiquaient qu'il pourrait s'intensifier.** Les tentatives de trouver une solution au conflit, notamment par le biais du Grand Dialogue national du 30 septembre au 4 octobre 2019, ont généré des propositions d'actions et de mesures destinées à faire baisser les tensions et à répondre aux griefs des Anglophones. Une feuille de route vers une paix négociée n'a toutefois pas encore été établie, et l'impact du conflit risque de croître de manière exponentielle au fur et à mesure que la solution se fait attendre. La baisse à long terme du produit intérieur brut (PIB) pourrait avoir un impact catastrophique sur le bien-être des ménages dans les deux régions touchées. Un conflit prolongé est également susceptible d'avoir des conséquences désastreuses pour le secteur financier et pourrait conduire à des déplacements interminables. L'impact de la crise sur la fréquentation scolaire devrait se refléter dans les mesures du capital humain, qui peut être évalué en examinant la mortalité infantile et maternelle et l'impact sur la production future. Et, plus on tardera à trouver une solution, plus le processus de relèvement sera long et compliqué. En outre, un conflit prolongé est susceptible d'affecter la réputation internationale du Cameroun ainsi que ses perspectives de développement à long terme.

**Le conflit a déjà causé des dommages permanents aux économies des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et son impact s'accentuera à mesure qu'il durera.** Même si le conflit prenait fin demain, les deux régions ne pourraient retrouver que les trois quarts de leur niveau de productivité d'avant la crise en raison de la désorganisation des infrastructures et de la destruction du capital humain due aux décès et aux déplacements de population. Le rapport souligne que si l'impact se fait surtout sentir dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, il touche de plus en plus le pays dans son ensemble, notamment par une baisse du PIB national et du bien-être des ménages. Les simulations effectuées dans le rapport suggèrent que le PIB national chutera de 9 % si le conflit dure jusqu'en 2025. Les effets à plus long terme seraient dévastateurs : d'ici à 2030, le PIB régional chuterait de 60 % dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, et le bien-être des ménages à l'échelle nationale diminuerait de plus de 5 %. Ces résultats soulignent l'urgence de mettre un terme à la violence, d'aider la population à se relever et de s'attaquer aux causes et aux conséquences du conflit.

**Ces constats ont des implications importantes pour le soutien apporté par les partenaires internationaux du Cameroun, y compris le Groupe de la Banque mondiale, tant en ce qui concerne la manière de hiérarchiser ce soutien que les modalités de sa mise en œuvre.** Pour la Banque mondiale, il sera important : (i) de repenser la fourniture de l'aide au Cameroun en fonction de la dynamique du conflit afin de s'assurer que cet appui prenne en compte le conflit et respecte les principes directeurs consistant à ne pas nuire, qu'il s'attaque à la dynamique et aux facteurs sous-jacents du conflit et qu'il offre un soutien direct aux populations touchées tout en tenant compte des contraintes de sa prestation ; (ii) d'accroître les investissements dans la collecte de données afin de comprendre l'évolution du conflit et son impact sur la population ; et (iii) de réfléchir aux possibilités de contribuer à la résolution du conflit en encourageant le dialogue, en soutenant des réformes plus larges, en s'engageant dans des efforts de renforcement de la confiance destinés à traiter les griefs et les facteurs du conflit, et en facilitant une meilleure coordination entre les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix travaillant sur le conflit.




Base Map Sources: Esri, Airbus DS, USGS, NGA, NASA, CGIAR, N Robinson, NCEAS, NLS, OS, NMA, Geodatastyrelsen, Rijkswaterstaat, GSA, Geoland, FEMA, Intermap and the GIS User Community; Esri, HERE, Garmin, FAO, NOAA, USGS, (C) OpenStreetMap Contributors, and the GIS User Community.

# Introduction

**Dans le cadre de son engagement à intensifier son soutien au Cameroun pour faire face aux dynamiques de fragilité, de conflit et de violence,** et conformément à sa stratégie récemment approuvée, le Groupe de la Banque mondiale a évalué les incidences économiques et sociales de la crise en cours dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun depuis son déclenchement en 2016. Cette étude a pour but d'améliorer la connaissance et la compréhension des incidences économiques et sociales du conflit en cours dans les deux régions directement affectées ainsi qu'ailleurs au Cameroun. Elle est fondée sur la reconnaissance du fait que le conflit est toujours en cours et que, même si ses conséquences risquent d'évoluer et de s'aggraver à mesure qu'il se prolonge, elle est néanmoins essentielle pour guider les efforts continus visant à trouver des solutions au conflit et à accroître le soutien pour répondre aux besoins des populations touchées d'une manière qui prenne en compte le conflit et en accord avec les principes consistant à ne pas nuire. Grâce à cette étude, le Groupe de la Banque mondiale espère contribuer au débat public sur la crise et éclairer les futures décisions politiques et les efforts de relèvement du gouvernement et de ses partenaires internationaux.

## Fondements de la crise

**Plus de trois ans de conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun ont provoqué d'importantes perturbations socioéconomiques.** En septembre 2019, la crise avait fait plus de 3 000 morts, détruit plus de 170 villages et déplacé plus d'un demi-million de personnes (ICG 2019b). La situation d'urgence humanitaire est grave et continue d'empirer, car les capacités et les systèmes de prestation de services ont été dépassés par les déplacements de population, et l'accès humanitaire a été sévèrement limité. Cette étude a surmonté d'importantes restrictions d'accès et des informations et données limitées en raison de la situation sécuritaire afin de documenter les conséquences considérables de la crise aux plans humain et du développement, ainsi que sur l'économie et le tissu social du pays.

**Bien que la crise ait un caractère infranational, ses effets se font de plus en plus sentir au niveau national.** Le déplacement important de populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a mis à rude épreuve les communautés d'accueil et les capacités de prestation de services dans les régions voisines du Littoral et de l'Ouest, ainsi que dans les principaux centres urbains de Douala et de Yaoundé. La réponse humanitaire, sécuritaire et en matière de prestation de services a également mis à rude épreuve le budget national et les capacités institutionnelles de gestion et de réponse aux crises. Le redéploiement des forces de sécurité vers les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a rendu les régions de l'Extrême-Nord et du Nord plus vulnérables, comme l'indique la recrudescence des attaques de Boko Haram ces dernières années (entretiens avec plusieurs parties prenantes, Yaoundé, janvier 2020). La crise commence également à avoir un impact sur la réputation

internationale du Cameroun, en ce qui concerne ses progrès sur les indicateurs clés des objectifs de développement durable, ainsi qu'au regard des critiques accrues concernant les violations des droits de l'homme. Il s'agit du dernier d'une série d'événements liés au conflit qui ont touché huit des dix régions du pays, notamment par la présence de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés. La concomitance de ces crises crée des risques importants et augmente la pression sur le contrat social du Cameroun.

**Les origines du conflit remontent à l'histoire coloniale du pays et sont liées à des questions d'identité et de gouvernance.** Colonie allemande à l'origine, connue à la fin de la Première Guerre mondiale sous le nom de territoire du Kamerun, elle a été placée sous mandats français et britannique par la Société des Nations. Les Français contrôlaient environ 80 % du territoire et les Britanniques administraient le reste. Chaque puissance coloniale a façonné sa partie du pays à sa propre image, et les institutions et les normes ont divergé. On ne saurait surestimer l'ampleur des différences institutionnelles entre les deux territoires au cours de cette période, qui s'étendaient à l'ensemble des systèmes éducatifs, sanitaires, sécuritaires, juridiques et administratifs.

**Ces premières différences institutionnelles — et, surtout, le processus qui a conduit à la réunification des deux systèmes qu'elles représentaient — sont au cœur de la crise actuelle.** En 1960, la zone administrative française obtient l'indépendance et devient la République du Cameroun, tandis que les zones méridionales administrées par les Britanniques ont le choix de rejoindre le Cameroun ou le Nigeria. Face à ce choix, et étant entendu que l'adhésion à la « République du Cameroun », anciennement administrée par la France, se ferait selon les principes du bilinguisme dans le secteur public et du maintien de deux systèmes juridiques et administratifs distincts, une majorité de résidents du Cameroun méridional, administré par la Grande-Bretagne, a voté en faveur de l'adhésion à la République du Cameroun en 1961 pour former une nouvelle République fédérale. Certains membres de la communauté anglophone ont perçu le processus constitutionnel de réunification comme étant vicié et ont estimé que les autorités britanniques les avaient abandonnés après la signature de la Constitution de 1961. Le sentiment d'avoir été trompé par la majorité francophone est renforcé en 1972, lorsqu'un référendum national annule la structure fédérale et crée un seul État centralisé et unitaire. Bien que les deux régions se voient toujours garantir une représentation de haut niveau au niveau central, ce changement de politique a contribué à un sentiment croissant de marginalisation et d'exclusion de la langue et de l'identité anglophones (ICG 2017).

**La crise actuelle dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun a commencé en 2016 par des manifestations pacifiques qui ont rapidement dégénéré en un conflit armé.** La réponse à la crise a porté sur les domaines sécuritaires, humanitaire et politique. Le gouvernement s'est mobilisé rapidement en réponse aux menaces sécuritaires, et des rapports semblent indiquer que cette réponse militarisée précoce a exacerbé le conflit en galvanisant et en radicalisant davantage les groupes séparatistes, et en renforçant leur détermination. Le gouvernement a également augmenté son soutien à la population touchée par le biais de ses propres dispositifs de protection sociale et mécanismes de transfert. En outre, la communauté internationale a renforcé sa capacité à soutenir la population touchée par la crise, notamment par le biais d'un appel humanitaire des Nations Unies d'un montant de 320,7 millions de dollars, dont 137,6 millions sont destinés à la réponse à la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (OCHA 2020e). Reconnaissant qu'une solution politique est nécessaire, le gouvernement a convoqué un Grand Dialogue national en 2019. Si cette initiative n'a pas permis de réduire le niveau de violence, elle a permis de dégager une série de propositions, telles que le changement du nom du pays en République unie du Cameroun, l'adoption d'un statut spécial pour les deux régions au cœur du conflit (une mesure qui figurait dans la Constitution de 1996, mais qui n'avait pas été mise en œuvre), le rétablissement de la Chambre des chefs traditionnels et l'élection de gouverneurs locaux

afin d'atténuer les risques et de répondre à certains griefs. Le dialogue a également débouché sur des propositions visant à remédier à la marginalisation des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en relançant immédiatement les projets d'infrastructures aéroportuaires et portuaires interrompus dans les deux régions, en adoptant des lois anticorruption portant sur la déclaration des biens et en réintégrant rapidement les ex-combattants (*The Conversation* 2019). Le 24 décembre 2019, le parlement a adopté plusieurs de ces propositions : la chambre basse a voté un nouveau projet de loi sur le bilinguisme (loi n°2019/019 sur la promotion des langues officielles) pour protéger les langues officielles et un projet de loi sur la décentralisation (loi n°2019/024 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées) qui accorde un « statut spécial » aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, consacrant le droit de ces régions à formuler leurs propres politiques en matière de justice et d'éducation.

**Malgré ces tentatives de réconciliation, le conflit continue d'évoluer et de dégénérer, et il devrait se renforcer et à s'intensifier davantage, car il crée de nouvelles dynamiques.** Depuis 2016, on assiste à une radicalisation et une criminalisation progressive du conflit : ce qui était au départ une manifestation civile largement pacifique d'avocats et d'enseignants s'est mué en une violente lutte sécessionniste. Plus récemment, les groupes armés se sont fragmentés, dont certains qui fonctionnent davantage comme des réseaux criminels. Malgré les différentes tentatives de médiation, notamment avec le soutien international du gouvernement suisse et du Centre pour le dialogue humanitaire de Genève, l'espace de dialogue reste limité (*Africa Intelligence* 2019 ; *The Africa Report* 2019 ; *Africa Times* 2019). La participation des groupes anglophones au Grand Dialogue national était limitée, et plusieurs acteurs clés n'y ont pas assisté.

## Approche analytique et fondements de cette étude

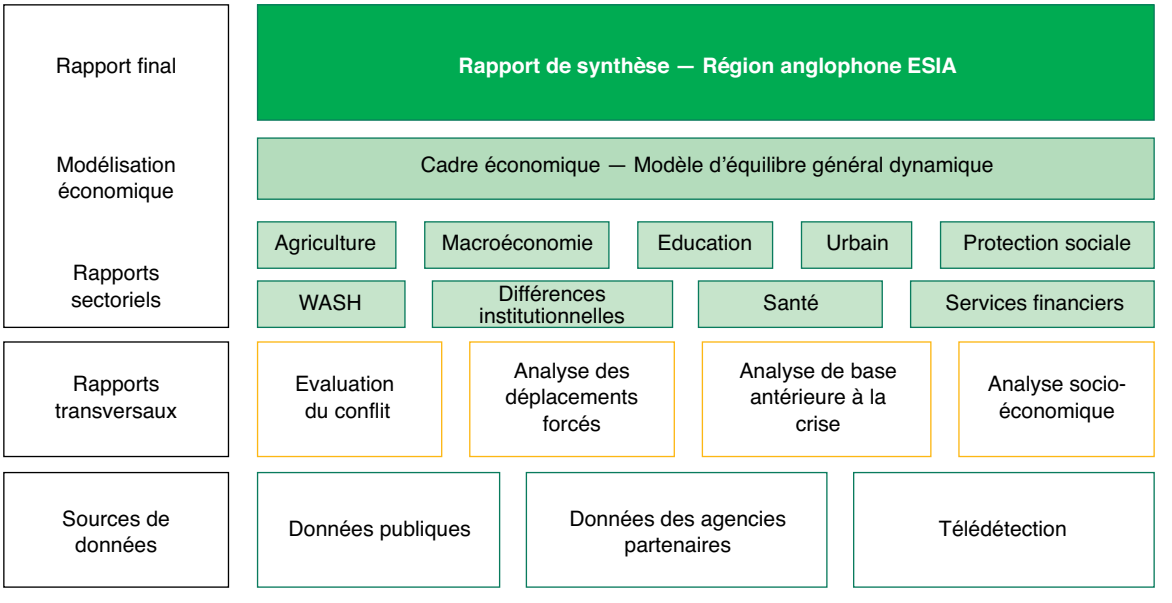
**Cette étude évalue l'impact de la crise sur les résultats économiques et sociaux dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun jusqu'en 2019.** Les conflits détruisent les biens corporels et incorporels et mettent à mal les zones environnantes. Les conflits infranationaux laissent des traces profondes dans le tissu social, la culture et la mémoire collective d'un pays. La crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en est un exemple particulièrement poignant, car elle a directement visé les symboles officiels de l'État, notamment les écoles et les tribunaux, et les déplacements à grande échelle qui en ont résulté ont eu des répercussions secondaires sur les régions voisines et au niveau national.

**Fin 2019, le conflit était toujours en cours, et certains résultats et effets politiques, sociaux, sécuritaires et institutionnels à plus long terme n'étaient pas encore observables au-delà des preuves empiriques.** La crise actuelle, combinée à la pandémie de COVID-19, a rendu les deux régions largement inaccessibles. Cela a compliqué la collecte de données, ainsi que les efforts visant à permettre une compréhension plus détaillée des dynamiques et des acteurs du conflit. Compte tenu de ces contraintes, cette étude a adopté une stratégie pragmatique consistant à analyser les questions pertinentes de manière systémique et à s'appuyer sur les informations disponibles provenant de diverses sources, notamment les autorités nationales et locales, les évaluations humanitaires, les enquêtes existantes, les articles de presse, les entretiens avec les principales parties prenantes et la télédétection, afin d'évaluer l'impact de la crise en cours. Comme aucune collecte de données primaires n'a été effectuée, l'étude ne mesure pas l'impact jusqu'à une date précise en 2019. Elle s'est plutôt efforcée d'identifier les sources les plus récentes et les plus pertinentes pour illustrer l'impact, notamment l'analyse d'images satellites.

**L'étude s'inspire et adapte une méthodologie qui a été élaborée et affinée par le Groupe de la Banque mondiale lors de précédentes évaluations, notamment** *Le coût de la guerre* : *Les conséquences économiques et*

*sociales du conflit en Syrie* (*The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria*, World Bank 2017) ; *Yes in my Backyard? The Economics of Refugees and Their Social Dynamics in Kakuma, Kenya* (Sanghi, Onder and Vemuru 2017) ; une analyse d'impact réalisée dans le cadre de la *Stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix pour le Septentrion et l'Est du Cameroun* : *2018–2022* ; et l'évaluation du *relèvement et de la consolidation de la paix dans le Nord-Est du Nigeria* (*North-East Nigeria Recovery and Peace Building Assessment,* World Bank 2015). Des entretiens clés en présentiel et par téléphone ont été menés avec une série de parties prenantes, notamment des universitaires, des chefs religieux, des enseignants, des agents de santé, des avocats et des représentants du gouvernement, de la société civile, du secteur privé, de l'action humanitaires et du développement, et des donateurs, à Yaoundé en décembre 2019, puis en janvier 2020. En raison de la nature sensible de ces discussions, le présent rapport ne divulgue pas la liste des personnes interrogées. Le rapport se fonde également sur les informations générées par une série de documents de référence sectoriels et d'études transversales et est complété par une modélisation économique et l'utilisation de la technologie de télédétection pour identifier et vérifier les destructions physiques (voir détails ci-dessous dans la figure 1). La méthodologie a été adaptée pour correspondre au contexte infranational de la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en utilisant un modèle informatisé d'équilibre général dynamique et multisectoriel conçu pour saisir l'impact économique du conflit et démêler les effets à court terme des effets à moyen et à long termes, ainsi qu'en effectuant une évaluation des coûts de l'impact du conflit.

**FIGURE 1 Organisation de l'étude**




**L'analyse s'est déroulée en quatre étapes :**

- **Analyser les conditions qui prévalaient avant le début du conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Cette étape comportait deux parties : (i) une compréhension globale des facteurs et des tendances du conflit et de la fragilité des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest afin de fournir une analyse

factuelle des dynamiques de la crise, de sa nature et des liens entre les niveaux régional et national qui pourraient renforcer les dynamiques du conflit et entraver le développement, ainsi que des risques et des opportunités clés émergents ; et (ii) l'établissement d'un cadre de référence préalable à la crise incluant des indicateurs et des tendances socioéconomiques dans les secteurs critiques afin de comprendre l'état de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au début de la crise, leur situation comparée à celle des autres parties du Cameroun, et l'impact relatif de ces deux régions sur les évolutions socioéconomiques globales dans le pays.

- **Faire le point sur l'impact économique et social de la crise au niveau sectoriel de 2016 à 2019.** Il s'agissait d'évaluer l'impact du conflit sur six vecteurs : (i) pertes en vies humaines et conséquences humanitaires croissantes ; (ii) dégâts matériels ; (iii) impact sur les avancées en matière de développement humain ; (iv) perte de moyens de subsistance et d'emplois ; (v) impacts macroéconomiques ; et (vi) crise de la gouvernance et pression croissante sur la cohésion sociale. L'analyse s'est appuyée sur plusieurs documents de référence sectoriels portant sur l'agriculture, l'éducation, les services financiers, la santé, la protection sociale, le secteur urbain et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Chaque équipe sectorielle a été invitée à décrire la situation de référence de son secteur avant la crise, ainsi que les différences fondamentales dans l'organisation du secteur entre les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et le reste du Cameroun, et à utiliser les données et informations existantes pour indiquer l'impact actuel du conflit, ainsi que les effets possibles à plus long terme si la violence se poursuit. L'étendue des dégâts matériels a été déterminée de façon empirique grâce à l'utilisation de la technologie de télédétection, avec l'aide de l'Agence spatiale européenne.
- **Identifier les dynamiques et les tendances spécifiques des déplacements.** Cette analyse prolonge le travail précédent sur les régions de l'Extrême-Nord et de l'Est dans le contexte du guichet des réfugiés de l'Association internationale de développement (IDA), en se concentrant sur la cartographie des individus qui ont été déplacés à travers les zones géographiques et les groupes de population, en soulignant leurs conditions de vie et leurs niveaux d'accès aux services de base et aux opportunités économiques, ainsi que l'impact du déplacement sur les communautés et les villes d'accueil au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, et ailleurs au Cameroun.
- **Modéliser l'impact économique global.** Un modèle informatisé d'équilibre général dynamique multisectoriel a été élaboré pour saisir l'impact économique du conflit (voir encadré 1). L'analyse a porté sur différentes régions géographiques avec des secteurs exportateurs et non exportateurs et des impacts liés aux conflits, ce qui a permis d'isoler les économies des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Elle a été adaptée aux conditions précédant le conflit (le cadre de référence) dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest en utilisant des informations empiriques générées par des analyses sectorielles ; les chocs ont été introduits sur la base des destructions économiques et sociales identifiables induites par le conflit (par exemple, les infrastructures). En utilisant cette approche, l'analyse : (i) a agrégé différents effets de manière cohérente afin d'éviter un double comptage lors de la mesure de l'impact ; (ii) a simulé l'impact du conflit en l'absence de scénario hypothétique ; (iii) a généré et comparé un ensemble cohérent d'indicateurs, en particulier les effets sur le revenu, la richesse et le bien-être ; et (iv) a démêlé les effets mesurables à court terme des impacts estimés à moyen et long terme.

**L'impact du conflit a été chiffré au niveau sectoriel en évaluant les éléments suivants :** (i) destruction physique dans les régions touchées ; (ii) pression sur les institutions et les systèmes (services et marchés) ; et (iii) impacts sur le capital humain. Le calcul des coûts a été limité aux impacts liés aux facteurs de la crise, et reflète les évolutions négatives causées par la crise dans chaque secteur. Dans la mesure du possible, les prix de

## ENCADRÉ 1 Le modèle informatisé d'équilibre général

Le modèle informatisé d'équilibre général du Cameroun est un modèle dynamique récursif multirégional à un seul pays. Il s'agit d'une version adaptée du modèle MANAGE *(Mitigation, Adaptation, and New Technologies Applied General Equilibrium)* du Groupe de la Banque mondiale. Un modèle informatisé d'équilibre général a été jugé bien adapté pour évaluer les dommages économiques causés par le conflit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour les raisons suivantes : (i) il est suffisamment souple et détaillé pour prendre en compte la grande diversité des canaux de transmission des chocs (marché du travail, capital, investissement direct étranger [IDE], commerce et productivité) ; (ii) il s'appuie sur des tableaux d'entrées-sorties et suppose des fonctions comportementales pour les agents (entreprises et ménages) ; (iii) il offre une évaluation complète des effets des chocs, en saisissant les effets directs et indirects ainsi que les effets secondaires et tertiaires ; et (iv) il peut saisir les effets selon plusieurs dimensions — y compris les comptes nationaux (PIB, consommation et investissement), le cadre budgétaire (recettes publiques, déficits et dette), le compte extérieur (commerce, IDE et compte courant), les industries, les facteurs de production et les ménages qui seraient les plus affectés par le choc.

Outre les caractéristiques standard d'un modèle informatisé d'équilibre général à un seul pays, le modèle MANAGE comprend une spécification énergétique détaillée qui permet la substitution du capital/travail/énergie dans la production, la substitution énergétique intra-combustible entre tous les agents de la demande, et une structure de production à sorties et entrées multiples (Van der Mensbrugghe 2017).

Le modèle MANAGE pour le Cameroun a été étendu pour analyser les effets économiques de la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Le modèle est calibré sur la matrice de comptabilité sociale (MCS) de 2014 construite pour cette étude. Cette MCS régionalisée fait la distinction entre les activités de production, les facteurs de production et les ménages du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de toutes les autres régions du pays. La MCS compte 43 activités de production, 43 produits et deux types de facteurs de production : le capital et la main-d'œuvre dans chaque région. On distingue deux catégories de main-d'œuvre selon le niveau de qualification : les travailleurs non qualifiés et les travailleurs semi-qualifiés ou qualifiés. La production est modélisée à l'aide d'une élasticité constante imbriquée de la structure de substitution dans chaque région. Le marché du travail est segmenté par région. L'offre de main-d'œuvre est fonction des salaires réels pour chaque catégorie de main-d'œuvre, et l'étude suppose que les salaires et l'offre de main-d'œuvre sont partiellement flexibles. Il existe 10 catégories de ménages distinguées par décile de revenu/consommation dans chacune des trois régions. Les autres institutions comprennent les entreprises, le gouvernement et le reste du monde. Il existe plusieurs comptes de taxes/subventions, y compris les taxes sur les facteurs, les taxes sur la production, les droits d'importation, la taxe sur la valeur ajoutée et d'autres taxes indirectes, ainsi que les impôts directs sur le revenu. On distingue les investissements publics et privés. Le modèle couvre 16 périodes, de 2014 à 2030.

À la clôture du modèle, le solde budgétaire est endogène et les taux d'imposition sont fixes. La consommation et l'investissement publics sont fixés en termes réels et calibrés au niveau de référence afin de prendre en compte les performances passées. Tout excédent est utilisé pour rembourser la dette, et tout déficit est financé par la dette. L'investissement repose sur l'épargne. L'épargne étrangère est exogène et calibrée pour correspondre aux données historiques. Le taux de change nominal est fixe.

2016 ont été utilisés pour calculer les coûts unitaires de l'impact. Lorsque les données sur les coûts unitaires locaux n'étaient pas disponibles, des données indirectes ont été générées à partir d'entretiens et de consultations avec des experts locaux du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et d'études sur la région. Pour établir des projections, ces coûts unitaires ont été considérés comme constants pour tous les secteurs, à l'exception du secteur agricole, où un taux d'inflation de 2,03 % a été appliqué aux prix pour prendre en compte les changements typiques du marché des produits agricoles. L'on a retenu l'hypothèse selon laquelle les destructions ou dommages futurs aux infrastructures augmenteraient de 20 % à moyen terme et de 30 % à long terme.[1]

**Sur la base de l'analyse et des scénarios rétrospectifs, l'étude a également identifié plusieurs impacts possibles d'un conflit à plus long terme.** Trois scénarios ont été élaborés et simulés à l'aide du modèle informatisé d'équilibre général sur la base des hypothèses clés suivantes : (i) cessez-le-feu immédiat et retour des personnes déplacées dès 2020 (scénario 1) ; (ii) fin des opérations « villes mortes » et retour des personnes déplacées à partir de la fin de 2022 (scénario 2) ; et (iii) fin des opérations « villes mortes » et retour des personnes déplacées à partir de la fin de 2025 (scénario 3). Ces scénarios mettent en lumière l'impact accru d'un conflit prolongé, par rapport à un scénario hypothétique d'absence de conflit.

**Il n'a pas été facile d'attribuer l'impact et d'établir un scénario hypothétique d'absence de conflit.** La crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a été physiquement confinée à une zone qui comprend environ 20 % du territoire total du Cameroun, couvrant 2 de ses 10 régions, qui contribuent à environ 20 % de son PIB. Parallèlement à la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la crise associée à Boko Haram se poursuit dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord, et une crise de déplacement de populations continue de se développer dans l'Est. La crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a empêché l'économie camerounaise de profiter pleinement du contexte international relativement favorable qui a précédé la COVID-19, caractérisé par un rebond des principales exportations agricoles, notamment celles issues des deux régions touchées, telles que la banane, le café et le cacao. En outre, la pandémie de COVID-19 est toujours en cours, et son impact complet n'a pas encore été déterminé. Si l'impact physique et socioéconomique dans les régions Nord-Ouest et du Sud-Ouest peut être facilement attribué à la violence qui y sévit et à ses effets sur l'activité économique, les moyens de subsistance et les services de base, il est également prouvé que la réponse nationale à la crise a permis d'en amortir l'impact à court terme. Certaines installations de production ont été déplacées des zones touchées par le conflit vers les régions voisines, la plupart des entreprises situées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont partiellement ou totalement redéployé du personnel dans des régions plus sûres, l'amélioration de l'administration fiscale a permis d'atténuer la baisse des recettes perçues dans les deux régions touchées, et l'accès à l'éducation a augmenté ailleurs en réponse aux déplacements. Cela a probablement limité les effets négatifs à court terme sur les indicateurs macroéconomiques, ainsi que sur l'emploi formel et le bien-être des ménages les plus riches, qui ont déplacé leur épargne des zones touchées vers des grandes agglomérations plus sûres et ont bénéficié d'un accès accru à l'éducation en dehors des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces dynamiques, ainsi que les niveaux significatifs de chocs non liés au conflit, posent des contraintes importantes à l'analyse, en particulier à la création du scénario hypothétique d'absence de conflit.

1 Le taux de change utilisé pour ces calculs est le taux de change moyen du dollar par rapport au FCFA pour 2016, qui était de 1 dollar = 596 FCFA. Le manque de données n'a pas permis une évaluation exhaustive des impacts possibles de la crise sur chaque secteur.

**L'étude est organisée comme suit.** Le chapitre 1 explique le contexte d'avant la crise en ce qui concerne les dynamiques du conflit et le contexte socioéconomique général dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le chapitre 2 examine les effets du conflit à ce jour en utilisant la typologie suivante : (i) les pertes en vies humaines et les conséquences humanitaires croissantes, notamment les déplacements à grande échelle ; (ii) les dégâts matériels ; (iii) l'impact sur le développement humain ; (iv) la perte de moyens de subsistance et d'emplois ; (v) l'impact macroéconomique ; et (vi) une crise croissante de la gouvernance. Le chapitre 3 s'intéresse aux implications à plus long terme si le conflit se poursuit de façon incontrôlée, y compris les conséquences économiques, les déplacements prolongés, les effets sur le capital humain, ainsi que le temps et les coûts du relèvement après le conflit. Le chapitre 4 présente et examine les implications de la crise pour le gouvernement et ses partenaires internationaux, y compris le Groupe de la Banque mondiale.

CHAPITRE 1

# Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au début de la crise

**La crise actuelle dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun est la dernière (mais aussi la plus grave et la plus intense) itération d'un conflit caractérisé par une ligne de fracture linguistique — un héritage de la colonisation — qui signale des griefs plus profonds d'identité aliénée et de perceptions d'inégalité structurelle.** Bien qu'à première vue la crise soit ancrée dans la défense de marqueurs linguistiques et identitaires distincts, un examen plus approfondi révèle qu'elle est ancrée dans des questions plus larges liées à la relation entre les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et le reste du pays et met en évidence les défis du modèle de gouvernance centralisé du pays (*Politique Africaine* n.d.). Une revendication fondamentale exprimée par le mouvement anglophone à la fin de l'année 2016 traduisait ce qui, semble-t-il, continue d'être l'opinion publique anglophone — le désir de rétablir la fédération à deux États qui était la base de l'union initiale formée en 1961.

**Ce qui a commencé sous la forme de manifestations pacifiques en 2016 a rapidement dégénéré en un conflit armé avec des éléments clairement sécessionnistes et criminels.** Les manifestations ont été déclenchées par le déploiement par les autorités centrales de juges et d'enseignants francophones dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; les avocats anglophones ont manifesté pacifiquement contre la mise à l'écart de la *common law* anglophone. Les secteurs de la justice et de l'éducation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont des caractéristiques anglo-saxonnes très distinctes, et l'extension perçue de la « francophonisation » de la fonction publique à ces secteurs a été un point de basculement. Le passage de la protestation populaire au conflit ouvert s'est produit le 1er octobre 2017, lorsque des séparatistes ont déclaré une Ambazonie indépendante. La violence n'a cessé de monter depuis lors, faisant des victimes presque quotidiennement. Le début de l'opération « villes mortes » — une grève générale et un boycottage des écoles chaque lundi dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest — a ralenti le commerce et l'activité et interrompu l'accès aux services dans les zones urbaines. Le respect généralisé des mots d'ordre de boycott et de grève ne doit pas être attribué à la seule coercition militante. Il suggère plutôt un soutien général à la lutte des Anglophones dans ces régions.

**La réponse du gouvernement, axée sur la sécurité, n'a pas réussi à faire taire les protestations et à étouffer le soulèvement.** Au contraire, elle a éliminé et réduit au silence les leaders qui prônaient le plus le dialogue et la négociation. Cela a permis à des voix plus radicales de combler le vide, ce qui a durci les positions et polarisé le débat public. Avec la dissipation du leadership politique anglophone centralisé, de nouveaux groupes

**ENCADRÉ 2 Impact de la COVID-19 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun (jusqu'en juin 2020)**

L'épidémie de COVID-19 est venue s'ajouter aux défis et aux complexités auxquels sont confrontés les citoyens du Cameroun, notamment dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui connaissent une recrudescence des décès. Le premier cas confirmé date du 6 mars 2020. Au 4 juin, il y avait un total de 7 392 cas confirmés dans le pays et 205 décès, dont 107 cas et 4 décès dans le Nord-Ouest et 182 cas et 3 décès dans le Sud-Ouest (MINSANTE 2020a). Au Sud-Ouest, il existe une capacité de dépistage à l'Université de Buea et les cas sont pris en charge dans les hôpitaux régionaux de Buea, Limbe et Kumba (OMS n.d.). Le Nord-Ouest possède également une capacité de dépistage et les cas sont traités à Bamenda — à l'hôtel Azam pour ceux qui présentent des symptômes légers et à l'hôpital régional pour ceux qui présentent des symptômes modérés et graves (OMS n.d.).

Au 4 juin, le Centre et le Littoral comptaient le plus grand nombre de cas (3 959 et 1 856, respectivement), et ces deux régions ont également signalé un nombre plus élevé de personnel de santé infecté par la COVID-19 par rapport aux autres régions du pays (MINSANTE 2020a). L'Ouest est l'une des quatre régions du Cameroun qui ne disposaient pas de capacité de test pour la COVID-19 (MINSANTE 2020a). L'OCHA estime que 5 141 personnes sont retournées des régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest au Nord-Ouest en mars après que le gouvernement avait décidé de fermer toutes les écoles pour aider à stopper l'épidémie (OCHA 2020c).

Les personnes vivant dans les zones touchées par la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont particulièrement exposées au risque de COVID-19 en raison des mauvaises conditions de vie, notamment des services WASH limités, des déplacements, de l'insécurité alimentaire, de la mauvaise santé et du mauvais état nutritionnel, ainsi que de la fermeture ou du fonctionnement limité des établissements de santé. En outre, les mesures visant à endiguer et à atténuer la COVID-19 constituent des contraintes supplémentaires pour l'accès humanitaire et limitent encore davantage la capacité des personnes déplacées à accéder aux services de soins de santé (OCHA 2020a).

ont proliféré, dont certains sont soutenus par la diaspora anglophone ; chacun pousse les autres à adopter une position de plus en plus radicale. L'exigence d'un État séparé d'Ambazonie a noyé les demandes plus modérées — et censément plus populaires — du mouvement anglophone (Okereke 2018).

**Il y a des signes qui montrent clairement que le conflit se prolonge et que sa dynamique continue de muter.** La pandémie de COVID-19 a exacerbé la complexité et les défis auxquels est confrontée une population déjà aux abois, et a mis en évidence l'effondrement de la gouvernance et les impacts de la crise sur la capacité institutionnelle et la prestation de services (voir encadré 2).

## Définition des caractéristiques de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

**La crise se distingue des autres conflits au Cameroun.** Alors que le conflit dans l'Extrême-Nord est dirigé contre un groupe armé non étatique externe — l'organisation extrémiste Boko Haram, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont engagées dans un conflit interne, des Camerounais se combattant entre eux. Il est difficile de définir l'« ennemi », tant pour les civils que pour les groupes armés. En outre, des distinctions essentielles existant entre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest suggèrent que les deux régions ne devraient pas être traitées comme des entités homogènes (voir encadré 3).

**ENCADRÉ 3 Distinctions entre Nord-Ouest et Sud-Ouest**

Bien que les deux régions soient profondément touchées par le conflit, les niveaux d'accès et d'activité économique semblent être plus élevés dans le Sud-Ouest. Il existe d'importants griefs historiques entre les deux régions, antérieurs à la crise, qui ne doivent pas être occultés par une focalisation sur les divisions Anglophones-Francophones.

Les tensions entre les régions s'expliquent par les différences entre le Sud-Ouest, riche en ressources, qui abrite les principaux gisements pétroliers offshore connus du pays et possède une agro-industrie développée, et le Nord-Ouest essentiellement montagneux. En 2014, l'incidence de la pauvreté (pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté national) dans le Nord-Ouest oscillait autour de 55 % — dépassée seulement par le Nord et l'Extrême-Nord, tandis que le Sud-Ouest n'avait une incidence de la pauvreté plus élevée (à 18 %) que celles de la capitale Yaoundé et du pôle économique Douala. Le Nord-Ouest présentait également la troisième plus forte incidence régionale de mortalité infantile (64/100 000 naissances) et la troisième population la moins instruite, tandis que le Sud-Ouest n'était devancé dans ces deux catégories que par les deux principales villes du pays.

Les entretiens avec les parties prenantes clés menés à Yaoundé (13–17 janvier 2020) ont révélé que la majorité de la population du Nord-Ouest appartient aux groupes ethniques des « Grassfields », tandis que les groupes ethniques Sawa dominent le Sud-Ouest. Bien que (ou peut-être du fait que) le Sud-Ouest soit doté de plus de ressources, les habitants du Sud-Ouest supportent mal ce qu'ils perçoivent comme un monopole persistant du Nord-Ouest sur l'élite anglophone, tandis que les habitants du Nord-Ouest considèreraient la population du Sud-Ouest comme paresseuse ou complaisante. Les habitants du Sud-Ouest semblent préférer une fédération à dix États à une fédération à deux États — l'horizon préféré des habitants du Nord-Ouest — et insistent sur la décentralisation locale même dans tout regroupement futur avec le Nord-Ouest.

La crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a accru l'amertume politique entre les deux régions. Lors du référendum de 1961, le ratio des votes pour et contre l'unification avec le Cameroun francophone était de 3,5 contre 1 dans le Nord-Ouest, et de 1,5 contre 1 dans le Sud-Ouest. Les élites du Nord-Ouest ont dominé la représentation anglophone dans les négociations avec le Cameroun francophone sur l'État fédéral émergent, et la conviction des ressortissants du Sud-Ouest selon laquelle le Nord-Ouest a trahi la cause anglophone est un élément constant, bien qu'historiquement discutable, de l'identité du Sud-Ouest (Konings 2009, 24–25).

## Fragmentation des groupes anglophones

**La politique anglophone est devenue de plus en plus fragmentée au cours du conflit, avec plusieurs autorités qui se chevauchent et s'opposent.** En plus de l'État et des forces de sécurité du Cameroun, il existe deux gouvernements anglophones concurrents : le Gouvernement intérimaire (IG) de la République fédérale d'Ambazonie et le Conseil de gouvernement d'Ambazonie (AGC). L'IG est l'itération actuelle de l'ancien *Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front*, qui, sous la direction de Julius Ayuktebe, avait constitué un gouvernement provisoire et déclaré l'indépendance de l'Ambazonie le 1er octobre 2017. Avec un budget mensuel compris entre 10 000 et 100 000 dollars, alimenté principalement par les dons de la diaspora, l'IG a tenté de fournir des services de base dans le but de renforcer la légitimité de l'indépendance de l'Ambazonie et les revendications de l'IG quant à son leadership (ICG 2019a). Après l'arrestation d'Ayuktebe au Nigéria en janvier 2018, la nouvelle direction aurait été gênée par des allégations d'incompétence et de corruption, même si Ayuktebe serait toujours actif depuis son lieu de détention.

**L'AGC, qui lui fait concurrence, est plus intransigeant dans ses relations avec le gouvernement national et ses revendications d'indépendance.** Dirigé par Ayaba Cho Lucas, qui vit en Norvège, l'AGC adopte une totale stratégie de guérilla : il cherche à rendre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ingouvernable afin de modifier le calcul politique de Yaoundé. Fait important, l'AGC soutient les attaques contre les zones francophones, auxquelles l'IG s'oppose généralement (ICG 2019a). Des luttes intestines entre l'AGC et l'IG ont fait des dizaines de morts en 2018, mais l'IG semble globalement avoir le dessus, avec une mainmise sur le Conseil de sécurité de l'Ambazonie qui coordonne plusieurs milices séparatistes. Néanmoins, la position dure de l'AGC, ainsi que celle des partisans de l'IG dans la diaspora, a réussi à faire taire les dirigeants de l'IG qui soutiennent en privé un compromis sur le fédéralisme (ICG 2019a).

**Plusieurs groupes armés non étatiques sont également impliqués dans le conflit ; ensemble, ils comptabilisent 2 000 à 4 000 combattants séparatistes.**[2] Quatre principaux groupes armés non étatiques ont été identifiés : (i) les forces de défense de l'Ambazonie, (ii) le Conseil d'autodéfense de l'Ambazonie, (iii) les forces de restauration du *Southern Cameroons*, et (iv) les forces de défense du *Southern Cameroons* (Bone 2020). Les groupes armés recrutent principalement des combattants civils, mais comptent également dans leurs rangs d'anciens membres des forces de défense nationales, ainsi que des mercenaires nigérians (ICG 2020). Les séparatistes se battent principalement avec des armes à feu traditionnelles rudimentaires et fabriquées localement, bien que l'on ait signalé la présence d'armes volées aux soldats de l'armée régulière.[3] Des preuves attestent de l'implication d'enfants soldats, notamment les fameux « Amba boys », dont certains sont âgés de seulement 14 ans, dans les combats en brousse. Selon Felix Agbor Balla, l'avocat qui a formulé les exigences initiales du mouvement anglophone, ces groupes séparatistes ne semblent pas avoir de chaînes de commandement claires (Fröhlich et Köpp 2019). De plus, l'application violente d'un boycott des institutions étatiques les éloigne de plus en plus de la population pour laquelle ils prétendent se battre, selon les membres de la communauté anglophone interrogés dans le cadre de l'étude.[4] Plutôt que de s'engager dans des débats sur les spécificités du fédéralisme, les chefs des milices séparatistes optent plutôt pour le rejet politique, car ils profitent du statu quo par l'extorsion, les enlèvements et la taxation des civils (ICG 2019a).

**La crise est de plus en plus marquée par la criminalisation,** car les groupes se fragmentent et de nouveaux acteurs se joignent à la mêlée ; certains ont des intentions purement criminelles, d'autres ont fusionné avec des groupes établis. Les deux parties ont également été accusées de piller des villages, de procéder à des assassinats arbitraires et de commettre des violations des droits de l'homme, notamment le démembrement de civils.[5] Les milices ont également de plus en plus recours aux enlèvements contre rançon, ce qui a déclenché l'émergence et l'organisation de groupes d'autodéfense communautaires armés.[6]

2 Entretien avec une partie prenante, Yaoundé, décembre 2019.
3 Entretien avec des parties prenantes, Yaoundé, janvier 2020.
4 Entretiens avec des parties prenantes, Yaoundé, décembre 2019. En raison du caractère sensible de ces sujets, les personnes interrogées ont requis l'anonymat.
5 Entretiens avec des parties prenantes, Yaoundé, janvier 2020.
6 Entretiens avec des parties prenantes, Yaoundé, janvier 2020.

## Attaques délibérées contre des cibles étatiques

**La crise qui sévit au Nord-Ouest et au Sud-Ouest est caractérisée par des attaques claires et délibérées contre les symboles de l'État et le boycottage des institutions nationales.** Les milices ciblent explicitement les symboles de l'État — espaces publics tels que les écoles, les universités, les centres de santé et même les églises — et sanctionnent les civils qui ne participent pas à la grève générale. Depuis le début de l'opération « villes mortes » en janvier 2017, les boycottages d'institutions nationales ont augmenté en fréquence, passant d'une à deux ou trois fois par semaine ; ils ont également coïncidé avec des « bouclages » (ou *lockdowns*), au cours desquels les milices imposent une mobilité restreinte pendant plusieurs jours.

**Au cœur de la crise se trouve un profond rejet de l'État et de sa légitimité, tant au niveau national que local (Alphonse 2020), ainsi qu'un sentiment d'aliénation — et de colère — vis-à-vis du pouvoir central.** Cela a été exacerbé par le sentiment que le centre tente d'« assimiler » progressivement les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, par exemple par l'augmentation du nombre de fonctionnaires francophones dans ces régions et l'utilisation croissante de panneaux d'affichage en français uniquement dans certains services. Les entretiens ont mis en évidence le fait que les Anglophones éprouvent un sentiment persistant d'« altérité » au sein de l'État camerounais, qui est aggravé par la tendance à la centralisation.

## Rupture de confiance à long terme

**La crise est l'expression et la concrétisation d'une rupture de confiance à long terme et d'un effritement du contrat social** (voir encadré 4). La majorité de la population anglophone est mal représentée et se méfie à la fois des dirigeants anglophones radicalisés et de l'État central. Les données d'une enquête récente d'Afrobaromètre soulignent l'aliénation croissante de la population anglophone du Cameroun, un écart grandissant entre les expériences quotidiennes des Anglophones et des Francophones, et une crise de foi aiguë chez les Anglophones. L'enquête a révélé que le pourcentage de Camerounais anglophones qui déclarent ne pas « du tout » faire confiance à la police a bondi de 39 à 58 % entre 2015 et 2018 ; le pourcentage de ceux qui n'ont pas confiance dans l'armée a augmenté encore plus fortement, passant de 23 à 62 %. La confiance des Francophones dans l'armée et la police est restée stable — et beaucoup plus forte. Au total, 81 % des Anglophones disent avoir moins de libertés politiques qu'« il y a quelques années », contre 22 % des Francophones ; 46 % des Anglophones craignent l'intimidation ou la violence politique, contre 20 % des Francophones (Lazar 2019).

**Pour de nombreux Camerounais anglophones, la crise a sapé la confiance à la fois dans l'État et dans les dirigeants anglophones modérés.** Plus de deux tiers des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête à Yaoundé pensaient que les griefs découlant de la marginalisation historique étaient la principale motivation du mouvement sécessionniste camerounais (Habun et Opalo 2019). Plusieurs d'entre eux ont évoqué la perception de problèmes historiques plus profonds et ont blâmé le gouvernement pour son allocation biaisée des ressources de développement en faveur des Francophones et pour l'érosion de l'autonomie régionale des Anglophones depuis l'indépendance. Certains Anglophones attribuent le sous-investissement systématique perçu dans les principaux couloirs de transport reliant les centres urbains du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à un stratagème délibéré visant à étouffer la croissance intégrée des centres urbains dans les régions du

**ENCADRÉ 4 La cohésion sociale et le contrat social au Cameroun**

North et al. (2007) décrivent le règlement politique au Cameroun comme un ordre à accès limité, dans lequel une élite relativement petite de politiciens, d'hommes d'affaires et de responsables d'institutions qui détiennent le monopole de l'usage de la force assurent la stabilité en échange de l'accès aux rentes. En conséquence, l'administration publique est inefficace, et les services publics sont globalement mal ciblés et de faible qualité. Les institutions qui soutiennent la stabilité de la nation sont hautement personnalisées, fragmentées et dépendantes du président. Cela limite leur capacité à répondre aux demandes d'inclusion et d'efficacité politique (ICG 2010). Ainsi, le Cameroun connaît une tension accrue entre une société qui aspire au changement et un système qui ne peut répondre à ce désir sans rompre le fragile équilibre sur lequel repose l'unité nationale. Les données d'Afrobaromètre montrent que la perception globale du gouvernement est faible (à l'exception de la présidence et de l'armée) ; les populations urbaines ont tendance à avoir une perception plus faible du système que leurs homologues ruraux, malgré des niveaux de pauvreté plus faibles et un meilleur accès aux services dans les zones urbaines.

Le contrat social entre l'État et les citoyens est faible. Bien que les libertés civiles soient garanties depuis 1991, le droit de manifester est menacé et il existe peu de contrôle fonctionnel du gouvernement en raison de l'accès limité aux informations nécessaires pour demander des comptes aux politiciens et aux décideurs politiques. Les mécanismes de règlement des plaintes et le dialogue sont déficients (ICG 2015), et l'État ne respecte pas son contrat avec les citoyens en ce qui concerne la prestation de services ; il ne s'appuie pas non plus sur une large assiette fiscale. Il dépend principalement de quelques grandes entreprises formelles pour ses recettes fiscales, ainsi que des taxes à l'importation et à l'exportation provenant principalement des secteurs du bois et du pétrole. En conséquence, l'appareil d'État ne répond pas aux besoins des citoyens.

Historiquement, les relations entre les populations anglophones et francophones du Cameroun sont fortes et harmonieuses. Malgré les différences de langues et de systèmes administratifs, les citoyens se déplaçaient traditionnellement entre les régions francophones et anglophones avec une relative facilité. Avant la crise, des parents francophones envoyaient leurs enfants à l'école dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et des Anglophones vivaient aux côtés de leurs compatriotes francophones dans des villes telles que Yaoundé et Douala, à la recherche d'opportunités économiques. Les citoyens se mariaient au-delà des frontières linguistiques et cohabitaient pacifiquement. Alors même que les griefs s'accumulaient, les Camerounais francophones continuaient de vivre et d'exploiter des commerces dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les griefs politiques et économiques de longue date, qui découlent des perceptions de marginalisation et de répression, ont, dans une bien moindre mesure, débouché sur des hostilités communautaires ou individuelles.

Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; la Déclaration de Buea, publiée après la première Conférence de tous les Anglophones *(All Anglophone Conference)* en avril 1993, exprime cette préoccupation.[7] Les Camerounais anglophones pensent généralement qu'ils subissent une discrimination structurelle de la part de la majorité francophone dans presque tous les secteurs de la vie.

7 La Déclaration de Buea formule ce grief comme suit : « Nous disposions d'une route nationale A praticable en toute saison, allant de Victoria à Wum et Nkambe en passant par Kumba, Mamfe et Bamenda. Dans leur politique délibérée de nous assujettir, nos frères francophones ont abandonné l'entretien de cette importante route. Ils ont, au contraire, aménagé la route Douala-Bafoussam de manière à nous obliger, lorsque nous nous rendons de Bamenda à Buea ou Victoria, à passer par leur territoire. » La déclaration attribue en outre le déclin ou la stagnation de villes telles que Mamfe et Nkambe, deux des cinq premières villes avant la réunification, à ces sous-investissements dans les principaux corridors de transport du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

**La crise a accru la fragilité du pays dans son ensemble.** Selon l'Indice Ibrahim 2019 de la gouvernance en Afrique, les indicateurs globaux de gouvernance du Cameroun ont diminué au cours des cinq dernières années, en partie à cause de la période précédant la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Les indicateurs de sécurité nationale ont diminué chaque année depuis 2014. Le Cameroun a également connu l'une des plus fortes détériorations des indicateurs qui mesurent le niveau d'implication du gouvernement dans des conflits armés, l'absence de violence de la part des acteurs non étatiques et l'absence de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (MIF 2019a). Le pays a également enregistré une baisse des indicateurs relatifs à la fiabilité des services de police. La mauvaise performance dans la catégorie liée à la participation et aux droits de l'homme traduit l'impact de la récente élection présidentielle, où la participation des électeurs des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest aurait été « très faible » (MIF 2018).

## Perceptions et réalité de la marginalisation et de l'exclusion

**Les différences socioéconomiques objectives entre les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et le reste du pays ne correspondent pas exactement aux perceptions d'inégalité et d'exclusion de la population anglophone.** Si des inégalités objectives peuvent exister, elles semblent jouer un rôle démesuré dans les inégalités perçues. Les premiers résultats suggèrent que la crise des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est avant tout une crise politique — l'expression la plus récente de griefs de longue date sur la langue, l'identité et l'autonomie locales, déclenchée ici par l'escalade précoce de la réponse du gouvernement.

**Avant la crise, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'étaient pas en retard sur le reste du pays en termes d'indicateurs économiques et sociaux.** Au contraire, au niveau infranational, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont l'indice de capital humain (ICH) le plus élevé du pays.[8] De plus, ces deux régions sont les plus connectées au numérique du Cameroun, derrière Yaoundé et Douala. Les personnes interrogées ont déclaré qu'il y avait une admiration générale dans tout le pays pour le système éducatif du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi qu'un grand respect pour son ordre public et ses « bonnes manières », une perception qui a incité certains parents francophones à envoyer leurs enfants à l'école dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.[9] La plupart des richesses pétrolières du Cameroun, qui représentent un douzième de son PIB, sont situées au large des côtes du Sud-Ouest. Pourtant, les Anglophones se plaignent d'être exclus de la prise de décisions liées aux ressources de leur région, avec une faible représentation dans les sociétés pétrolières d'État telles que la Société nationale de raffinage (Sonara) et la Société nationale des hydrocarbures (ICG 2017). Ce grief est davantage amplifié par un sentiment préexistant d'opportunité perdue en ce qui concerne les investissements nationaux potentiels dont auraient bénéficié des villes comme Buea, Limbe, Kumba et Bamenda si le Nord-Ouest et le Sud-Ouest avaient suivi la voie de l'indépendance plutôt que celle de la réunification.

**Cependant, les Anglophones semblent avoir plus de mal à entrer dans le secteur public, que de nombreux Camerounais considèrent comme la principale voie vers la sécurité financière.** Les Anglophones sont largement sous-représentés dans les recrutements au sein du secteur public : en février 2003, il n'y avait que 57 Anglophones sur plus de 5 000 nouvelles recrues des écoles de police, et seulement 12 Anglophones sur

8 L'indice de capital humain (ICH) est une mesure élaborée pour évaluer le capital humain qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer atteindre à l'âge de 18 ans. Il prend des valeurs de 0 à 1 (1 = tous les enfants nés aujourd'hui peuvent espérer terminer leur scolarité et rester en santé). Il s'agit d'une mesure importante des tendances actuelles et des perspectives d'avenir d'un pays. Voir https://www.banquemondiale.org/fr/publication/human-capital.
9 Entretiens avec des informateurs, Yaoundé, 13–17 janvier 2020.

172 nouveaux douaniers (Chimtom 2012). Les données de 2011 montrent peu de signes d'amélioration : les statistiques du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative indiquent que sur les 25 000 jeunes diplômés recrutés dans la fonction publique, moins de 2 000 étaient des Anglophones (Chimtom 2012). Rien n'indique non plus une représentation équitable aux niveaux supérieurs, ce qui alimente les perceptions d'injustice dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest : en 2017, il y avait un ministre anglophone sur les 36 ministres dotés d'un portefeuille, bien qu'historiquement le Premier ministre soit issu des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (ICG 2017).

## Relations intergouvernementales et différences institutionnelles

**Au lendemain de l'indépendance, le Cameroun a hérité de deux traditions distinctes :** l'une d'inspiration française et l'autre d'inspiration britannique. Il y avait des différences cruciales entre les deux systèmes en matière d'éducation et d'administration de la justice, ainsi qu'en ce qui concerne les arrangements institutionnels de la gouvernance. La longue tradition d'autonomie locale dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest grâce à l'application des principes de *l'indirect rule* (administration indirecte), tels que préconisés par les traditions allemande et britannique, contrastait avec l'administration directe et centralisée qui prévalait dans les régions francophones. Les autorités coloniales britanniques ont créé en 1922 des gouvernements locaux (appelés *native authorities* ou autorités indigènes) qui ont joué un rôle clé dans l'administration publique et la gouvernance jusqu'en 1972, date à laquelle le système fédéral a été aboli avec l'introduction de l'État unitaire. Les gouvernements locaux établis dans les régions francophones en 1941 fonctionnaient selon la tradition de gouvernance plus centralisée qui domine aujourd'hui dans l'ensemble du pays.

**La Constitution camerounaise de 1996 a officialisé un « État unitaire décentralisé » couvrant l'ensemble du territoire.** Le système décentralisé du Cameroun est composé de 10 régions (dirigées par des gouverneurs), elles-mêmes divisées en 58 départements (dirigés par des préfets), 360 arrondissements (dirigés par des sous-préfets) et 374 communes (dirigées par des maires), dont certaines sont regroupées en communautés métropolitaines. Sur les 58 départements, 13 se trouvent dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (7 dans le Nord-Ouest, 6 dans le Sud-Ouest). La réforme constitutionnelle de 1996 a introduit les régions en tant que nouvelles *Collectivités territoriales décentralisées (*CTD) en plus des communes existantes, et a créé le Sénat dans lequel toutes les régions sont représentées de manière égale (Cheka 2007). Chaque région envoie 10 représentants au sénat (sur les 100 membres du Sénat, 70 sont élus et 30 sont nommés par le président). Plusieurs lois adoptées en 2004 (loi 2004/017, loi 2004/017, loi 2004/018) organisent la dévolution du pouvoir du gouvernement central aux régions et définissent les lignes directrices du processus, les compétences à transférer et les règles applicables aux régions et aux communes (urbaines et rurales). En vertu de ces lois, les régions se voient confier les tâches de développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif, mais le cadre de la décentralisation limite drastiquement le pouvoir et les ressources des fonctionnaires municipaux tout en confiant l'autorité aux services déconcentrés du gouvernement central.[10] Dans la pratique, cependant, seules les communes ont été mises en place et constituent les CTD de base, ou les entités

10 Pour une présentation du caractère restrictif du cadre de décentralisation au Cameroun, voir Hobson et al. (2018). Ce cadre de décentralisation a été modifié par une nouvelle loi de décentralisation de décembre 2019 adoptée en réponse au conflit actuel. Cette nouvelle loi a introduit plusieurs innovations, notamment (i) un nouveau régime de sélection des maires des 14 conseils municipaux des plus grandes villes du pays (ils ne seront plus nommés par le président de la République, mais élus localement par les conseillers municipaux) ; et (ii) une augmentation des ressources allouées aux collectivités territoriales qui ne devraient plus être inférieures à 15 % du budget de l'État.

territoriales décentralisées les plus proches des populations ; les régions n'existent pas encore en tant qu'entités décentralisées.

**Le gouvernement a créé une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme en janvier 2017, en réponse aux troubles survenus au début de la crise.** Son rôle, outre celui de veiller à ce que toutes les lois, tous les décrets et tous les règlements soient publiés en français et en anglais, est de s'assurer que les débats sur les réformes juridiques et institutionnelles tiennent compte des spécificités régionales. Le Cameroun possède un système juridique à deux branches, avec la *Common Law* anglaise en vigueur dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et le droit civil français en vigueur dans les huit autres régions du pays. Jusqu'à présent, la capacité de la commission à désamorcer les tensions et à satisfaire les demandes des communautés anglophones a été limitée, bien que l'Assemblée nationale ait adopté une loi sur le bilinguisme — sur l'utilisation et la promotion de l'anglais et du français en tant que langues officielles du pays — en décembre 2019, à l'issue du Grand Dialogue national.

**Le gouvernement central transfère chaque année un pourcentage du budget national aux entités déconcentrées et décentralisées.** Ces transferts sont destinés à financer une série d'investissements publics, notamment la rénovation des routes et la construction ou l'entretien de bâtiments publics, d'hôpitaux et d'universités. Entre 2013 et 2019, ces transferts ont représenté en moyenne 16 % du budget national, avec de fortes variations selon les années. Sur l'allocation totale, seul environ 1 % a été transféré aux entités décentralisées. Sur la même période, le Nord-Ouest a reçu en moyenne 5 % de ce budget, alors qu'il compte près de 9 % de la population nationale. Le Sud-Ouest, qui abrite près de 7 % de la population, a reçu 52 % des allocations budgétaires totales en 2013, contre 18 % en 2019, avec une baisse significative de 30 à 7 % qui peut être associée au début de la crise en 2016 (voir tableau 1).

**TABLEAU 1 Transferts financiers vers les régions, 2013–2019**

| Année | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Transfert en pourcentage du budget national** | **14** | **21** | **21** | **14** | **10** | **15** | **18** |
| **Transfert par région (%)** | | | | | | | |
| Nord-Ouest | 5 | 4 | 4 | 4 | 7 | 5 | 7 |
| Sud-Ouest | 52 | 37 | 30 | 7 | 6 | 16 | 18 |
| Adamaoua | 3 | 3 | 3 | 7 | 4 | 3 | 4 |
| Centre | 12 | 14 | 17 | 32 | 27 | 28 | 27 |
| Est | 3 | 4 | 7 | 11 | 6 | 7 | 3 |
| Extrême Nord | 5 | 4 | 6 | 4 | 8 | 7 | 6 |
| Littoral | 9 | 9 | 15 | 12 | 13 | 11 | 9 |
| Nord | 3 | 3 | 2 | 3 | 4 | 5 | 3 |
| Ouest | 5 | 6 | 5 | 10 | 9 | 7 | 6 |
| Sud | 3 | 15 | 11 | 10 | 16 | 10 | 17 |
| **Total** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** | **100** |

*Source* : Base de données BOOST, basée sur des données de la Direction des impôts, de la Direction générale du budget et du ministère des Finances.

**Le système scolaire anglophone comprenait une année supplémentaire au niveau du primaire, traduisant des systèmes de valeurs et des perspectives d'éducation différents (Tosam 1988).** Avant 1972, le système éducatif anglophone était très technique et axé sur des activités pratiques, tandis que le système francophone était plus généraliste. Depuis l'instauration de l'État unitaire en 1972, le gouvernement a cherché à harmoniser les deux traditions éducatives, notamment en expérimentant l'école bilingue,[11] en éliminant progressivement les cours de formation des enseignants spécifiques aux Anglophones et en mettant en place des cours de certification de l'enseignement technique utilisés dans le système francophone dans tout le pays. Les efforts déployés après 1993 pour harmoniser les deux systèmes se sont heurtés à une résistance farouche de la part des populations anglophones, qui voyaient dans ces réformes une tentative de l'État d'effacer leur culture. Les mesures les plus controversées comprenaient l'affectation de professeurs d'enseignement technique formés en français pour enseigner dans les écoles et les collèges techniques du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. En raison de la barrière de la langue, les enseignants dispensaient leurs cours en français ou en pidgin, ce qui a incité les parents à inscrire plutôt leurs enfants dans des écoles d'enseignement général (Kouega 2018).[12]

**Avant les réformes universitaires de 1993, l'enseignement à l'Université de Yaoundé, qui a été créée comme une institution bilingue, se faisait presque entièrement français.** La structure et le contenu des programmes universitaires étaient calqués sur ceux du système universitaire français. Cela a considérablement réduit le taux de réussite des étudiants anglophones et a limité leur accès aux opportunités d'apprentissage (Njeuma et al. 1999). Un autre grief était que les épreuves des concours d'entrée dans les écoles professionnelles étaient rédigées en français et souvent mal traduites en anglais, ce qui désavantageait les étudiants anglophones. Les Anglophones qui étaient candidats à des études de médecine étaient envoyés dans des universités francophones, où ils étaient confrontés à des difficultés linguistiques et abandonnaient souvent leurs études. Les Francophones étaient plus nombreux que les Anglophones dans les écoles professionnelles des universités anglophones de Buea et de Bamenda, dans un rapport de 9:1 à l'école supérieure de formation des enseignants de l'enseignement technique de Kumba, de 9:1 à l'école de médecine de Buea et de 4:1 à l'école supérieure de formation des enseignants de l'enseignement technique de Bamenda. Il n'y avait aucun Anglophone dans les mêmes écoles dans les universités francophones (Fatunde 2017).

---

11 Cette expérience a impliqué le fonctionnement de deux établissements secondaires bilingues dans le pays, l'une au Cameroun anglophone à Buea, le « Lycée Bilingue de Buea » (*The Bilingual College of Buea* — 1er et 2e cycles), et l'autre au Cameroun francophone, le « Collège Bilingue de Yaoundé » (*Bilingual College of Yaoundé* — 1er cycle uniquement), tous deux proposant des programmes d'enseignement secondaire d'inspiration française et britannique à des flux d'élèves distincts. L'expérience reste en cours, mais avec peu de résultats : (i) l'harmonisation de la durée du cycle primaire à six ans dans les deux sous-systèmes ; (ii) l'harmonisation de l'organisation et de la durée des sous-cycles et des cycles de l'enseignement secondaire par la loi n° 98/004 du 14 avril 1998, qui fixe les orientations de l'enseignement au Cameroun (pas encore effective) ; et (iii) le programme d'enseignement spécial bilingue.

12 Une école supérieure de culture anglo-saxonne a été créée en 1969 pour les enseignants de l'enseignement secondaire général (École normale de Bambili). Avant la création de l'École supérieure de formation des enseignants de l'enseignement technique en 2010, les enseignants des écoles secondaires et supérieures techniques étaient formés à l'Université de Douala (École normale d'enseignement technique), qui a une forte culture francophone et accueille principalement des étudiants du sous-système francophone. Par conséquent, la plupart des enseignants affectés dans les écoles secondaires techniques enseignaient en français ou en pidgin, tandis que dans les écoles secondaires générales, les enseignants étaient formés dans une université à forte culture anglo-saxonne.

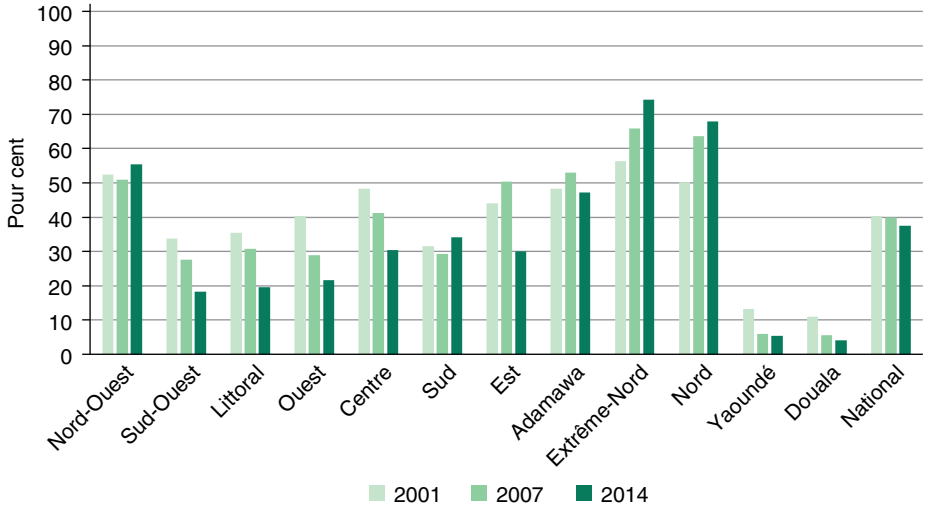
## Situation d'avant la crise et tendances en matière de développement

**Avant la crise, le Cameroun avait réussi à faire baisser son taux de pauvreté national.** Trois des régions directement ou indirectement touchées par la crise — Sud-Ouest, Ouest et Littoral — ont enregistré une réduction particulièrement rapide de la pauvreté. Le taux de pauvreté est resté plus stagnant dans le Nord-Ouest. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest contribuent largement à l'économie nationale, et en particulier aux exportations agricoles du Cameroun. Ces régions ont également maintenu — avec l'Ouest et le Littoral — des niveaux élevés d'investissements en capital humain par rapport au reste du pays.

**Le Cameroun était parvenu à une réduction relativement rapide de la pauvreté avant la crise, et le Sud-Ouest était un moteur de cette tendance.** La réduction de la pauvreté a progressé rapidement au Cameroun à la fin des années 90, une tendance qui s'est poursuivie pour atteindre 37,5 % en 2014 (voir la figure 2). En dehors de Douala et Yaoundé, c'est le Sud-Ouest qui a enregistré la réduction de la pauvreté la plus rapide, passant de 34 % en 2001 à 18 % en 2014. Les deux régions limitrophes de la zone directement touchée par le conflit ont également connu des taux de réduction de la pauvreté relativement rapides. Selon les vagues 2001 et 2014 de *l'Enquête camerounaise auprès des ménages* (ECAM), en 2014, le taux de pauvreté dans le Littoral était de 20 % (hors Douala) et de 22 % dans l'Ouest.

**Les données sur la pauvreté révèlent des différences importantes entre les trajectoires du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Le taux de pauvreté dans le Nord-Ouest (52 % en 2001 et 55 % en 2014) a surtout stagné, tandis qu'il a rapidement diminué dans le Sud-Ouest depuis le début des années 2000, passant de 34 % en 2001 à 18 % en 2014 (ECAM 2, 4). Il existe encore des différences importantes entre la trajectoire du Nord-Ouest et celle d'autres régions touchées par des conflits, notamment le Nord et l'Extrême-Nord, qui ont connu une baisse considérable de leur taux de pauvreté au cours de la même période (ECAM 2, 4).

**FIGURE 2 Tendances nationales et régionales de la pauvreté**




*Source* : ECAM 2, 3, et 4 ; Banque mondiale n.d (a).

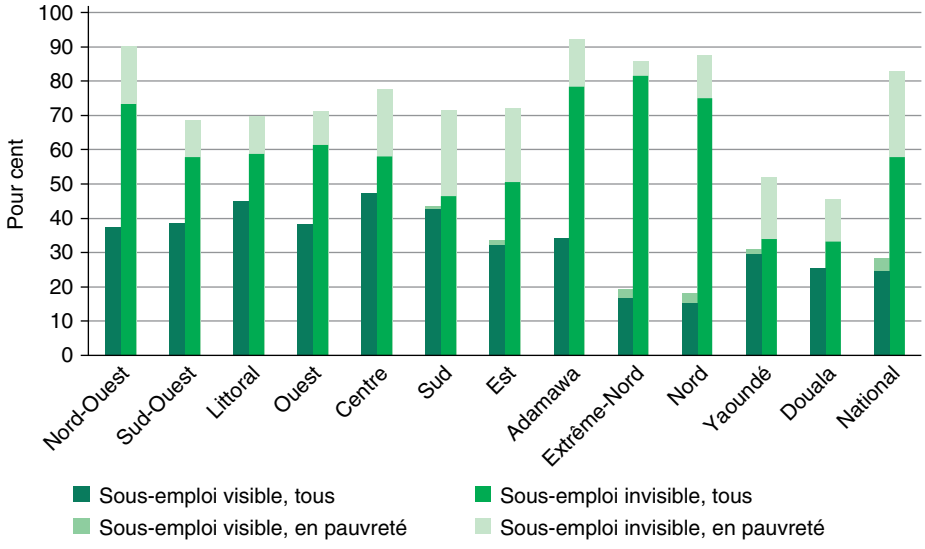
**Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest représentent 16,5 % de la population camerounaise.** Avec 2,1 millions d'habitants dans le Nord-Ouest et 1,7 million d'habitants dans le Sud-Ouest, les deux régions représentent respectivement 9,1 % et 7,4 % de la population du pays. La densité de population avant la crise dans ces deux régions était supérieure à la moyenne nationale, et plus élevée dans le Nord-Ouest que dans le Sud-Ouest (120 contre 71 habitants au km²). Bien que les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest semblent être parties d'une base d'urbanisation relativement plus faible au moment de la réunification que leurs homologues francophones (Champaud 1972), et qu'elles aient connu un déclin de leur taux de croissance urbaine au cours des deux décennies qui ont immédiatement suivi la réunification,[13] la région du Nord-Ouest a depuis rattrapé son retard : les taux d'urbanisation étaient de 42 % dans le Nord-Ouest et de 48 % dans le Sud-Ouest en 2010, par rapport à la moyenne nationale de 52 % à l'époque, qui a depuis augmenté pour atteindre environ 56 % (estimation des Nations Unies sur les perspectives d'urbanisation pour 2017). En 2005, les régions étaient respectivement les 4e et 6e plus urbanisées, et sont passées aux 4e et 5e rangs en 2010, ce qui les place en milieu de peloton au niveau national. Avant la crise, les régions de l'Ouest et du Littoral présentaient déjà des densités de population parmi les plus élevées du pays. Cette densité a atteint 145 habitants au km² dans l'Ouest et 178 habitants au km² dans le Littoral.

**Les taux de sous-emploi sont élevés au Cameroun, y compris dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** L'on est considéré comme sous-employé si l'on travaille moins de 40 heures par semaine (sous-emploi visible) ou si l'on gagne moins que le salaire minimum (sous-emploi invisible). Le sous-emploi invisible est de 90 % pour au Nord-Ouest et de 69 % au Sud-Ouest (69 %) (figure 3). Alors que les plantations industrielles de la Cameroon Development Corporation et de PAMOL, ainsi que les raffineries d'hydrocarbures et de pétrole, offrent quelques opportunités d'emploi aux travailleurs non qualifiés du Sud-Ouest, il n'y a pas d'opportunités comparables dans le Nord-Ouest. L'emploi formel est généralement rare au Cameroun, et dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest en particulier, où il n'atteint que 14 %. Près de la moitié (49 %) de tous les travailleurs de ces deux régions sont engagés dans l'agriculture informelle, et 36 % travaillent dans des activités non agricoles informelles. Plus de la moitié des ménages des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne possède aucune épargne (ECAM 4).

**Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest représentent une part substantielle de l'économie formelle limitée du Cameroun.** Plus d'une entreprise sur dix (12 %) de toutes les entreprises enregistrées au niveau national dans le secteur primaire sont situées dans le Sud-Ouest, ce qui reflète la forte contribution de la région à la production de cultures de rente du pays. La plupart des entreprises formelles (57 %) sont concentrées à Douala et Yaoundé, mais le Nord-Ouest et le Sud-Ouest représentent respectivement 6 % et 7 % de toutes les entreprises enregistrées au Cameroun (INS 2016) — soit le double des parts détenues par d'autres régions dont la population est comparable ou même plus importante.

13 Frenay (1987, 233) a montré que si le taux de croissance urbaine annuel du pays était en moyenne de 7 % et de 6 % dans les années 60 et 70 respectivement, il n'était que de 4,5 et 3,5 % dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour les mêmes périodes. Il a attribué cette différence à la nature de l'intégration des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun.

**FIGURE 3 Sous-emploi visible et invisible**




*Source* : ECAM 4.

**La production de cultures de rente dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest représente la majeure partie des exportations agricoles et des emplois du Cameroun.** Au Sud-Ouest, elle a atteint un pic en 2014, lorsque la production locale d'huile de palme, de cacao, de café et de bananes représentait respectivement 35 %, 71 %, 14 % et 18 % de la production nationale. La contribution du Nord-Ouest est plus limitée : les producteurs de cette région ont assuré 9 % de la production nationale d'huile de palme, 6 % de la production de café et 4 % de celle de bananes (Ngobesing 2020). L'agriculture est le secteur d'emploi le plus important et représente 47 et 44 % des travailleurs dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, respectivement. C'est une source de revenus pour plus de 70 % des ménages du Nord-Ouest et plus de la moitié de ceux du Sud-Ouest. Au moins 38 % de tous les ménages du Nord-Ouest et 37 % de ceux du Sud-Ouest déclarent cultiver au moins une importante culture de rente (ECAM 4).

**Les dépenses publiques globales en matière de santé étaient relativement faibles avant la crise.** En 2016, elles représentaient 13,3 % des dépenses courantes de santé et 3 % des dépenses totales du gouvernement au cours de la même année (OMS n.d.). En outre, leur couverture de la mutualisation des risques était faible. Malgré le projet du gouvernement de couvrir 40 % de la population avant 2015 par le biais de mutuelles de santé, à peine plus de 1 % était couvert en 2010 (République du Cameroun 2010). Par conséquent, les dépenses de santé au Cameroun avant la crise étaient dominées par les dépenses à la charge des patients, qui représentaient 69,5 % des dépenses courantes de santé en 2016 et 71 % en 2017, soit une légère réduction seulement par rapport aux 77,4 % de 2000 (OMS n.d.). Ce chiffre est beaucoup plus élevé que la moyenne à la fois en Afrique subsaharienne (36,7 % en 2016) et dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (56,2 % en 2016) (OMS n.d.).

**Les deux régions ont obtenu de bons résultats en matière d'accès aux services de santé avant le conflit.** L'accès aux services de santé reproductive, maternelle et infantile dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, ainsi que dans les régions voisines du Littoral et de l'Ouest, était relativement bon par rapport aux autres régions du pays et a globalement contribué aux progrès nationaux du Cameroun sur ces indicateurs clés. En dehors des deux plus grandes villes du pays, Douala et Yaoundé, ces quatre régions (ainsi que le Centre et le Sud) avaient une proportion plus élevée de naissances ayant lieu dans un établissement de santé que les autres régions (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord), avec 96,1 % des accouchements assistés par un professionnel qualifié dans le Nord-Ouest, 82,5 % dans le Sud-Ouest, 86,4 % dans le Littoral et 93,3 % dans l'Ouest (voir Figure 4a) (MINSANTE, INS et UNICEF 2017). Ces quatre régions présentaient une proportion plus élevée de femmes enceintes ayant bénéficié de quatre visites prénatales ou plus en 2014 que les autres régions, à l'exception des deux plus grandes villes (82,7 % au Nord-Ouest, 72 % au Sud-Ouest, 69,1 % au Littoral et 74,3 % à l'Ouest) (MINSANTE, INS et UNICEF 2017). Le pourcentage d'enfants âgés de 12 à 23 mois ayant reçu tous les vaccins de base en 2014 était plus élevé dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, du Littoral (hormis Douala) et de l'Ouest que dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord (voir figure 4b).

**Bien que la prévalence de la malnutrition chronique soit élevée dans le Sud-Ouest, le Littoral et l'Ouest, elle est légèrement inférieure à la moyenne nationale (figure 4c).** La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans était de 22,9 % dans le Littoral (hormis Douala), 30,5 % dans l'Ouest et 28,1 % dans le Sud-Ouest en 2014, et était élevée dans le Nord-Ouest en 2014, où elle atteignait 36,1 % (MINSANTE, INS et UNICEF 2017) bien qu'elle soit tombée à 26,9 % en 2018 (INS et ICF 2019). En 2014, le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans était plus élevé dans les zones rurales (38 %) que dans les zones urbaines (22,8 %). L'enquête démographique et de santé de 2018 montre une modeste baisse globale de la malnutrition chronique moyenne nationale à 29 % (contre 31,7 % en 2014).

**Les régions directement ou indirectement touchées par le conflit ont également affiché de bonnes performances en matière d'accès à l'éducation (et de qualité de celle-ci).** Contrairement à d'autres régions touchées par le conflit — comme le Nord et l'Extrême-Nord — les taux de scolarisation au primaire en 2014, ainsi que l'accès à l'enseignement secondaire, étaient élevés dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, l'Ouest et le Littoral par rapport au reste du pays. Le taux de scolarisation au primaire des enfants âgés de 5 à 18 ans était le plus faible dans le Nord, où il n'atteignait que 77 %. Il était sensiblement plus élevé au Nord-Ouest et au Sud-Ouest — 88 et 89 %, respectivement. Yaoundé et Douala ont enregistré les taux de participation les plus élevés (94 et 96 %, respectivement). Le taux national était de 88 %. De même, la part des jeunes âgés de 18 à 25 ans ayant atteint l'école secondaire était la plus faible dans le Nord et l'Extrême-Nord, avec seulement 33 et 38 %, respectivement. Cette part était la plus élevée à Douala (52 %) et à Yaoundé (55 %). La part des jeunes ayant atteint l'école secondaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se situait entre les deux (40 % dans le Nord-Ouest et 42 % dans le Sud-Ouest), ce qui était légèrement inférieur à la moyenne nationale de 45 % (voir figures 5a–5b) (ECAM 4). En outre, une évaluation de l'apprentissage de l'enseignement primaire réalisée en 2014 montre que le Sud-Ouest a les meilleurs résultats aux tests du pays.

**Avant la crise, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest enregistraient des taux de réussite aux diplômes nationaux de l'enseignement primaire et secondaire supérieurs à la moyenne nationale.** Au cours des années scolaires 2013–14 et 2015–16, le taux moyen de réussite des personnes qui se sont présentées aux examens de fin d'études — le First School Leaving Certificate (FSLC) et le Certificat d'études primaires (CEP) — pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a été estimé à 92 % (Tosam 1988), un taux supérieur à la moyenne du Cameroun (83 %) et à celle des régions voisines telles que le Littoral (84 %) et l'Ouest (86 %). Le taux de

**FIGURE 4a Part des naissances ayant lieu dans un établissement de santé, par région (2014)**

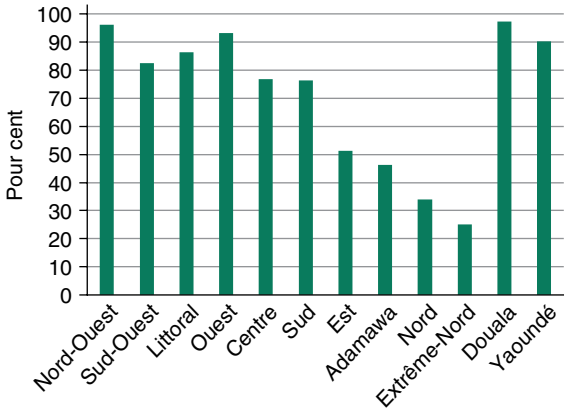
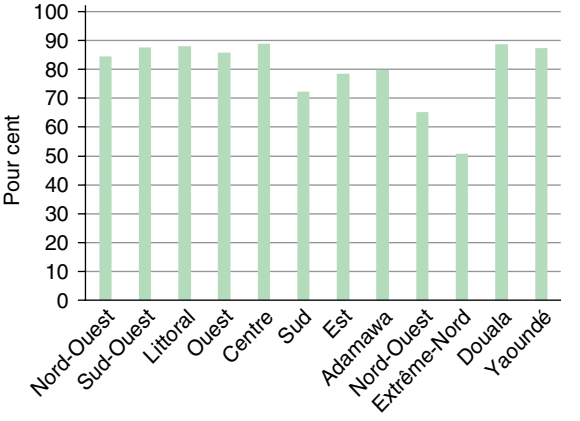
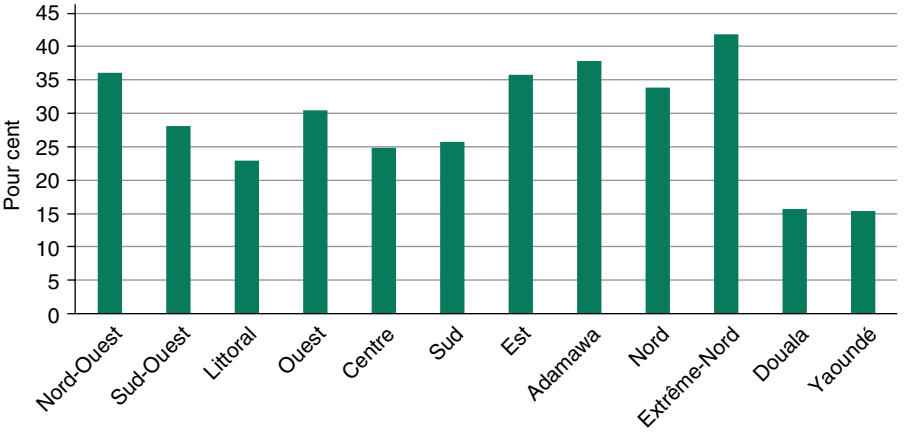



**FIGURE 4b Pourcentage d'enfants âgés de 12 à 23 mois ayant reçu tous les vaccins de base, par région (2014)**




*Source* : Enquête en grappes à indicateurs multiples 5 (2014).

**FIGURE 4c Retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, par région**




*Source* : Enquête en grappes à indicateurs multiples 5 (2014).

réussite aux examens du *General Certificate of Education* (GCE) *Ordinary Level* (le premier cycle de l'enseignement secondaire) pour les années académiques 2013–14 et 2014–15 pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest était en moyenne de 37 % et atteignait 41 % dans le Littoral et 46 % dans l'Ouest. Le taux de réussite aux examens du *GCE-Advanced Level* (AL) (le second cycle de l'enseignement secondaire) a été estimé à 64 % pour le Nord-Ouest, 58 % pour le Sud-Ouest, et 55 % pour le Littoral. Cette différence traduit en partie les différents niveaux d'investissement additionnel des parents dans le paiement des enseignants afin de compenser l'allocation insuffisante d'enseignants. C'est particulièrement le cas dans le Nord-Ouest où, comme

**FIGURE 5a Taux de scolarisation par région, 5–8 ans**

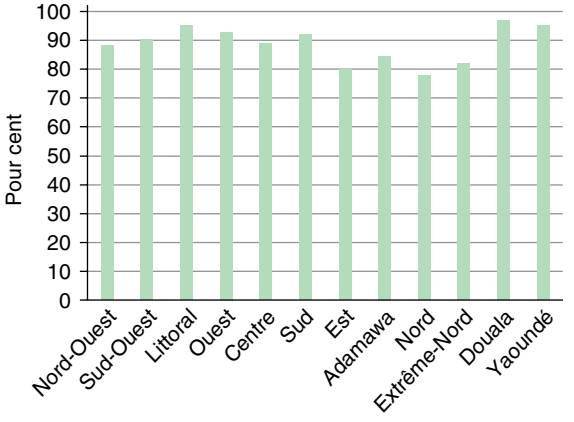
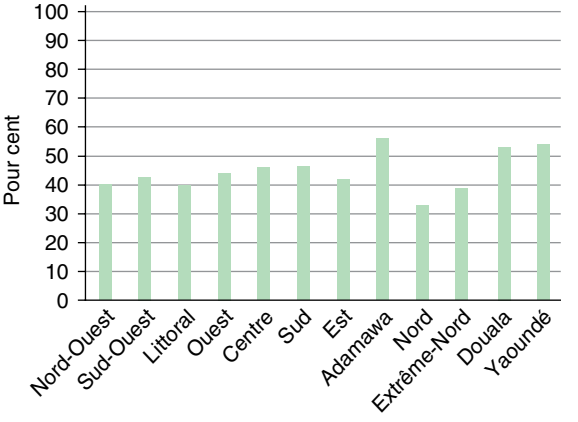



**FIGURE 5b Part des jeunes (18–25 ans) ayant atteint au moins l'école secondaire, par région**

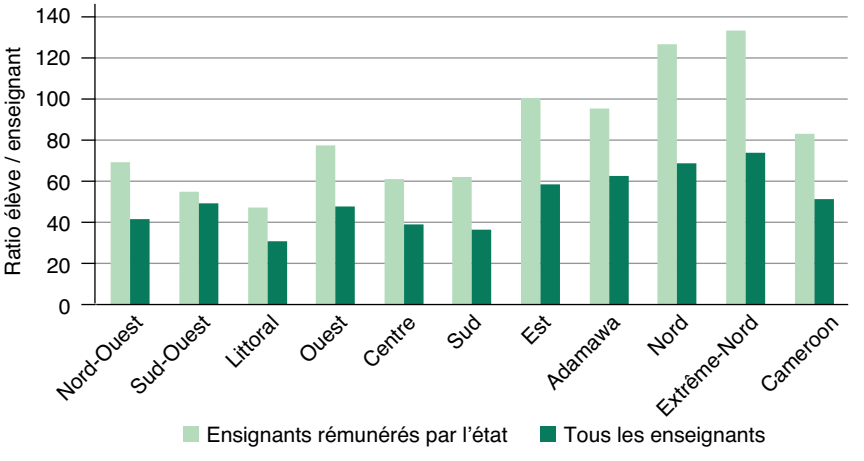



*Source* : ECAM 4.

dans de nombreuses régions défavorisées (voir figure 6), l'indisponibilité des enseignants payés par l'État a conduit à une forte dépendance vis-à-vis des enseignants payés par les parents, même dans les écoles publiques. Dans le Nord-Ouest, le ratio enseignant-élèves serait de 1:70 sans les enseignants payés par les parents, mais il est de 1:40 avec ce soutien supplémentaire.

**L'accès global à l'assainissement et à l'eau dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest était inférieur aux niveaux nationaux avant la crise, à l'exception de la défécation à l'air libre et de l'approvisionnement de base en eau.** L'accès à l'eau était meilleur dans le Nord-Ouest, tandis que l'accès à l'assainissement était meilleur dans le Sud-Ouest, traduisant la plus grande distance que les populations du Sud-Ouest doivent

**FIGURE 6 Ratios élèves / enseignants, par région**




*Source* : Examen des dépenses publiques 2018.

parcourir pour accéder à un meilleur approvisionnement en eau par rapport à celles du Nord-Ouest. Le caractère saisonnier de la disponibilité des sources d'eau peut également jouer un rôle dans cette variation. L'accès à l'eau et à l'assainissement est rendu difficile par le fait que les allocations budgétaires au niveau des communes ne couvrent pas toujours les travaux nécessaires pour fournir ces services de base.

**Dans les zones rurales du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'accès à l'eau et à l'assainissement avant la crise était comparable aux faibles niveaux observés dans tout le pays** (voir tableau 2). L'eau est généralement fournie par des forages, mais en raison de contraintes budgétaires et opérationnelles, il est difficile d'assurer la durabilité de cette infrastructure de base. De même, les défis liés à l'accès à l'assainissement comprennent l'entretien, l'élimination des boues et la surutilisation des latrines. Les taux de défécation à l'air libre dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest étaient meilleurs que dans le reste du pays (1 % dans les zones rurales du NO, 6 % dans les zones rurales du SO et 10 % dans les zones rurales de tout le pays), tandis que l'accès à l'assainissement de base dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest était à peu près équivalent à celui du reste du pays, soit 14 % et 16 % dans le NO et le SO respectivement, contre 15 % au niveau national. L'approvisionnement de base en eau était de 42 % et 27 % dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest respectivement, contre 30 % au niveau national.

**TABLEAU 2 Indicateurs WASH de base, 2014**

| Région | Défécation à l'air libre (%) | Assainissement amélioré (%) | Approvisionnement de base (%) | En eau amélioré (%) | En eau de base (%) | Nombre d'observations |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Capitale | 1 | 87 | 40 | 66 | 69 | 1 035 |
| Conflit | 2 | 48 | 25 | 58 | 51 | 1 778 |
| Hors conflit | 6 | 53 | 32 | 60 | 46 | 7 935 |
| National | 5 | 55 | 32 | 60 | 49 | 10 748 |
| **Touchées par le conflit** | | | | | | |
| Nord-Ouest | 1 | 39 | 23 | 59 | 59 | 909 |
| Sud-Ouest | 4 | 58 | 28 | 57 | 42 | 869 |

*Source* : MINSANTE, INS et UNICEF 2017.

**Cumulativement, les diverses mesures de réduction de la pauvreté, de développement humain et d'accès aux services de santé et d'éducation indiquent que le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont obtenu de bons résultats par rapport au reste du pays.** Le tableau 3 compare les tendances du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à la moyenne nationale. Il met en évidence les performances relativement meilleures des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest par rapport à la moyenne nationale pour toutes les dimensions (à l'exception de l'incidence de la pauvreté dans le Nord-Ouest).

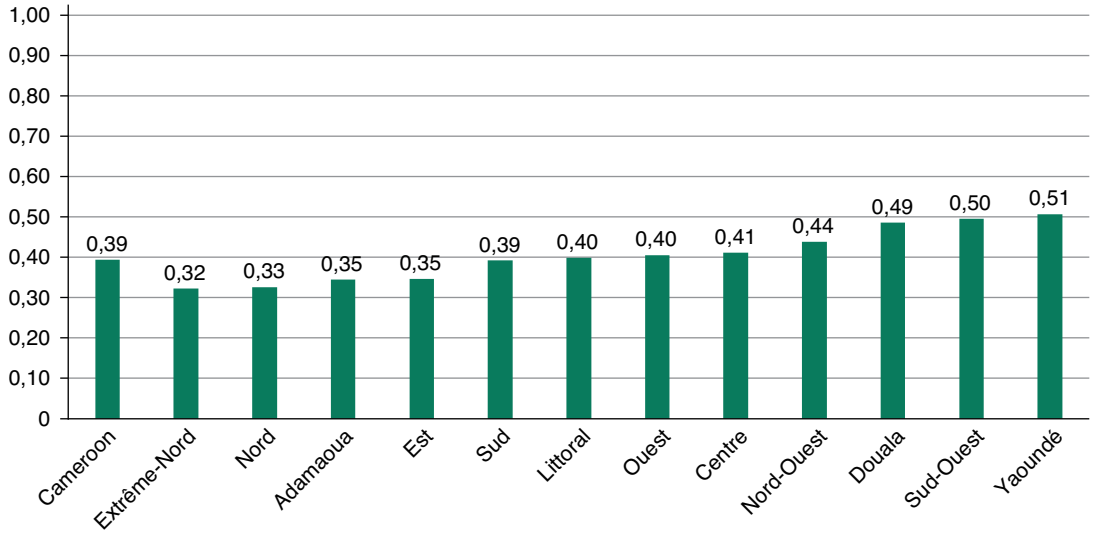
**TABLEAU 3 Développement humain : Tendances dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest par rapport aux moyennes nationales**

| | NO | SO | Moyenne nationale |
|---|---|---|---|
| **Incidence de la pauvreté en 2014** | 55 % | 18 % | 38 % |
| **Part des enfants âgés de 5 à 18 ans scolarisés** | 88 % | 89 % | 88 % |
| **Ratio élèves / enseignant** | 42 | 49 | 51 |
| **Part des naissances assistées par un professionnel de la santé** | 91 % | 99 % | 69 % |
| **Part des nourrissons (12–23 mois) entièrement vaccinés** | 68 % | Sans objet | 62 % |

*Sources* : ECAM 4 ; Enquête démographique et de santé 2018.
*Note* : Le manque d'enseignants payés par l'État dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a conduit à une forte dépendance vis-à-vis des enseignants payés par les parents, ce qui a contribué à l'amélioration des performances dans ces régions.

**Cette performance s'est traduite par des niveaux relativement élevés de capital humain dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** La figure 7 met en évidence les variations régionales en matière d'ICH. Le NO et le SO ont l'ICH le plus élevé du pays, ce qui est dû à leurs performances en matière d'indicateurs d'éducation. Le Sud-Ouest présente les valeurs les plus élevées pour le score moyen aux tests et le nombre d'années de scolarité, tandis que le Nord-Ouest est quatrième parmi les régions. Par conséquent, le Sud-Ouest présente un ICH plus élevé que la capitale économique, Douala, et le Nord-Ouest présente un ICH supérieur à la moyenne nationale (0,39).

**FIGURE 7 ICH par région**




*Source* : Banque mondiale, base de données de l'indice du capital humain, https://www.banquemondiale.org/fr/publication/human-capital (consultée le 23 juin 2020).

## Quelle était la situation du Cameroun par rapport à ses pairs au début de la crise ?

**L'évaluation de la position du Cameroun par rapport à des pays aux caractéristiques similaires fournit des données supplémentaires pour évaluer l'impact du conflit interne.** Avant la crise, le Cameroun présentait de faibles niveaux de productivité du travail par rapport à d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, comme la Côte d'Ivoire et le Nigeria. Néanmoins, il a atteint un taux de pauvreté sensiblement inférieur (voir tableau 4).

**TABLEAU 4 Comparaison entre pays des indicateurs de développement humain**

| | Cameroun | Tchad | Congo, République démocratique | Côte d'Ivoire | Nigéria | Sénégal | Togo | Ouganda |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Écart de pauvreté à 3,20 dollars par jour (PPA 2011)* | 18,7 % | 30,8 % | 57,6 % | 23,3 % | 40,3 % | 29,6 % | 37,4 % | 31,3 % |
| Productivité du travail en 2016** | 8 406 | 4 628 | 3 221 | 10 601 | 19 126 | 12 835 | 3 356 | 4 830 |
| Indice du capital humain | 0,394 | 0,293 | 0,369 | 0,353 | 0,342 | 0,418 | 0,413 | 0,382 |
| Dépenses de santé (% du PIB) | 4,68 % | 4,96 % | 3,89 % | 4,54 % | 3,65 % | 4,27 % | 6,58 % | 6,33 % |
| Taux de mortalité, moins de 5* | 82,3 | 126,6 | 94 | 86,8 | 123,9 | 47,7 | 74,4 | 51,2 |
| Taux net de scolarisation, primaire* | 94,49 % | 73,15 % | *Sans objet* | 83,17 % | *Sans objet* | 73,53 % | 89,86 % | 95,49 % |
| Taux net de scolarisation, secondaire* | 45,99 % | 18,86 % | *Sans objet* | 34,68 % | *Sans objet* | 37,67 % | 41,01 % | *Sans objet* |
| Taux net de scolarisation, secondaire, filles* | 43,03 % | 12,29 % | *Sans objet* | 29,00 % | *Sans objet* | 39,42 % | 33,45 % | *Sans objet* |
| Taux net de scolarisation, secondaire, garçons* | 48,93 % | 25,38 % | *Sans objet* | 40,39 % | *Sans objet* | 35,94 % | 48,53 % | *Sans objet* |

*Source* : World Bank, World Development Indicators database, https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators (consulté en mai 2020).
*Valeur la plus récente avant 2016.
**PIB par personne employée (PPA en dollars constants de 2017) ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

**L'ICH du Cameroun révèle de sérieuses faiblesses dans son système de soins de santé.** Au niveau national, il semble être conforme aux comparateurs sélectionnés, bien qu'il affiche des résultats inférieurs à ceux de certains pays à plus faible revenu comme le Sénégal et le Togo. Cela reflète le taux relativement élevé de mortalité des enfants de moins de 5 ans au Cameroun, ainsi que le faible niveau des dépenses de santé (moins de 5 % du PIB). Ces comparaisons montrent également que le Cameroun et d'autres pays présentant des caractéristiques similaires peinent à augmenter les niveaux de scolarisation dans l'enseignement secondaire, en particulier chez les jeunes femmes.

CHAPITRE 2

# Impact de la crise

**Après son déclenchement en 2016, le conflit a rapidement évolué et s'est émancipé de la crise initiale.** Il a eu un impact négatif sur les Camerounais des deux régions directement touchées, des régions voisines et de tout le pays. Le conflit a détruit des biens matériels et des actifs sociaux, mis à rude épreuve les zones environnantes et menace de plus en plus la cohésion nationale et les fondements multiculturels du contrat social. Ce qui a commencé sous la forme de manifestations pacifiques en 2016 a rapidement dégénéré en un conflit armé avec des éléments clairement sécessionnistes et criminels.

**L'intensité et l'impact du conflit ont été les plus graves dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais il se fait de plus en plus sentir ailleurs au Cameroun également.** Le conflit a provoqué un important déplacement de population : 15 % de la population anglophone a quitté son domicile dans les deux régions. La solidarité camerounaise a été importante, tant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest que dans les régions voisines. Les communautés d'accueil des deux régions voisines du Littoral et de l'Ouest ont accepté les personnes déplacées, tout comme la famille élargie et les communautés plus éloignées, y compris à Yaoundé. L'impact sur ces communautés d'accueil est significatif, en termes de charge économique liée à la prise en charge de personnes supplémentaires, de pression sur la prestation de services publics et de pression liée à l'accueil d'un nombre important de personnes pour une durée indéterminée dans son propre foyer.

**Ce chapitre évalue de manière pragmatique certains résultats associés au conflit.** Il laisse de côté les impacts politiques, sociaux, sécuritaires et institutionnels jusqu'à ce qu'ils puissent être mesurés avec précision à l'avenir. L'analyse se concentre sur les effets qui peuvent être observés quantitativement et les étaye par des observations qualitatives.

## Pertes en vies humaines et conséquences humanitaires croissantes

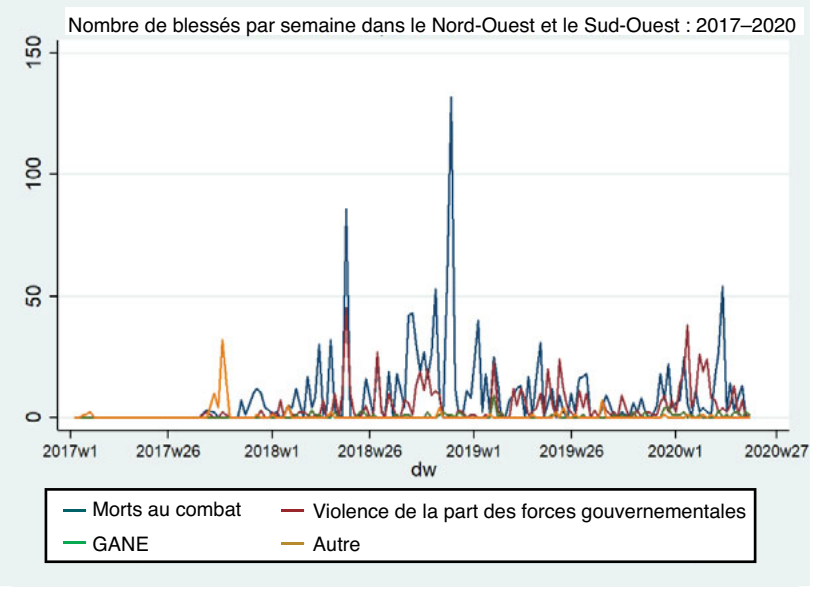
**L'impact le plus spectaculaire et le plus visible du conflit a été celui sur les vies humaines et les déplacements de population.** Le conflit a fait plus de 3 000 victimes (ICG 2019b).[14] Le projet ACLED (Armed

14 Cette estimation est celle de l'International Crisis Group, basée sur des sources ouvertes et des dizaines d'entretiens en 2018 et 2019 avec les autorités publiques, les forces de sécurité et les séparatistes (ICG 2019b). Il existe des variations considérables dans les estimations fournies par les différentes sources. Le gouvernement estime à 1 600 le nombre de morts (400 civils, 160 soldats et policiers, et 1 000 séparatistes). Les fédéralistes anglophones estiment entre 3 000 et 5 000 le nombre de morts, tandis que les séparatistes estiment entre 5 000 et 10 000 le nombre de morts.

Conflict Location & Event Data) a enregistré la majorité — plus de 75 % — des événements du conflit qui ont entraîné ces décès.[15] L'examen des données ACLED donne une idée de la dynamique du conflit qui a entraîné les pertes de vies les plus graves. En comparaison, le nombre de morts dans le conflit avec Boko Haram au Cameroun était similaire : 3 115 sur cinq ans (2014–avril 2019), soit 1 900 civils, 215 soldats et policiers, et 1 000 combattants (ACLED n.d.).

**Il y a eu trois pics dans les niveaux de violence** — dans la première moitié de 2018, fin 2018 après l'élection présidentielle, et février 2020 à l'approche des élections législatives (voir la figure 8). Les affrontements entre l'armée et les groupes armés sécessionnistes (morts au combat) ont causé plus de 60 % des décès attribués au conflit. La violence à l'encontre des civils, par les forces gouvernementales en particulier, a également été une cause importante de décès : les attaques des forces gouvernementales contre les civils ont causé environ 30 % des décès enregistrés par ACLED. Ces données suggèrent que les attaques du gouvernement ont causé 10 fois plus de morts civiles que celles des groupes armés sécessionnistes. À titre de comparaison, ACLED a rapporté 1 717 décès liés au conflit dans l'Extrême-Nord et le Nord (combinés, mais avec la grande majorité des événements violents survenant dans l'Extrême-Nord), et 17 décès dans l'Est, au cours de la même période (voir

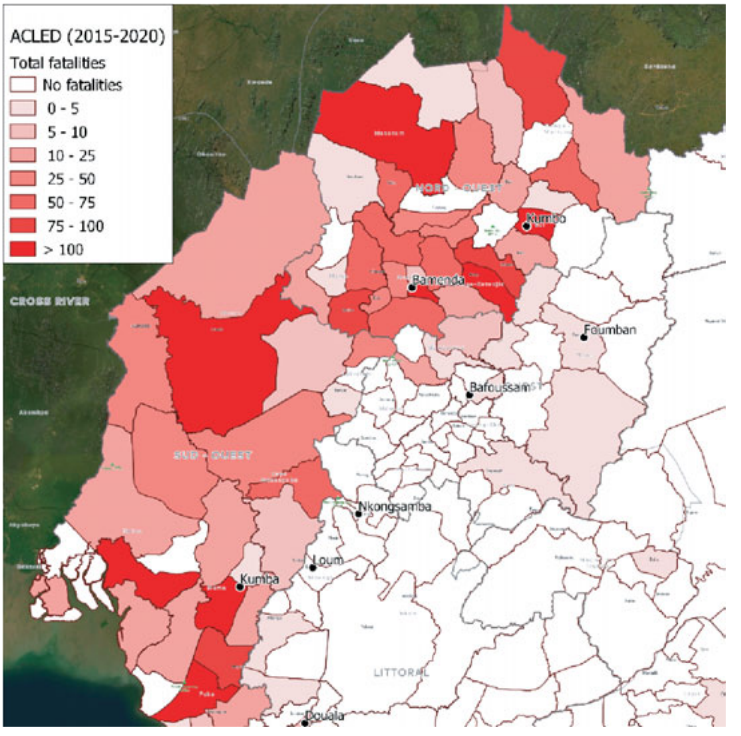
**FIGURE 8 Décès par semaine au NO et au SO**




*Source* : Base de données du *Armed Conflict Location & Event Data Project,* Madison, WI, https://acleddata.com/#/dashboard (consultée en juin 2020).

15 Le nombre total de décès sur l'ensemble des événements enregistrés par l'ACLED est de 2 352 entre janvier 2017 et mai 2020. Le projet ACLED utilise une variété de sources, y compris les rapports des partenaires sur le terrain, les rapports des médias et les réseaux sociaux. Bien que les informations soient triangulées dans la mesure du possible, des lacunes importantes peuvent subsister. Pour plus de détails sur les méthodes du projet, voir : https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2020/02/FAQs_-ACLED-Fatality-Methodology_2020.pdf.

**FIGURE 9 Décès par district, NO et SO**




*Source* : Armed Conflict Location & Event Data Project (base de données), Madison, WI (consultée en juin 2020), https://acleddata.com/#/dashboard.

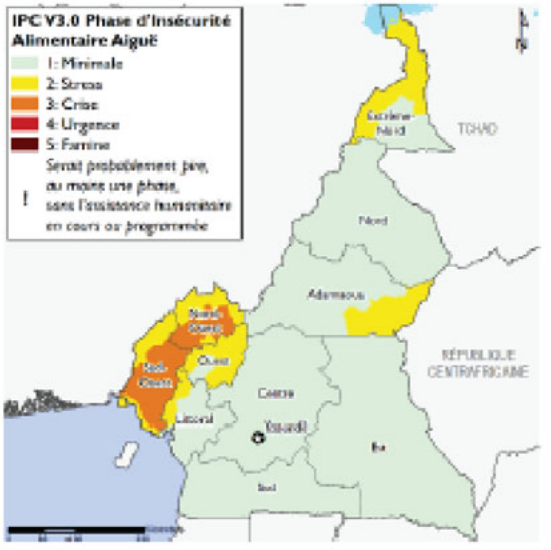
figure 9). Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les événements les plus violents se sont concentrés autour des zones de Bamenda, Ndop, Jakiri, Fungom et Batibo au Nord-Ouest, et de Buea, Muyuka, Ekondo Titi et Mamfe au Sud-Ouest.

**La violence a déclenché une crise humanitaire importante et croissante.** En mars 2020, l'insécurité, les déplacements et l'accès limité aux services de base touchaient 2,2 millions de personnes dans les deux régions, et environ 2 millions de personnes avaient un accès limité à l'emploi et ont perdu leurs moyens de subsistance en raison de la crise (OCHA 2020d).

**La situation alimentaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est alarmante.** En février 2020, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest — autrefois considérées comme le grenier alimentaire du pays — ont connu des niveaux d'insécurité alimentaire plus élevés que la région de l'Extrême-Nord, qui est fréquemment exposée aux crises alimentaires et aux chocs climatiques (voir figure 10). La proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire grave a augmenté de façon marquée dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest — dans le Nord-Ouest de 10 points de pourcentage et dans le Sud-Ouest de 4 points de pourcentage. La part de la population en situation d'insécurité alimentaire modérée a augmenté de 12 points de pourcentage dans le Nord-Ouest et de 16 points de pourcentage dans le Sud-Ouest. Au total, 1,5 million de personnes souffraient d'insécurité alimentaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, soit 40 % et 33 % de la

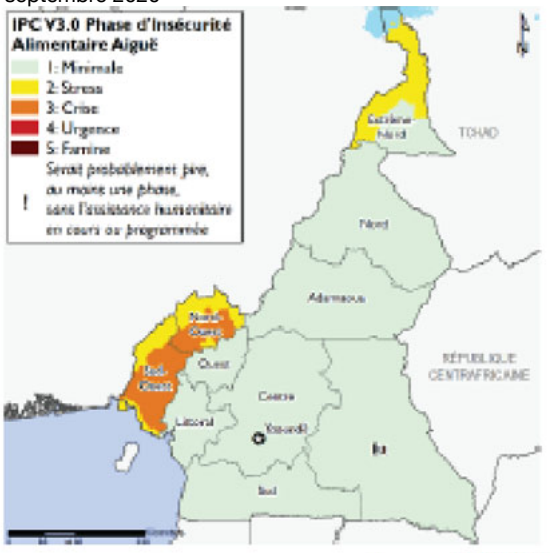
**FIGURE 10. Insécurité alimentaire projetée, de février à septembre 2020**

Résultats en matière de sécurité alimentaire, février à mai 2020




Source: FEWS NET

Résultats en matière de sécurité alimentaire, juin à septembre 2020




Source: FEWS NET

FEWS NET classification is IPC-compatible. IPC-compatible analysis follows key IPC protocols but does not necessarily reflect the consensus of national food security partners.

*Source* : Agence américaine pour le développement international, base de données du Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine, https://fews.net/ (consultée en mai 2020).

population du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, respectivement ; 312 154 d'entre elles souffraient d'insécurité alimentaire grave. La situation a été aggravée par le conflit, qui a entraîné l'épuisement précoce des stocks des ménages, un accès limité aux champs et une baisse du pouvoir d'achat en raison des prix élevés. En mars 2020, 250 000 personnes déplacées ont été ciblées pour recevoir une aide alimentaire et une aide aux moyens de subsistance. Le flux de personnes déplacées du Nord-Ouest et du Sud-Ouest vers l'Ouest et l'Adamaoua continue de stimuler la demande et donc les prix. Par exemple, sur le marché de Banyo, dans le département de Mayo-Banyo (qui accueille 6 301 personnes déplacées), le prix du maïs en décembre 2019 était supérieur de 28 % à celui de l'année précédente. Dans le département de la Menoua, les prix des haricots et des pommes de terre ont augmenté de 19 % et 33 %, respectivement, en décembre par rapport à l'année précédente (PAM 2019).

**L'accès à l'aide reste une préoccupation particulière : 1,3 million de personnes qui sont touchées par la violence sont hors de portée des agences humanitaires.** Les difficultés d'accès identifiées dans les deux régions comprennent un certain nombre de défis logistiques (par exemple, le terrain, les mauvaises infrastructures, les problèmes de réseau), les défis liés au rejet par les communautés des services gouvernementaux (en particulier en ce qui concerne les documents d'état civil et l'éducation), les hostilités actives, les opérations militaires et l'insécurité, les restrictions sur le mouvement du personnel, des biens et des actifs humanitaires

dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (par exemple, les villes mortes, les points de contrôle, les barrages routiers), et la violence contre le personnel humanitaire (enlèvements, menaces, etc.). En tant qu'intervenants de « première ligne », les organisations non gouvernementales (ONG) locales sont particulièrement touchées. Bien que les deux régions soient confrontées aux mêmes types de contraintes, l'environnement sécuritaire plus instable et précaire du Nord-Ouest signifie qu'il est beaucoup plus touché par ces défis ; l'accès y serait plus difficile à établir et à maintenir.

**Les besoins humanitaires ont considérablement augmenté en raison de la crise.** L'évaluation des besoins humanitaires consolidée par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en mars 2020 indique que 979 000 personnes sont dans le besoin au Nord-Ouest, 711 000 au Sud-Ouest, 286 000 au Littoral et 272 000 à l'Ouest (OCHA 2020d). La sécurité alimentaire, l'éducation, la santé et la protection sont parmi les secteurs où les besoins enregistrés sont les plus élevés. Le tableau 5 présente le nombre de personnes affectées par type de besoin, ainsi que le montant du financement que les acteurs humanitaires estiment nécessaire pour répondre à ces besoins. Il montre que bien plus de la moitié des fonds requis par les acteurs humanitaires sont liés à l'impact de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (ainsi qu'à ses effets dans les régions voisines).

**TABLEAU 5 Besoins humanitaires dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, 2020**

| | Nombre de personnes dans le besoin | Besoins (USD)* | Part des besoins totaux pour le Cameroun (%) |
|---|---|---|---|
| **Besoins liés au bien-être physique et mental** | | | |
| **Protection** | 843 000 | 7 110 522 | 37 |
| **Protection de l'enfance** | 707 000 | 9 150 332 | 78 |
| **Violences basées sur le genre** | 893 000 | 5 971 938 | 56 |
| **Santé (traumatismes, épidémies, accouchements à risque, morbidités plus élevées des maladies)** | 1 500 000 | 8 076 923 | 58 |
| **Nutrition** | 105 000 | 6 935 780 | 32 |
| **Sécurité alimentaire** | 1 800 000 | 66 257 143 | 86 |
| **Problèmes critiques liés au niveau de vie** | | | |
| **Violences basées sur le genre** | 236 000 | Voir ci-dessus | |
| **Santé** | 1 300 000 | | |
| **Abris et articles non alimentaires** | 472 000 | 7 032 323 | 60 |
| **WASH** | 801 000 | 12 148 500 | 67 |
| **Éducation** | 1 200 000 | 16 425 000 | 75 |
| **Total** | | 139 108 461 | |

*Sources* : OCHA 2020d, 2020e.
*Critères calculés par les auteurs. Le Plan de réponse humanitaire des Nations Unies prévoit un montant requis par secteur pour l'ensemble du Cameroun. Les montants indiqués dans ce tableau ont été calculés en appliquant un ratio égal au nombre de personnes dans le besoin suite à la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sur le nombre total de personnes dans le besoin dans le pays pour chaque secteur. VBG = violence basée sur le genre ; WASH = eau, assainissement et hygiène.

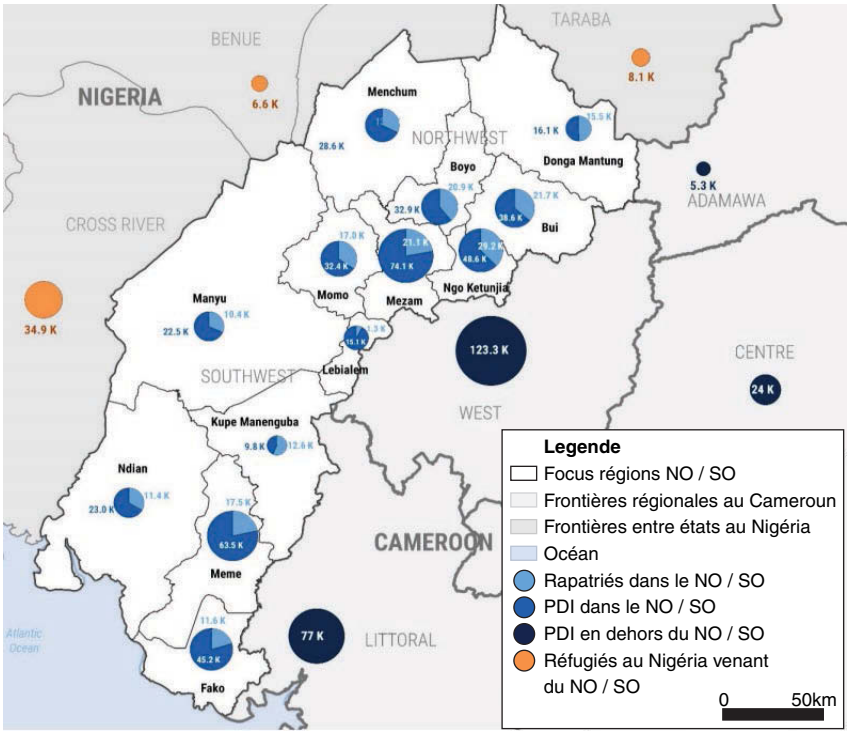
**Le conflit a généré des risques de protection importants pour les personnes vivant dans les zones touchées par la crise du Nord-Ouest et le Sud-Ouest.** Un grand nombre d'attaques ne sont pas documentées et ont de graves conséquences pour les civils, notamment les femmes et les enfants. L'on compte également des enlèvements, des blessures par balle et des traumatismes. Les enfants sont confrontés à un risque élevé d'exposition à la violence et aux traumatismes qui en résultent ; plus de 5 000 enfants ont été enregistrés comme séparés ou non accompagnés depuis 2018 (UNICEF 2020). Les jeunes hommes sont particulièrement visés par les forces de sécurité et les milices, et l'on signale des violations des droits de l'homme, notamment des cas de torture, d'arrestations et de détentions arbitraires et de disparitions forcées (OCHA 2020d). Les femmes et les filles sont davantage exposées à la violence sexuelle et sexiste, y compris la violence domestique. On estime que 380 000 femmes et filles déplacées risquent également de subir ce type de violence (OCHA 2020b). Les personnes déplacées peuvent avoir perdu leur carte d'identité ou celle-ci serait abîmée, ce qui rend difficile leur libre circulation (bien qu'elles puissent toujours accéder aux établissements de santé). Depuis 2016, une grande partie de la population des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a subi des traumatismes importants dans sa vie quotidienne, mais les statistiques sur la santé mentale ne sont pas disponibles, et les initiatives visant à résoudre ces problèmes sont limitées. Compte tenu du niveau d'insécurité et des restrictions de mouvement, certaines parties du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne sont pas accessibles aux organisations d'aide internationales et le sont seulement à quelques organisations d'aide nationales.

**Le Cameroun connaissait des niveaux importants de déplacement avant la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest — y compris l'accueil de réfugiés et de personnes déplacées fuyant la violence transfrontalière.** À la fin du mois d'avril 2020, le Cameroun accueillait près de 411 000 réfugiés, principalement originaires de la République centrafricaine et du Nigéria (HCR, n.d.). L'Extrême-Nord est également confronté à une importante crise des personnes déplacées, où l'on estime que 300 000 personnes ont fui les zones frontalières avec le Nigéria en raison de l'insécurité causée par les insurrections de Boko Haram et de la riposte militaire correspondante (voir figure 11).

**Le conflit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a déclenché la plus grande crise de déplacement interne que le pays ait jamais connue.** L'ONU estime que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison des troubles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a cessé d'augmenter depuis le début du conflit en 2017. En janvier 2020, environ 680 000 personnes, soit près de 15 % de la population avant la crise, avaient dû fuir leur domicile dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (OCHA 2019d). Il semble que ces personnes déplacées partent pour la plupart des zones rurales vers des zones urbaines accessibles à pied (OCHA 2019d). Il s'agit de 270 000 personnes dans le Nord-Ouest, 179 000 dans le Sud-Ouest, 123 000 dans l'Ouest, 77 000 dans le Littoral, 24 000 à Yaoundé et 5 300 dans l'Adamaoua. En février 2020, près de 60 000 personnes avaient fui vers des camps de réfugiés situés de l'autre côté de la frontière, au Nigéria. Ainsi, la majorité — plus de 60 % — des personnes déplacées sont demeurées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. L'afflux de personnes déplacées a considérablement augmenté la population de certaines villes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, notamment Babessi, Bamenda, Buea, Kumba et Mbonge. D'après une évaluation conjointe des personnes déplacées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les populations de Bamenda et de Kumba ont augmenté respectivement de 12 et 13 %. L'augmentation est encore plus significative pour les villes plus petites — Oku, Fundong et Babessi ont vu leur population augmenter de 20, 29 et 68 %, respectivement (voir figure 12).

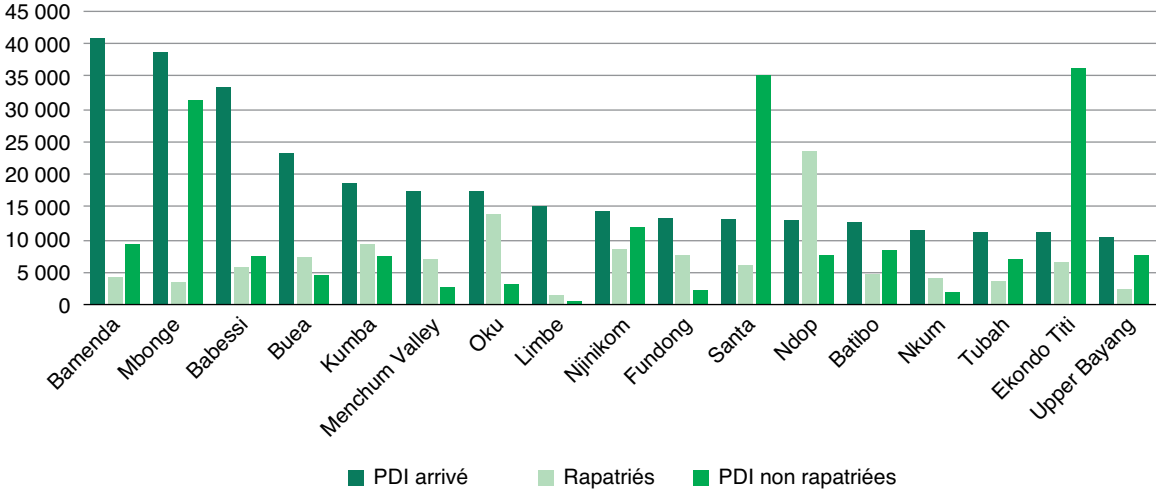
**L'impact spatial et l'ampleur des déplacements varient en fonction de la taille des villes.** Dans les grandes villes telles que Bamenda, Buea et Limbe, les personnes déplacées ont tendance à être plus concentrées dans ou près du centre-ville. Cette densification exerce une pression accrue sur les services et les infrastructures des

**FIGURE 11 Flux de personnes déplacées entre les régions/départements**




*Source* : OCHA 2020d, 2019b.

**FIGURE 12 Villes ayant accueilli plus de 10 000 personnes déplacées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest**




*Source* : Calcul des auteurs basé sur les données de l'OCHA.

**FIGURE 13a Personnes déplacées dans un rayon de 5 kilomètres, en pourcentage de la population locale : Buea (45 %), Limbe (11 %), Douala (0,5 %)**

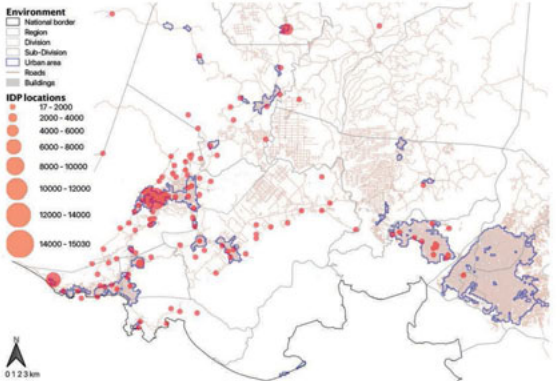
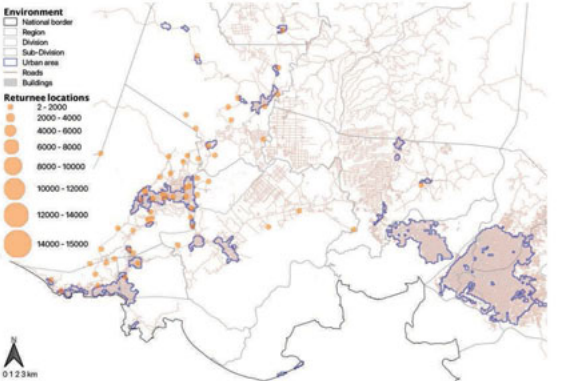



**FIGURE 13b Personnes de retour dans un rayon de 5 kilomètres, en pourcentage de la population locale : Buea (13 %), Limbe (2 %), Douala (0 %)**




*Sources* : Calculs des auteurs à partir des données de la Base de données mondiale des frontières politico-administratives geoBoundaries, William & Mary geoLab, Williamsburg, VA, https://www.geoboundaries.org/ (consulté le 31 mars 2020) ; du Centre aérospatial allemand ; de l'évaluation des besoins multisectoriels ; et des données OpenStreetMap de la base de données Geofabrik, Karlsruhe, Allemagne, http://www.geofabrik.de/data/index.html (consulté le 31 mars 2020).

centres urbains (voir figures 13a–b). Dans les petites villes, les personnes déplacées ont tendance à se réinstaller dans les zones environnantes plutôt qu'à l'intérieur des limites de la ville, ce qui suggère une tendance à l'étalement urbain, avec une demande concomitante d'infrastructures nouvelles ou étendues. Ces deux tendances semblent modifier sensiblement le schéma de développement urbain des villes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

**La principale motivation des personnes déplacées est le manque de sécurité, bien que les statistiques incluent probablement un nombre important de « déplacements pour des raisons liées à l'éducation ».** Le conflit armé entre les forces gouvernementales et les milices met les civils en danger, et la situation est encore exacerbée par les groupes d'autodéfense et la hausse de la criminalité. Cependant, le rôle clé de l'éducation dans la crise et le ciblage spécifique des écoles ont conduit à une situation (probablement unique) : de plus en plus de familles quittent le Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour se réfugier dans d'autres régions à des fins « éducatives », en raison de l'accès limité à l'éducation pour les enfants, dû à la destruction ou à la fermeture des écoles imposée par les milices. Ainsi, comme dans d'autres crises de déplacement, la cause de la décision finale de se déplacer varie d'un ménage à l'autre et peut être une combinaison de divers facteurs. Les dommages causés aux infrastructures économiques par les coupures de courant, la fermeture des plantations, l'impossibilité de cultiver, etc. contribuent probablement à la décision de se déplacer.

**Les personnes déplacées ne constituent pas un groupe homogène ; elles présentent diverses caractéristiques démographiques et socio-économiques.** Beaucoup de personnes ayant suffisamment de moyens et de relations sociales, comme les fonctionnaires ciblés par les milices et d'autres familles de la classe moyenne, ont quitté le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Certaines ont réussi à s'intégrer dans les communautés d'accueil et sur le marché du travail ; cependant, plus le déplacement se prolonge, plus le risque est grand que les personnes déplacées à Yaoundé, Douala ou dans les régions voisines de l'Ouest et du Littoral soient victimes de

discrimination sur le marché du travail, ainsi que dans l'accès aux services de base tels que l'éducation et le logement. Les entretiens menés en 2019 par le *Social Safety Nets Project* (mise en place de dispositifs de protection sociale) ont révélé que les personnes déplacées dans l'Ouest et le Littoral étaient principalement impliquées dans le secteur informel (activités agricoles, travail occasionnel sur les chantiers de construction, mécanique, coiffure et autres emplois peu qualifiés) (entretiens avec les parties prenantes, Yaoundé, 2019). La capitale, Yaoundé, offrait un plus large éventail d'activités économiques, mais les personnes déplacées ont toujours eu du mal à s'en sortir en raison du manque de capital financier et d'équipement. En outre, l'absence de pièces d'identité aggrave davantage la vulnérabilité des personnes déplacées, en augmentant le risque d'exploitation et en les empêchant d'accéder à l'éducation et à l'aide publique.

**Les besoins et les difficultés des personnes déplacées varient selon le lieu.** Pour les personnes vivant dans les zones urbaines, la principale préoccupation est la sécurité alimentaire (suivie par l'éducation et l'eau potable), tandis que pour les personnes vivant dans les zones rurales, c'est l'accès aux soins de santé (voir figures 14a–c). Les principaux besoins semblent changer pour les personnes déplacées plus éloignées du noyau urbain, ce qui peut indiquer des circonstances locales différentes, la fourniture d'aide ou l'accès à des biens tels que des terrains. La plupart des personnes déplacées dans les zones urbaines sont hébergées par des familles, mais beaucoup louent des logements. Les loyers étant les plus élevés dans les zones urbaines, les budgets des ménages seront mis à rude épreuve et ils auront du mal à se procurer les produits de première nécessité.

**Les populations déplacées, en particulier dans les zones rurales, sont confrontées à des défis particuliers en matière d'accès aux infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement.** En 2018, l'OCHA a interrogé des personnes dans 10 départements (communes) du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et a constaté que 83 % des personnes interrogées qui ont été affectées par la crise (personnes déplacées et familles d'accueil) ont signalé une détérioration importante de la qualité et de la quantité de leur accès à l'eau (OCHA 2018). Le manque d'eau potable et d'assainissement dans les zones rurales a exposé les personnes déplacées au risque de maladies à transmission hydrique, car beaucoup ont été obligées d'utiliser les eaux de surface et des sources non améliorées pour survivre. Les problèmes préexistants liés à l'accès à l'eau et à sa qualité dans les régions de l'Ouest et du Littoral — en particulier dans les villages isolés et les quartiers à faibles revenus — ont été exacerbés par la pression supplémentaire exercée sur les capacités par l'afflux de personnes déplacées. Les points d'eau sont souvent éloignés des résidences et la qualité de l'eau est faible. Une évaluation menée par les acteurs humanitaires en 2018 dans les zones urbaines et rurales auprès des personnes déplacées, des ménages accueillant des personnes déplacées et des ménages dont les logements ont été endommagés, tant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest que dans celles de l'Ouest et du Littoral, a révélé que la majorité des membres des communautés avaient du mal à accéder à l'eau en quantité suffisante (REACH 2018). Une enquête de la Croix-Rouge sur l'accès aux sources d'eau parmi les personnes déplacées dans l'Ouest a révélé que seules 2 des 75 pompes à eau publiques sont opérationnelles à Foumban, que seule 1 sur 13 est fonctionnelle à Magba et qu'aucune ne fonctionne à Dschang (Croix-Rouge camerounaise/luxembourgeoise 2019).

**Les plus pauvres et les plus vulnérables parmi les personnes touchées par le conflit restent déplacées à l'intérieur du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Le nombre important de personnes déplacées qui ont trouvé refuge dans les centres urbains a exercé une pression accrue sur la prestation de services ; des besoins et des vulnérabilités spécifiques sont apparus. Dans les zones rurales, où les populations dépendent de la production agricole, les moyens de subsistance ont été gravement perturbés car l'insécurité, les mots d'ordre de fermeture et les journées *villes mortes* empêchent les ménages d'accéder aux champs, d'acheter des intrants agricoles ou de vendre leurs récoltes. Les agriculteurs ont été contraints de fuir le conflit et de se cacher dans

**FIGURE 14a Besoins prioritaires des personnes déplacées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (nombre de personnes dans le besoin)**

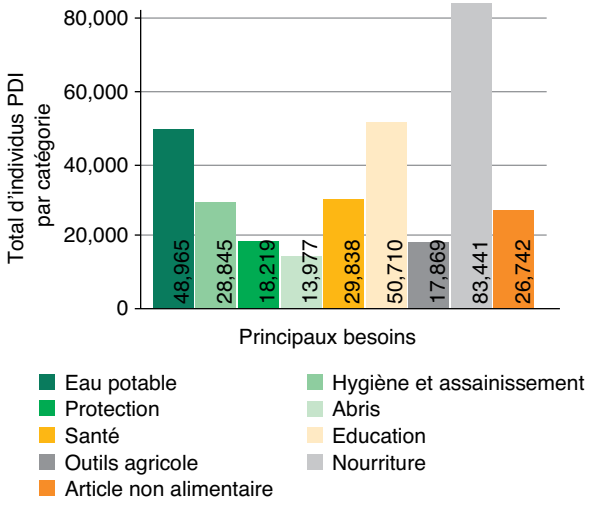
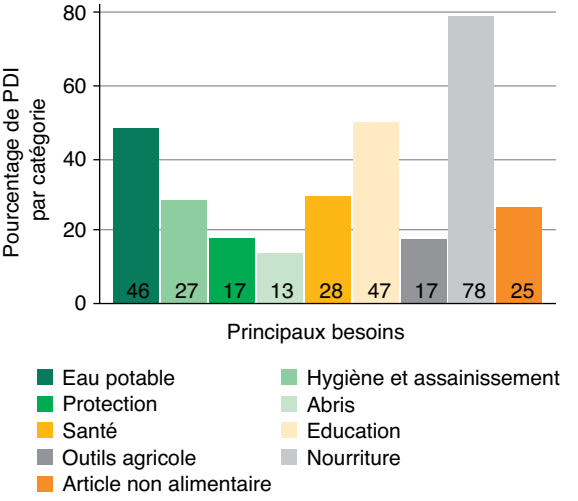
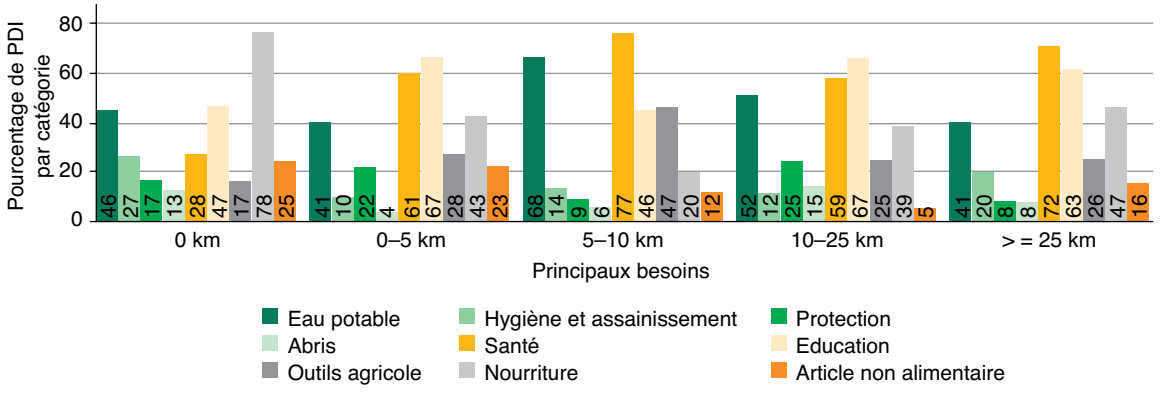



**FIGURE 14b Principaux besoins des personnes déplacées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (parts)**




*Source* : Calculs des auteurs basés sur les données de l'OCHA.

**FIGURE 14c Principaux besoins des personnes déplacées en fonction de la distance par rapport aux zones urbaines (parts)**




*Source* : Calculs des auteurs basés sur les données de l'OCHA.

des zones de brousse reculées, où ils n'ont que peu ou pas d'accès à la nourriture et aux services de base, ou de se réinstaller dans des zones urbaines et semi-urbaines plus sûres. Les personnes déplacées vivant dans le Nord-Ouest dépendent principalement de l'agriculture et de la pêche pour leurs moyens de subsistance ; 40 % des ménages de personnes déplacées ont déclaré ne pas avoir de source de revenus (PAM 2019). Les personnes déplacées vivant dans le Sud-Ouest ont déclaré des sources de revenus plus variées, notamment du travail salarié non qualifié (13 %) et des petites entreprises (8 %), mais elles étaient presque aussi nombreuses à déclarer n'avoir accès à aucune source de revenus (25 %), dépendre de l'aide d'amis (8 %) ou être obligées de mendier (6 %) pour satisfaire leurs besoins fondamentaux.

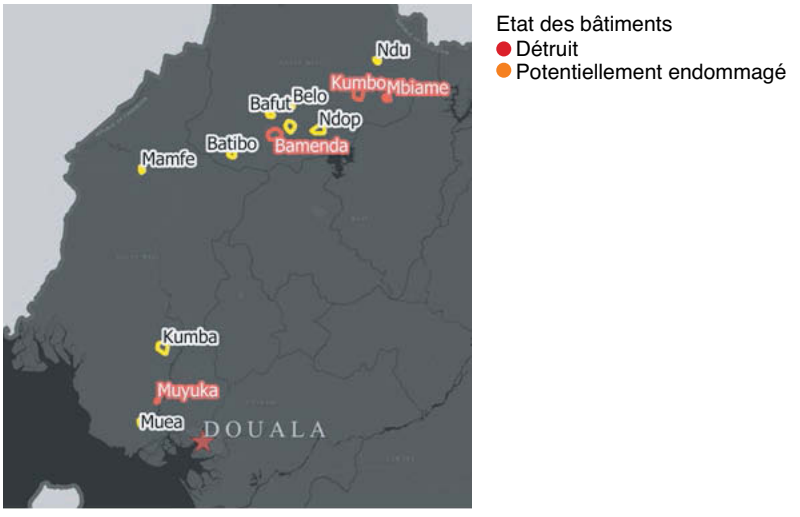
## Dégâts matériels

**La crise a entraîné la destruction d'actifs critiques.** Des dommages aux bâtiments ont été signalés en de nombreux endroits, mais les données précises sur ces dommages sont rares. Il n'a pas été possible de procéder à une évaluation complète des dommages dans le cadre de cette étude, mais des évaluations localisées des dommages par satellite, axées sur les zones sensibles, ont mis en évidence des types de dommages hétérogènes. La figure 15 montre des images de dommages enregistrés dans certaines villes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entre février 2016 et février 2020. Les dommages se sont étendus aux bâtiments publics, tels que les écoles, les palais de justice et les établissements de santé, ainsi qu'aux routes interurbaines, aux ponts, et aux réseaux d'électricité et de télécommunications. La crise a également entraîné l'interruption ou le report de travaux publics et d'autres investissements publics dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en raison de l'insécurité, notamment la rénovation de la route reliant Bamenda et Babadjou et la réhabilitation de routes prévue à Kumba.

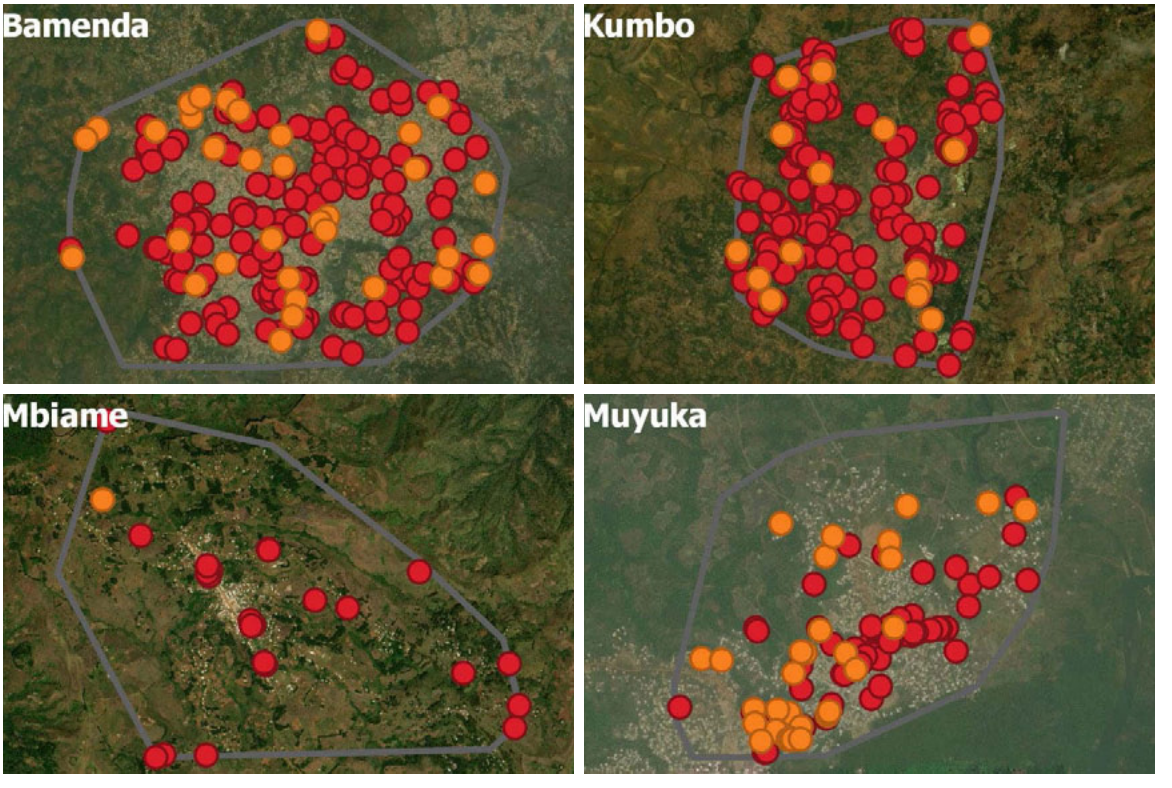
**Des écoles et des établissements de santé ont également été endommagés et détruits.** En mai 2018, 5 018 écoles primaires auraient été touchées dans les deux régions : 2 912 écoles publiques et 2 106 écoles privées. À la fin de l'année scolaire 2018–19, un total de 46 écoles dans le Nord-Ouest et 77 écoles dans le Sud-Ouest avaient été incendiées, et 46 autres dans le Nord-Ouest et 40 dans le Sud-Ouest avaient été vandalisées. Les attaques contre les écoles ont éloigné 25 847 enfants du système éducatif : 17 707 dans le Nord-Ouest et 8 140 dans le Sud-Ouest (DREB 2020). En outre, 47 écoles sont occupées par des groupes armés, 12 au Nord-Ouest et 35 au Sud-Ouest (DREB 2020). Le nombre total d'attaques contre les établissements de santé et le personnel de santé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis le début du conflit est inconnu. Cependant, une organisation humanitaire opérant dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a déclaré qu'en mai 2019, ses équipes avaient documenté 61 attaques contre des établissements de santé et 39 attaques contre des agents de santé au cours de l'année précédente dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (MSF 2019).

**De nombreux établissements de santé dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont fermé ou ne sont que partiellement fonctionnels en raison de la crise.** Selon le ministère de la Santé publique (MINSANTE), les établissements de santé du Sud-Ouest avaient une fonctionnalité de 89 % en 2017, mais ce chiffre est tombé à 76 % en 2018 et à 66 % en 2019 (MINSANTE 2019). Le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire a estimé en 2018 que 15 % des établissements de santé du Sud-Ouest avaient été détruits (République du Cameroun 2020). Les données sur la fonctionnalité des établissements de santé sont légèrement supérieures à celles indiquées dans l'évaluation des besoins multisectoriels entreprise par l'Organisation internationale des migrations (OIM) en août 2019, qui a porté sur 647 villages du Sud-Ouest. Cette évaluation a révélé que 45 % des établissements de santé étaient fonctionnels (OCHA 2019c ; calculs des auteurs). En juillet 2019, selon l'OCHA, deux tiers des 18 districts sanitaires de Sud-Ouest étaient partiellement ou totalement fonctionnels (OCHA 2019a). Au Nord-Ouest, d'après le ministère de l'Économie, de la

**FIGURE 15 Dommages aux bâtiments à Batibo, 2016 et 2019**




Etat des bâtiments
- Détruit
- Potentiellement endommagé




*Source* : Agence spatiale européenne, Observation de la Terre pour le développement durable, base de données Fragilité, Conflit et Sécurité, http://www.eo4sd-fragility.net/

*Note* : Les établissements étudiés ont été sélectionnés en consultation avec l'équipe de la Banque mondiale et des experts locaux. Ces établissements ont ensuite été évalués en fonction de la disponibilité des images, et 13 d'entre eux ont été identifiés en utilisant des images d'avant et d'après le conflit. Un analyste d'images a évalué manuellement les deux dates d'imagerie et a identifié les structures qui étaient soit nouvelles, soit endommagées, soit peut-être endommagées. Au total, plus de 300 km$^2$ d'images ont été analysés, et plus de 1 000 structures endommagées ont été identifiées.

Planification et du Développement régional, 13 % des installations sanitaires avaient été détruites (République du Cameroun 2020). Ces données sont assez similaires aux résultats de l'évaluation des besoins multisectoriels, qui a analysé 402 villages dans le Nord-Ouest et constaté que 87 % des installations sanitaires étaient déclarées fonctionnelles (OCHA 2019c ; calculs des auteurs). En mars 2019, selon l'OCHA, 79 % des 19 districts sanitaires du Nord-Ouest étaient partiellement ou totalement fonctionnels (OCHA 2019a).

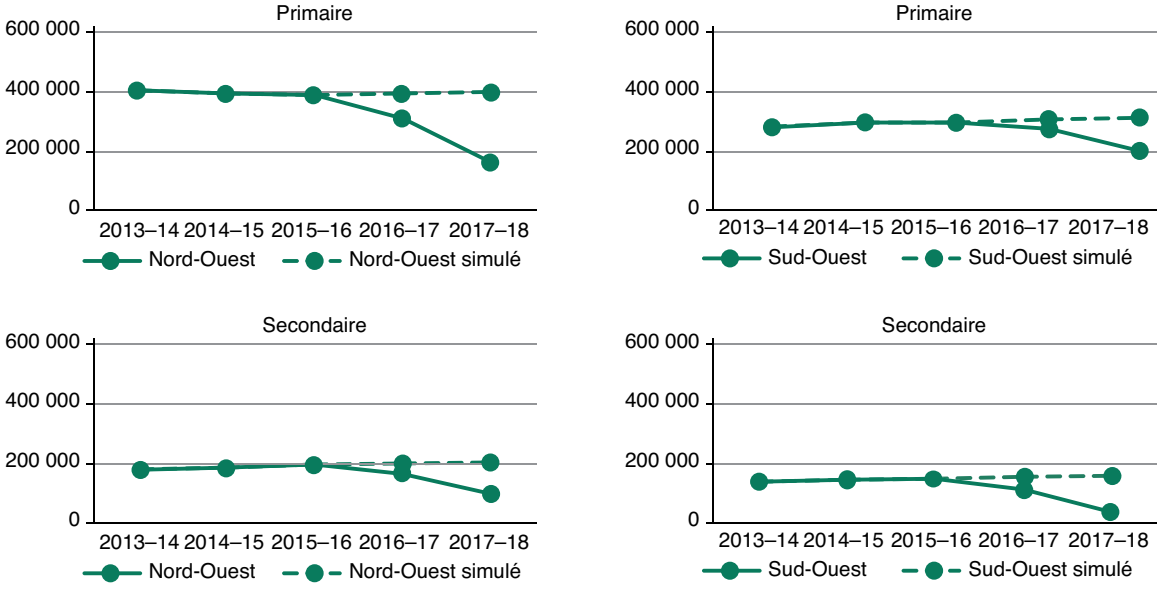
**Les infrastructures productives ont également été endommagées.** La valeur totale des biens détruits dans tous les secteurs étudiés est estimée à plus de 64 millions de dollars (GICAM 2018). Le secteur de l'agroalimentaire a été le plus durement touché, avec des dommages dépassant 35 millions de dollars en octobre 2019, suivi du secteur de l'énergie, qui a subi plus de 27 millions de dollars de dommages. Les autres secteurs touchés sont la vulgarisation agricole, la distribution, la finance, l'industrie alimentaire, la sylviculture et les télécommunications. Une évaluation de 2018 du ministère de la Planification économique et du Développement régional sur la destruction des infrastructures a estimé qu'environ 258 kilomètres de routes et 14 ponts étaient endommagés dans tout le Nord-Ouest, tandis que 315 kilomètres de routes et 26 ponts avaient été endommagés dans le Sud-Ouest. La destruction des infrastructures s'étend également aux services publics (par exemple, les télécommunications, l'électricité et l'approvisionnement en eau). L'accessibilité limitée due à l'insécurité entrave l'entretien des services, ce qui aggrave la perturbation ou les interruptions de la fourniture et des services. Selon les estimations, 60 et 40 % du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne sont plus desservis en électricité et en télécommunications, respectivement (GICAM 2018), bien qu'il ne soit pas clair quelle proportion de ces zones est urbaine ou rurale.

## Impact sur les résultats du développement humain

**La crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a eu un impact négatif notable sur la pauvreté, les moyens de subsistance et le capital humain des citoyens tant des régions touchées et que régions voisines.** Les progrès en matière de capital humain réalisés par les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avant la crise ont subi un coup d'arrêt. Le conflit menace encore davantage le potentiel productif des plus jeunes. Entre 2011 et 2018, la part des enfants souffrant d'un retard de croissance modéré et sévère a diminué de 1,4 % de plus dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest que dans les autres régions en moyenne, avec des gains similaires en matière de réduction de l'émaciation et de l'insuffisance pondérale. Depuis le début des combats, cependant, les résultats des enfants sont menacés non seulement en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, mais aussi d'éducation. Selon l'UNICEF, plus de 80 % des écoles des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont été fermées en juin 2019, car la situation sécuritaire et les conditions de vie ont continué à se détériorer (UN News 2019). Les enfants non scolarisés sont confrontés à toute une série de risques tels que l'exploitation et les abus sexuels, le recrutement par des groupes armés, les arrestations arbitraires, les mariages et grossesses précoces et le travail des enfants. Ces graves répercussions du conflit risquent d'avoir des effets débilitants à long terme sur l'accumulation du capital humain, ce qui perpétuera le cycle de marginalisation qui a alimenté le conflit au départ.

**Le système éducatif a été particulièrement touché par la crise.** La crise a précipité une chute spectaculaire des taux de scolarisation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Au cours des années scolaires 2016–17 et 2017–18, les effectifs ont diminué de 37 % dans l'enseignement primaire, de 49 % dans l'enseignement secondaire général et d'environ 50 % dans l'enseignement secondaire technique et professionnel (DREB 2020, chapitres 1–2). Les lignes en pointillés de la figure 16 simulent l'évolution prévue des effectifs si la crise n'avait pas eu lieu. Cette simulation montre qu'en 2017, la crise a provoqué la déscolarisation de 238 826 et

**FIGURE 16 Tendances des effectifs (et des effectifs simulés) dans l'enseignement primaire et secondaire général dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, 2013–14 à 2017–18**



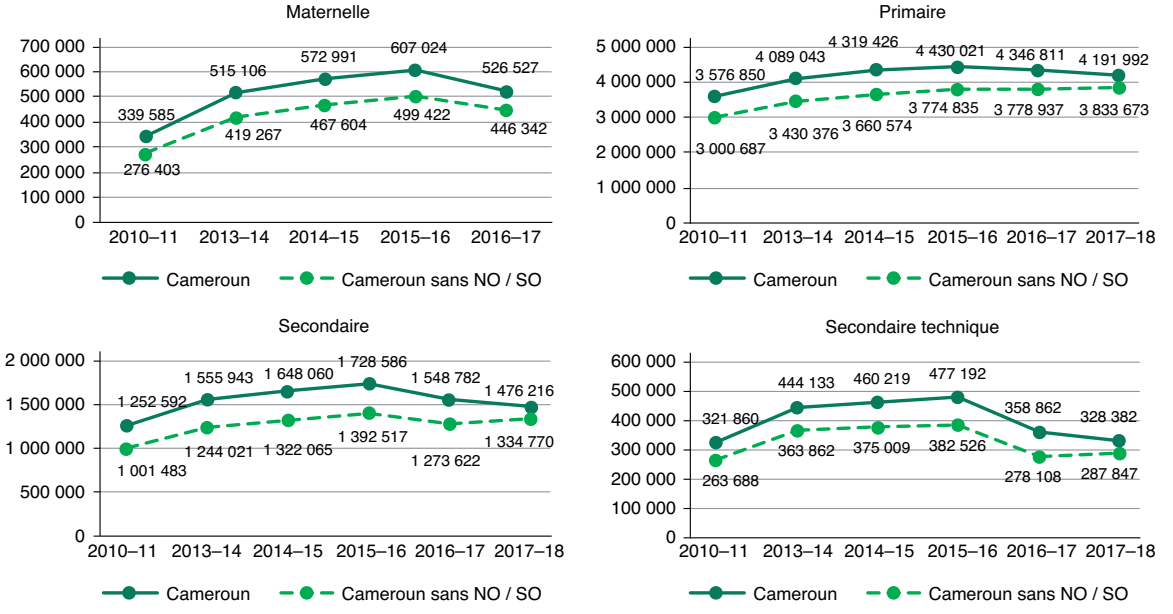

*Source* : DREB 2020.
*Note* : Les effectifs simulés sont ceux qui auraient été observés en 2016–17 et 2017–18 si la tendance des effectifs de 2015–16 s'était maintenue.

86 696 enfants dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, respectivement. En 2017, 110 256 enfants dans le Nord-Ouest et 97 475 enfants dans le Sud-Ouest n'ont pas été en mesure de terminer leur éducation secondaire.

**Bien qu'une partie des élèves déplacés ait été accueillie par d'autres régions, la baisse des effectifs dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a affecté les taux de scolarisation nationaux entre 2014 et 2017 (voir la figure 17).** La baisse des effectifs de 1,2 % dans les établissements préscolaires, associée à une baisse de 3,6 % des effectifs dans les écoles primaires au niveau national, peut être directement attribuée aux baisses respectives de 36,5 et 37 % des effectifs enregistrés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. De même, les effectifs de l'enseignement secondaire ont diminué de 4,7 % (72 566 élèves) au niveau national, du fait d'une baisse des effectifs d'environ 49 % dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Dans le reste du pays (à l'exclusion du Nord-Ouest et du Sud-Ouest), les effectifs ont augmenté de 1,4 % (55 000 élèves) (DREB 2020, chapitres 1–2).

**Les enseignants font partie des groupes les plus touchés.** Environ 15 838 enseignants du primaire (10 870 du public et 4 968 du privé) n'ont pas accès à leur école (Banque mondiale 2019a). Avant la crise au Nord-Ouest, il y avait un total de 45 187 enseignants (21 182 hommes et 24 005 femmes) dans les écoles maternelles, primaires et secondaires. La crise a entraîné une baisse de ce nombre à 4 937 enseignants (2 040 hommes et 2 897 femmes) dans la région, ce qui représente une baisse de 89,1 %. Au Sud-Ouest et sur la base des données disponibles dans 26 arrondissements, il y avait un total de 19 026 enseignants (7 529 hommes et 11 497 femmes) dans les écoles maternelles, primaires et secondaires avant la crise, qui est tombé à 3 652 enseignants (973 hommes et 2 679 femmes), soit une baisse de 80,8 % (UNICEF 2019).

**FIGURE 17 Tendances nationales des effectifs dans l'enseignement primaire et secondaire (à l'exclusion du Nord-Ouest et du Sud-Ouest)**




*Source* : Calculs des auteurs à partir des annuaires statistiques du ministère de l'Éducation de base et du ministère des Enseignements secondaires.

**La crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a également eu un impact sur les performances des élèves aux examens officiels de fin d'année.** Le pourcentage d'élèves ayant réussi les examens finaux a diminué, passant de 91,4 % pendant l'année scolaire 2015–16 à 60,6 % pour l'année scolaire 2017–18. Le nombre d'élèves inscrits aux examens du FSLC et du CEP dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest entre 2017 et 2019 a chuté de 97,3 %, tandis que 46 % de ceux qui se sont inscrits aux examens du FSLC et du CEP en 2017–18 dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ne l'ont pas passé. De même, au niveau de l'enseignement secondaire, le GCE a enregistré un taux de succès de 35,32 % à l'Advanced Level en 2017, contre 66,52 % en 2016. L'Advanced Level technique a enregistré un taux de succès de 22,37 % en 2017 contre 54,33 % en 2016, et les résultats du GCE montrent un taux de réussite de 25,29 % en 2017, contre 62,17 % en 2016.

**Le déplacement des élèves et des étudiants du Nord-Ouest et le Sud-Ouest a eu un impact sur la demande d'éducation dans les régions voisines.** Les écoles des régions voisines ont signalé des effectifs supplémentaires de 38 952 enfants dans les écoles primaires en 2019 en raison du déplacement de populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces perturbations se traduisent par une augmentation des effectifs de 1,01 %, 0,6 %, 3,5 % et 2,8 % dans les régions du Centre, de l'Est, du Littoral et de l'Ouest, respectivement. Les effectifs de l'enseignement secondaire ont également augmenté dans les régions voisines, avec 18 033 élèves du secondaire déplacés (DREB 2020). Les principales régions d'accueil restent l'Ouest (14 905 élèves du primaire, 4 667 élèves du secondaire) et le Littoral (15 446 élèves du primaire, 6 514 élèves du secondaire) (voir figures 18a–b).

**FIGURE 18a Nombre d'élèves déplacés par région**

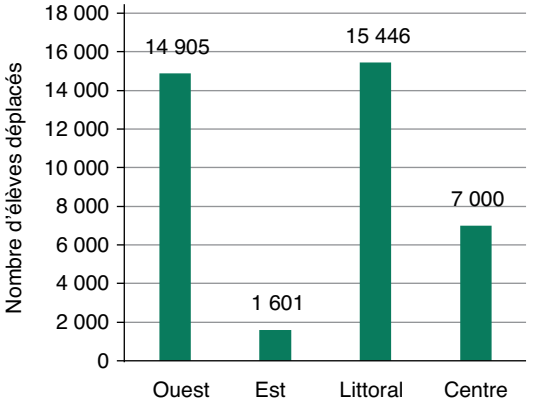
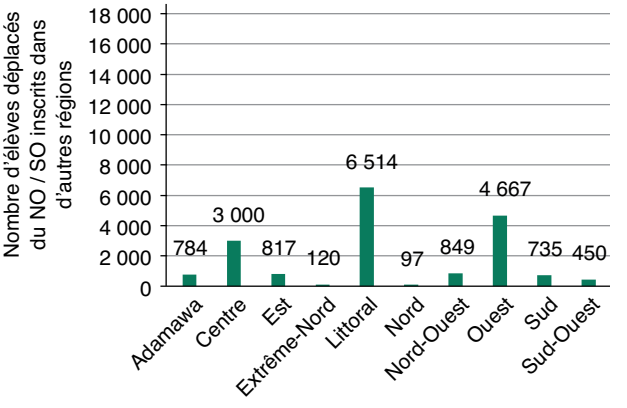



**FIGURE 18b Nombre d'élèves déplacés scolarisés dans de nouvelles zones**




*Source* : DREB 2020.

**La crise a exercé une pression importante sur les capacités des écoles et des établissements d'enseignement, ce qui a eu un impact sur la qualité de l'éducation.** Au cours de l'année scolaire 2017–18, on comptait un total de 3 769 élèves inscrits pour 56 salles de classe réparties dans huit écoles de la région du Littoral — un ratio élèves/salle de classe de 67:1. Le nombre d'élèves inscrits est passé à 4 681 au cours de l'année scolaire 2018–19, ce qui a porté ce ratio à 84:1. L'école primaire publique bilingue de New Bell Bamiléké 1 a enregistré le ratio le plus élevé, soit 95 élèves par classe pour l'année scolaire 2017–18 et 110 élèves par classe pour l'année scolaire 2018–19 (UNICEF et Plan International 2019). La qualité de l'enseignement dans ces régions en a pris un coup. Une étude portant sur huit écoles de la région du Littoral, dont la population scolaire était de 3 769 élèves au cours de l'année scolaire 2017–18, a révélé qu'il y avait en moyenne 100 élèves pour chaque manuel de langue seconde et 167 élèves pour chaque manuel de sciences. Avec une augmentation de la population scolaire à 4 681 élèves durant l'année scolaire 2018–19, les huit écoles ont enregistré une moyenne de 8 élèves par manuel de lecture, 91 élèves par manuel de mathématiques, 125 par manuel de langue seconde et 200 par manuel de sciences. Sur la même période, le ratio élèves/enseignant est passé de 76,9 à 78 élèves par enseignant (UNICEF et Plan International 2019).

**Bien qu'il n'ait pas été initialement une cible délibérée des attaques des séparatistes, le secteur de la santé a été touché de plusieurs façons.** Il s'agit notamment des dégâts matériels, des attaques contre les professionnels de la santé, de l'accès réduit ou limité aux installations et aux soins de santé, et des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement. L'insécurité découlant du conflit a limité l'accès des citoyens aux centres de santé, notamment lors des bouclages et des couvre-feux imposés lors des opérations *villes mortes*. Cette situation a également interrompu l'approvisionnement en médicaments et en matériel. Le Fonds régional pour la promotion de la santé au Nord-Ouest et au Sud-Ouest signale qu'entre 2017 et 2019, il y a eu une réduction globale des ventes de médicaments essentiels de 51 % dans le Sud-Ouest et de 60 % dans le Nord-Ouest (NWRFHP 2019 ; SWRFHP 2019).

**La fermeture ou le fonctionnement limité des établissements de santé a réduit la couverture des services de santé essentiels, notamment en matière de santé reproductive et maternelle et de vaccination.** Au

Sud-Ouest, le MINSANTE a signalé une réduction de 50 % des naissances enregistrées dans les établissements de santé, passant de 26 391 naissances en 2016 à 12 905 en 2019, ce qui est probablement dû au fait que les femmes quittent leurs communautés en raison de l'insécurité et de la fermeture ou du fonctionnement partiel des établissements de santé. Le nombre d'établissements de santé notifiant des prestations de services de santé maternelle et infantile a diminué en raison du conflit, et ces établissements font état d'une exhaustivité des données de 80 % en 2019, contre 97 % en 2017 (MINSANTE 2019). Les données de l'enquête démographique et de santé d'une semaine de janvier 2020 montrent que seulement 12 % des femmes du Sud-Ouest accouchent dans un établissement de santé (OCHA 2020d), et 16,8 % dans le Nord-Ouest ; ces pourcentages étaient inférieurs à ceux de toute autre région du Cameroun (MINSANTE 2020b). Bien qu'elles ne soient pas directement comparables aux données de l'enquête en grappes à indicateurs multiples, cycle cinq (MICS5) de 2014, soit avant le conflit (selon lesquelles 82,5 % des femmes dans le Sud-Ouest et 96,1 % dans le Nord-Ouest ont accouché dans des établissements de santé), les données de 2020 indiquent une détérioration des conditions de santé des mères et des nouveau-nés en raison du conflit (MINSANTE, INS et UNICEF 2017). La vaccination a également été largement perturbée : depuis le début de l'année 2019, la plupart des 18 districts sanitaires ont notifié une couverture en DTP-HepHib-3 de seulement 40 % au Sud-Ouest, contre 93 % en 2014 (seuls six districts sanitaires ont atteint une couverture de plus de 50 % et trois ont signalé moins de 10 %) (MINSANTE 2019). L'UNICEF a récemment mis en garde contre un risque élevé d'épidémies de rougeole dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest en raison de la réduction de la vaccination (UNICEF 2020).

**Des professionnels de la santé ont été pris pour cible par l'armée et les séparatistes pour avoir soigné des miliciens et des soldats blessés et ont eté accusés de cacher des combattants dans les hôpitaux et les centres de santé.** Ces dynamiques ont conduit, au fil du temps, à des attaques intentionnelles et à l'occupation d'hôpitaux et de centres de santé dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, tant par les séparatistes armés que par les militaires, y compris le blocage des ambulances et des approvisionnements en médicaments et en équipements, et des attaques contre le personnel de santé et les patients (Adepoju 2019). En conséquence, de nombreux agents de santé ont fui le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, tandis que d'autres ont été tués ou blessés lors d'attaques. Une évaluation des besoins réalisée par International Medical Corps (IMC) en 2018 dans trois districts sanitaires du Sud-Ouest (Fontem, Kumba et Mamfe) a révélé des pénuries importantes de personnel de santé dues à la fermeture d'établissements de santé et à la fuite du personnel, avec un déficit de 122 personnes dans onze établissements de santé, ainsi que dans les trois hôpitaux de district où l'on dénombrait de 54 à 81 membres du personnel manquants (IMC 2018). En mai 2019, une organisation humanitaire a documenté 39 attaques contre des agents de santé au cours de l'année écoulée dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (MSF 2019).

**Les déplacements de population au sein du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, combinés à l'insécurité alimentaire et aux mauvaises conditions de vie, ont augmenté le risque de maladies, y compris les maladies et les épidémies d'origine hydrique.** Elle a également contribué à une augmentation de la malnutrition aiguë sévère, ou émaciation sévère,[16] qui est estimée à 2,7 % dans le Sud-Ouest (contre 0,7 % avant la crise) et à 2,1 % dans le Nord-Ouest (contre 0,4 % avant la crise) (PAM 2019 ; OCHA 2020d). La malnutrition aiguë globale, qui combine la malnutrition aiguë modérée et la malnutrition aiguë sévère, a été estimée à 7,3 % dans le Sud-Ouest (contre 2,9 % avant la crise) et à 5 % dans le Nord-Ouest (contre 1,9 % avant la crise) (PAM

16 L'émaciation est un indicateur de malnutrition aiguë, définie par un faible rapport poids/taille. Elle résulte d'un manque aigu de nourriture, mais peut être inversée par une réalimentation. En raison de son taux de mortalité relativement élevé, il s'agit de la plus haute priorité pour les interventions en matière de malnutrition dans les urgences humanitaires.

2019 ; OCHA 2020d). L'augmentation de la malnutrition aiguë dans le Sud-Ouest en 2019 peut être due à une disponibilité plus limitée des produits alimentaires sur le marché par rapport au Nord-Ouest, et à des niveaux plus élevés de détérioration des stratégies d'adaptation alimentaire (PAM 2019).

**L'augmentation du coût des soins de santé à la suite du conflit est une préoccupation croissante.** La MSNA 2019 dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a révélé que les préoccupations financières étaient le deuxième obstacle le plus signalé à l'accès aux soins de santé dans le Nord-Ouest (après l'éloignement par rapport à l'établissement) et le troisième dans le Sud-Ouest (après l'éloignement par rapport à l'établissement et la fermeture de l'établissement) (OCHA 2019c). L'évaluation des besoins réalisée par IMC en 2018 dans le Sud-Ouest a révélé que dans certains villages, les gens ne pouvaient pas se faire soigner en raison d'une multiplication par plus de quatre du coût du transport, qui est passé de 2 000 FCFA avant le conflit à 9 000 FCFA (IMC 2018).

**Au-delà du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'arrivée de personnes déplacées dans les régions de l'Ouest et du Littoral a mis à rude épreuve un secteur de la santé manquant de personnel, de fournitures et de services adéquats.** Une évaluation multisectorielle rapide (MIRA) réalisée par l'OCHA en 2019 a révélé l'insuffisance des ressources humaines et logistiques dans le secteur de la santé dans les zones d'accueil de personnes déplacées de l'Ouest et du Littoral, notamment le nombre insuffisant d'agents de santé, de médicaments essentiels, de fournitures de laboratoire et de services destinés aux personnes déplacées, tels que ceux destinés à répondre aux besoins psychosociaux (OCHA 2019e). Le peu de données disponibles sur les besoins sanitaires des personnes déplacées dans l'Ouest et le Littoral suggère une augmentation de la typhoïde, de la gastro-entérite, de la rougeole et du paludisme, ainsi que des défis nutritionnels accrus, probablement en raison des mauvaises conditions d'assainissement et de la couverture inadéquate des besoins en eau potable (OCHA 2019e). Les personnes déplacées sont également confrontées à des problèmes nutritionnels : l'évaluation MIRA de 2019 a révélé qu'à l'Ouest, les personnes déplacées sont passées de trois repas à un repas par jour, dont la qualité n'est pas toujours garantie (OCHA 2019e). Dans le Littoral, l'état nutritionnel des enfants est considéré comme particulièrement préoccupant ; beaucoup de femmes sont incapables de produire assez de lait pour assurer l'allaitement maternel exclusif de leurs bébés parce qu'elles n'ont pas assez à manger.

**De nombreuses personnes déplacées dans les deux régions n'ont pas les moyens d'accéder aux services de santé.** L'évaluation MIRA de 2019 a révélé que dans l'Ouest et le Littoral, l'accès aux services de santé est limité pour les personnes déplacées en raison du coût des traitements (OCHA 2019e). De même, la MSNA 2019 dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (qui a également évalué les villages des zones avoisinantes de l'Ouest et du Littoral) a révélé que les préoccupations financières étaient l'obstacle le plus signalé à l'accès aux soins de santé dans les deux régions (OCHA 2019c ; calculs des auteurs). Bien que certains habitants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest participent à des programmes de mutualisation des risques tels que l'Assistance sanitaire provinciale ecclésiastique de Bamenda (BEPHA), ces programmes ne couvrent pas les services dans les régions de l'Ouest et du Littoral (puisqu'ils doivent être accessibles dans les établissements partenaires de la BEPHA dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest). Étant donné que de nombreuses personnes déplacées ont également perdu leur source de revenus, elles ont encore moins de ressources pour payer les services dans les établissements de santé. Dans le Littoral, certaines personnes déplacées auraient été forcées de quitter l'hôpital parce qu'elles ne pouvaient pas payer, ou ont été obligées de fournir des services de nettoyage à l'hôpital en échange des soins de santé des membres de leur famille (OCHA 2019e).

**La crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a fragilisé les moyens de subsistance d'une grande partie de la population rurale.** L'agriculture est une source de revenus pour 74 % des ménages du Nord-Ouest et 53 % de ceux du Sud-Ouest (ECAM 4). Les journées *villes mortes* imposées par les milices ont empêché les

agriculteurs de travailler dans leurs champs pendant les périodes critiques où ils devaient planter, désherber, traiter ou récolter leurs cultures. Entre octobre 2017 et décembre 2019, les activités des personnes ont été restreintes pendant environ 30 % de tous les jours ouvrables (GICAM 2018). En outre, l'insécurité générale créée par la crise a limité la mobilité des agriculteurs et leur capacité à travailler au-delà de ces journées d'arrêt d'activité. De nombreux ménages ruraux ont également été contraints de fuir leurs exploitations.

**La crise a limité l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles et aux services de vulgarisation, et en a augmenté le coût.** De nombreux distributeurs qui fournissent des intrants agricoles essentiels, notamment des semences et des engrais, ont fui les zones touchées par le conflit. La crise a perturbé l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de ces intrants. Les magasins des centres clés du Nord-Ouest (notamment Donga Mantung, Bui, Boyo, Menchum et Momo) et du Sud-Ouest (notamment Lebialem, Ndian et Kupe-Muanenguba) ont fermé (Jude 2019 ; Ngobesing 2020). Cette situation a provoqué de graves pénuries, notamment dans les zones reculées (Jude 2019 ; Ngobesing 2020). D'autres estimations suggèrent que 58 à 90 % des agents de vulgarisation et des techniciens vétérinaires du Nord-Ouest et Sud-Ouest ont fui les zones qu'ils sont censés couvrir (il y a environ 1 000 agents de vulgarisation répartis entre les deux régions) (Jude 2019 ; Lawan 2020 ; Ngobesing 2020). Le coût du transport a généralement augmenté en raison de la crise, ce qui accroît le coût global du maintien des services de vulgarisation.

**L'appropriation des cultures et du bétail par les groupes armés non étatiques a également menacé les moyens de subsistance des agriculteurs.** Au Sud-Ouest, ces groupes se sont approprié plus de 500 tonnes de cacao, d'une valeur de plus de 1 million de dollars. On estime que 1,7 million de dollars de bétail a été tué ou confisqué dans le Nord-Ouest (Lawan 2020). Les groupes armés non étatiques se sont également approprié tout le stock de poissons d'élevage de la station piscicole de Bamessing.

**La crise a entraîné une baisse substantielle de la production des cultures de subsistance et de rente.** La production de maïs et de haricots — deux cultures essentielles souvent cultivées ensemble — a chuté de 15 % et 23 %, respectivement, dans le Nord-Ouest, et de 20 % et 33 % dans le Sud-Ouest (Jude 2019 ; Ngobesing 2020). La production d'autres cultures, notamment le manioc, l'igname, le taro et le plantain, a connu des baisses encore plus importantes. La valeur des cultures de subsistance perdues en 2018 est estimée avoir dépassé 180 millions de dollars dans le Nord-Ouest et 227 millions de dollars dans le Sud-Ouest. Les cultures de rente ont également été touchées : dans le Nord-Ouest, la production de cacao est tombée à zéro en 2018 (les niveaux de production d'avant la crise étaient déjà faibles, surtout par rapport aux niveaux du Sud-Ouest), et la production de café a chuté de 34 %. Au Sud-Ouest, la production d'huile de palme a chuté de 40 %, celle de cacao de 23 % et celle de bananes de 26 % (Jude 2019 ; Ngobesing 2020). La valeur des cultures commerciales perdues en 2018 est estimée à plus de 11 millions de dollars dans le Nord-Ouest et à plus de 122 millions de dollars dans le Sud-Ouest (valeurs exprimées en prix locaux).

**Les grandes entreprises agricoles — qui constituent le moteur de l'économie locale — ont été considérablement affectées (Jude 2019 ; Ngobesing 2020).** Les milices ont pris pour cible les employés des entreprises agricoles publiques, interrompant presque entièrement leurs activités. Toutes les plantations de bananes de la Cameroon Development Corporation dans le Sud-Ouest (près de 4 000 ha) et la moitié de sa plantation d'huile de palme (plus de 7 000 ha) ont été abandonnées. En conséquence, plus de 5 000 employés ont perdu leur emploi. Les plantations d'huile de palme de la PAMOL ont également été abandonnées, ce qui menace l'emploi de plus de 2 000 personnes. La situation menace également les grandes plantations privées, notamment la Cameroon Tea Estate, la Ndawara Highland Tea estate et certaines plantations privées d'huile de palme.

**La crise a eu un impact significatif sur les centres urbains du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Elle a entravé la prestation des services publics, perturbé le fonctionnement de l'administration publique et agi comme un frein sur l'économie. La combinaison de l'impact des arrêts d'activité forcés, des journées *villes mortes* et des niveaux élevés d'insécurité accroît le risque d'une augmentation de la pauvreté urbaine dans un contexte de criminalité croissante.

**La crise a perturbé la prestation des services publics dans les centres urbains.** Outre les dégâts matériels signalés ci-dessus, les niveaux élevés d'insécurité ont affecté l'exécution des fonctions clés de gouvernance, en particulier dans les petites villes isolées, où les services des préfectures ont fermé, ainsi que les écoles, les tribunaux et les bureaux des impôts (Alphonse 2019). Des fonctionnaires auraient également abandonné leurs lieux d'affectation après avoir été délibérément pris pour cible par des milices (VOA Afrique 2018). En outre, les menaces et les attaques des milices ont entravé la collecte des impôts ainsi que le paiement des factures de services publics, y compris dans les grandes villes telles que Bamenda et Kumba. Cela affecte à terme la fourniture d'électricité et de services de télécommunications (GICAM 2018).

**La crise a eu des répercussions négatives sur les activités des petites et grandes entreprises urbaines.** Outre la destruction des biens et des actifs, les entreprises sont confrontées au racket, aux enlèvements contre rançon et même aux assassinats ciblés. Les employés des entreprises, les hommes d'affaires et tout individu perçu comme riche sont devenus des cibles privilégiées pour les enlèvements dans des villes telles que Bamenda, Buea et Kumba (Kouagheu 2019a ; Alphonse 2019). Des preuves empiriques indiquent également que dans de nombreux villes et villages de la région, les gens ont de plus en plus recours au paiement d'une « contribution de soutien à la lutte » pour obtenir l'autorisation de mener des affaires ou, par exemple, de construire une maison, sans qu'eux-mêmes ou leur personnel ne soient kidnappés ou harcelés (Entretiens avec des informateurs au Nord-Ouest et au Sud-Ouest en mai 2020 ; Kouagheu 2019a). Des acteurs économiques clés, notamment les grossistes qui approvisionnent les marchés locaux, ont fui les zones touchées par le conflit en raison du niveau élevé d'insécurité, ce qui a eu des effets négatifs sur la productivité des entreprises formelles et informelles.

**La situation des personnes déplacées dans les centres urbains est particulièrement précaire.** Les personnes déplacées par le conflit sont en majorité parties des zones rurales vers les zones urbaines. Une augmentation aussi rapide de la population des petites villes a mis à rude épreuve les infrastructures et les services. La situation en matière de logement est particulièrement compliquée, car la majorité des personnes déplacées dans l'Ouest et le Littoral auraient emménagé chez des parents ou des amis. Certains ont pu louer des logements — ce qui réduit davantage leurs ressources limitées — tandis que d'autres ont dû dormir dans des cabanes près des fermes (OCHA 2019e).

**Les personnes déplacées n'ont généralement pas sollicité l'aide des autorités locales des villes qui les ont accueillies.** De nombreux ménages déplacés ont perdu l'essentiel de leurs biens ainsi que leur source habituelle de revenus, et ont donc des difficultés à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Cependant, les autorités locales des centres urbains d'accueil n'ont généralement pas eu à fournir de services ou d'assistance spécifiques aux personnes déplacées, car leur principal mode de réinstallation a consisté à compter sur leurs propres moyens. Les efforts pour suivre l'afflux de personnes déplacées ont été limités, bien que quelques responsables de villes aient lancé des initiatives pour les identifier et les enregistrer (OCHA 2019e). En l'absence d'une aide publique significative, les personnes déplacées ont compté sur leurs économies et sur l'aide de leurs proches pour se loger et se nourrir. L'une des principales contraintes auxquelles sont confrontées les personnes déplacées est l'absence de documents personnels (actes de naissance, cartes d'identité nationales,

diplômes, etc.), qui ont été perdus, détruits ou ont expiré durant le conflit. Dans certaines villes, jusqu'à 75 % des personnes déplacées n'ont pas de carte d'identité nationale, ce qui affecte leur capacité à accéder à la plupart des services publics (ainsi qu'à certaines transactions commerciales privées telles que l'ouverture d'un compte bancaire) et à se déplacer en toute sécurité, étant donné la pratique courante dans le pays de contrôles réguliers des cartes d'identité aux points de contrôle de la police.

**Peu d'opportunités sont offertes aux personnes déplacées dans les centres urbains, car les personnes déplacées sont en concurrence avec les locaux pour les emplois.** Ils ne peuvent exercer qu'un nombre limité d'activités, notamment la construction, le transport et le petit commerce. Les personnes déplacées qui parviennent à trouver du travail sont généralement sous-employées, et la majorité des opportunités se trouvent dans le secteur informel. En outre, les secteurs informels qui absorbaient la plupart des personnes déplacées (conduite de motos et de taxis, travaux de construction, commerce sur les marchés, etc.) arrivent à saturation. Des témoignages de conducteurs de motos à Douala, où une proportion très importante d'Anglophones a trouvé un emploi, et/ou des commentaires sur le nombre considérable de nouveaux arrivants sur les marchés de Douala, confirment cette conclusion. La pénurie d'emplois est antérieure à la crise, et l'afflux de personnes déplacées ne fait probablement qu'exacerber les tendances antérieures au conflit. Le marché du travail avant le conflit était caractérisé par des niveaux élevés de sous-emploi (personnes travaillant pour moins que le salaire minimum et/ou moins de 40 heures par semaine) (ECAM 4). Les médias locaux ont également rapporté des cas de prostitution, y compris de filles mineures (Kouagheu 2019b). Une enquête de terrain menée par la Cameroon Debate Association, une ONG locale de Dschang, a révélé que les personnes déplacées dans cette ville sont principalement employées comme conducteurs de motos et commerçants (CDA 2019).

## Impact économique

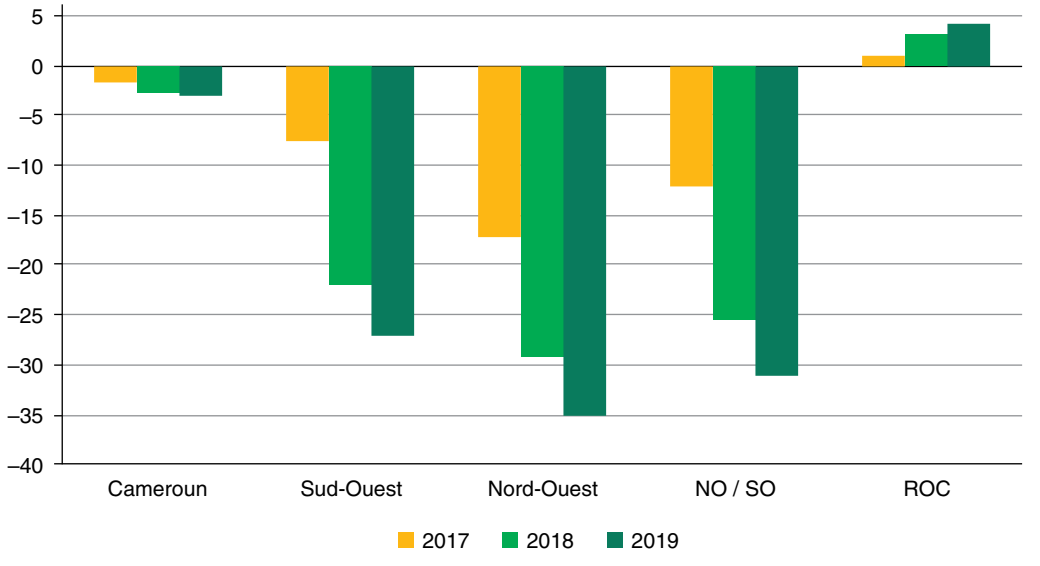
**La crise a provoqué une contraction importante des économies des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Compte tenu de l'ampleur de la destruction des actifs productifs, ainsi que des effets néfastes de la crise sur le marché du crédit local, les répercussions pourraient être durables. Les conséquences commencent à se faire sentir au niveau national, puisque la diminution de la capacité productive des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entrave le potentiel productif du Cameroun. Pourtant, l'impact économique à ce jour est plus mitigé au-delà du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en raison de plusieurs facteurs atténuants. Par exemple, certaines installations de production ont été déplacées des zones touchées par le conflit vers les régions voisines, la plupart des entreprises situées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont partiellement ou totalement redéployé leur personnel vers des régions plus sûres, les ménages ont déplacé leurs économies des zones touchées vers de grandes agglomérations plus sûres, l'amélioration de l'administration fiscale a permis d'atténuer la baisse des recettes perçues dans les deux régions touchées, et l'accès à l'éducation a été accru ailleurs suite aux déplacements.

**Le modèle informatisé d'équilibre général a été utilisé pour établir un scénario de référence servant de base à l'évaluation des impacts macroéconomiques et fiscaux à court terme de la crise aux niveaux national et régional.** Les canaux de transmission envisagés pour les simulations sont la migration, la participation de la main-d'œuvre, les coûts de transaction commerciale, la sous-utilisation du capital et la productivité. L'analyse du scénario historique hypothétique ou de référence (selon lequel la crise n'a pas eu lieu) montre que la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a empêché l'économie camerounaise de tirer pleinement parti du contexte mondial relativement favorable qui a précédé l'épidémie de COVID-19 et qui s'est caractérisé par un modeste rebond des principales exportations agricoles de rente du Cameroun en 2017 et 2018, notamment celles produites dans les deux régions touchées, telles que la banane, le café et le cacao. Le déplacement de

populations, la perte de jours de travail et l'effondrement de la productivité de ces secteurs dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ont contribué à une baisse des exportations de 5,3 %, à une baisse de la consommation finale de 3,4 % et à une baisse des investissements de 10,2 % par rapport au scénario de référence. En conséquence, les performances en matière de croissance ont été inférieures au potentiel, l'emploi s'est contracté et la protection sociale a diminué. La croissance annuelle du PIB aurait été de 4,5 % en 2019, au lieu des 3,8 % enregistrés au cours de cette période. En outre, près de 2 millions de travailleurs dans le Sud-Ouest et 1,2 million de travailleurs dans le Nord-Ouest ont probablement été touchés par la crise. Les effets combinés de la baisse des revenus due à la réduction des emplois et de la hausse des prix à la consommation due aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont considérablement entamé le bien-être. Le bien-être des ménages au niveau national, mesuré par la consommation réelle, était inférieur de 3,4 % en 2019 par rapport au scénario de référence.

**L'activité économique dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest s'est considérablement contractée en raison de la crise.** Une évaluation gouvernementale de l'impact économique a estimé à plus de 30 % la baisse des performances des unités industrielles et des services installés dans ces régions en 2017 (ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement régional 2018). Le plus grand syndicat national du secteur privé (le GICAM) a enquêté auprès des entreprises formelles de neuf secteurs, et estime que la perte de chiffre d'affaires de 2016 à juin 2019 avait atteint près de 800 milliards de FCFA (GICAM 2018). La même enquête suggère que de nombreuses grandes entreprises ont fermé leurs unités de production locales et suspendu leurs investissements. Pour les unités encore actives, les mesures nécessaires pour atténuer les risques de sécurité ont augmenté les coûts d'exploitation. Les estimations du modèle informatisé d'équilibre général suggèrent qu'en 2019, le PIB était inférieur au scénario de référence (pas de crise) d'environ 35,2 % et 27 % dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, respectivement (voir la figure 19). Bien que dévastateur pour les deux régions,

**FIGURE 19 Effet sur le PIB régional, 2017–19**

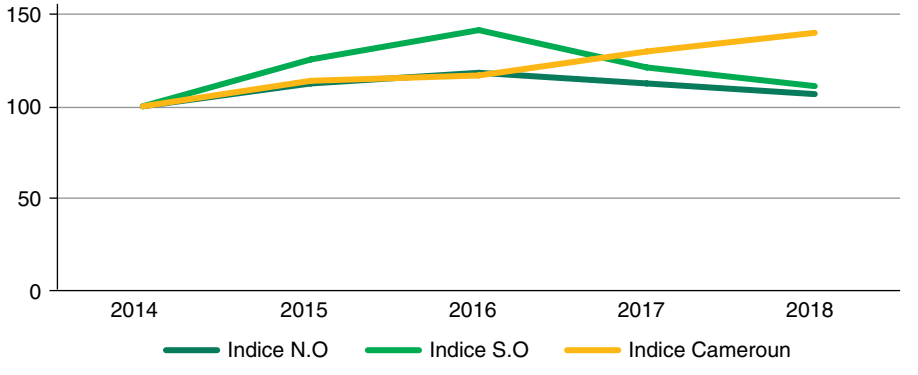



*Source* : Résultats de la simulation du modèle informatisé d'équilibre général.
*Note* : Les chiffres indiquent l'écart en pourcentage par rapport à la situation de référence (scénario sans conflit).

l'effet de la crise semble être pire dans le Nord-Ouest, probablement parce que le Sud-Ouest est moins rural, et donc l'activité économique y a peut-être été plus sûre que dans le Nord-Ouest. En outre, le secteur pétrolier, principale activité économique du Sud-Ouest, a été préservé par les autorités et n'a pas été affecté par la crise. La proximité du Sud-Ouest avec de grands centres urbains tels que Douala (à seulement 30 minutes de route de Buea, la capitale de la région) a apporté une résilience supplémentaire par rapport à la région Nord-Ouest, plus isolée et essentiellement rurale.

**Les tendances des recettes fiscales confirment le déclin des activités économiques au Nord-Ouest et au Sud-Ouest.** Les recettes fiscales avaient augmenté entre 2014 et 2016 d'environ 15 % dans le Nord-Ouest et de près de 40 % dans le Sud-Ouest. En 2018, le déclin des activités économiques ont provoqué leur retour à leur niveau de 2014 (voir la figure 20). Les estimations basées sur les rapports de l'administration fiscale pour 2014, 2016 et 2018 suggèrent que l'écart des recettes fiscales associé à la crise a atteint 10 % dans le Nord-Ouest et 21 % dans le Sud-Ouest (Ningaye et al. 2020). Ces dépressions régionales n'ont pas entraîné une baisse des recettes fiscales au niveau national, qui ont continué à croître depuis 2016. Les mesures prises par le gouvernement pour améliorer l'administration fiscale, notamment la poursuite des contrôles fiscaux et douaniers conjoints, le recoupement des données relatives aux clients et aux impôts, et la rationalisation des exonérations de la taxe sur la valeur ajoutée, ont largement compensé la baisse des recettes perçues dans les deux régions.

**FIGURE 20 Évolution des recettes fiscales (indices), 2014–18**




*Sources :* Rapports de l'administration fiscale pour 2014, 2016 et 2018.

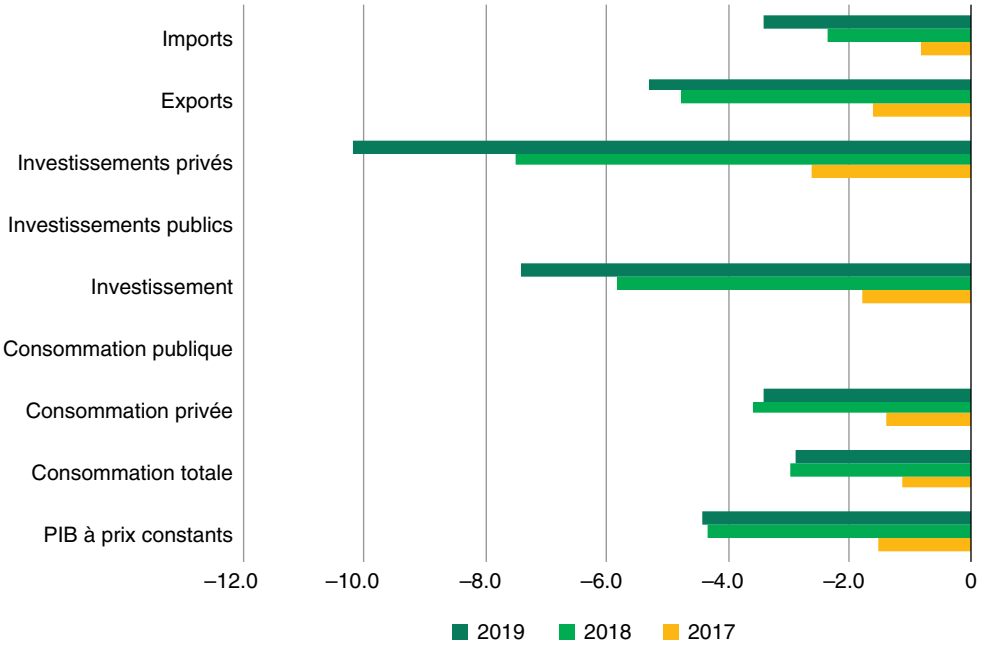
**La crise a affecté la mise en œuvre des investissements publics.** En 2018, le taux d'exécution du budget d'investissement public financé par le pays était de 54 % au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, contre 93 % au Nord-Ouest et 82 % au Sud-Ouest en 2016. Ce faible taux d'exécution est principalement dû aux problèmes de sécurité et au déplacement des fonctionnaires. Les régions voisines présentent également des taux faibles (bien que plus élevés que dans les régions directement touchées par le conflit). En 2018, ce taux était de 75 % dans l'Ouest et de 77 % dans le Littoral. Cette baisse de la mise en œuvre des investissements publics a à la fois des effets à court terme — en limitant les activités des entreprises qui réalisent ces projets — et des effets négatifs à long terme sur la productivité économique.

**Le secteur financier a également été touché par les perturbations et l'insécurité provoquées par la crise.** Le montant global des prêts à l'investissement a diminué, tandis que les prêts à la consommation ont augmenté, reflétant les stratégies des ménages pour faire face aux impacts de la crise. Le recul global des prêts à l'investissement est le résultat d'une baisse significative de 69 millions de dollars des prêts accordés dans les zones rurales. Cette baisse n'a été que partiellement compensée par une augmentation plus faible (32 millions de dollars) des prêts accordés dans les zones urbaines. Cette évolution peut être le résultat de la situation sécuritaire plus difficile dans les zones rurales et de la réinstallation des personnes déplacées des zones rurales dans les zones urbaines. La baisse du montant des prêts dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest n'a été que partiellement compensée par une augmentation dans le reste du pays. La baisse nette du montant total des prêts de microfinance au Cameroun par le biais du réseau de coopératives de crédit du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a atteint 37 millions de dollars. En outre, le montant des prêts non productifs (PNP) dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest a atteint près de 50 millions de dollars. Si elle se poursuit, cette tendance pourrait à terme menacer la viabilité du marché du crédit dans les régions directement touchées par la crise. Enfin, on estime que la crise a réduit les revenus du secteur de la microfinance au Cameroun de 17 millions de dollars. Selon les estimations, trois années supplémentaires entraîneraient un manque à gagner de 48 millions de dollars pour le Cameroun, et de 79 millions de dollars pour cinq ans (Banque mondiale n.d.(b)).

**Le niveau de l'emploi a été sérieusement affecté par la violence et l'effondrement de l'activité économique.** Les fermetures forcées et les déplacements internes ont fortement réduit les emplois. Une analyse hypothétique suivant le modèle informatisé d'équilibre général estime que près de 2 millions de travailleurs dans le Sud-Ouest et 1,2 million de travailleurs dans le Nord-Ouest ont probablement été affectés par la crise. La majeure partie du déficit d'emploi correspond aux personnes restées dans la région mais incapables de travailler en raison de fermetures forcées (villes mortes), de problèmes de sécurité (restrictions liées à l'état d'urgence) et de l'effondrement des activités économiques. L'effet sur l'emploi semble avoir été plus prononcé dans le Nord-Ouest, dont l'économie a été plus durement touchée. Dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, les travailleurs non qualifiés semblent plus touchés que les travailleurs qualifiés, du fait de la dévastation des secteurs agricoles où la plupart des travailleurs non qualifiés sont employés. Les travailleurs qualifiés sont employés de façon plus intensive dans les services et l'industrie manufacturière dans les zones urbaines, où la situation en matière de sécurité était bien meilleure.

**Au niveau macro, le Cameroun n'a pas été en mesure de tirer parti de l'environnement mondial, par ailleurs favorable, qui prévalait pendant la crise, avant la pandémie de COVID-19.** Comme le montre la figure 21, la croissance annuelle aurait été de 4,5 % en 2019, au lieu des 3,8 % effectivement enregistrés au cours de cette période. La mauvaise performance du PIB reflète une baisse des exportations de 5,3 %, une baisse de la consommation finale de 3,4 % et une baisse des investissements de 10,2 % par rapport au scénario de référence. La baisse des exportations traduisait le rôle joué par les deux régions dans l'offre de produits agricoles d'exportation. Si la production agricole des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne s'était pas effondrée, le Cameroun aurait été mieux placé pour bénéficier de la hausse modérée des prix des produits agricoles mondiaux (cacao, café et banane) en 2017 et 2018. Les performances en matière de croissance inférieures au potentiel sont également le résultat de l'augmentation des coûts des échanges pour l'ensemble du pays, car les mesures de sécurité imposaient des contrôles supplémentaires sur les marchandises échangées à l'intérieur du pays et des délais supplémentaires pour les marchandises dans les ports. La baisse des investissements est due à la chute des revenus et de l'épargne dans les régions touchées, ainsi qu'à l'augmentation du déficit public, avec un gouvernement qui a été contraint de maintenir des niveaux de dépenses élevés pour faire face à la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La détérioration du solde budgétaire liée au Nord-Ouest et au Sud-Ouest est due à l'augmentation des taux d'intérêt par rapport à ce qu'ils auraient été autrement, ce qui a contribué à entraver l'investissement privé.

**FIGURE 21 Effet sur le PIB national, 2017–19**




*Source :* Résultats de la simulation du modèle informatisé d'équilibre général.
*Note :* Les chiffres indiquent l'écart en pourcentage par rapport à la situation de référence.

**Les recettes perçues par le gouvernement en 2019 ont été inférieures de 4,8 % à ce qu'elles auraient été sans la crise, selon les résultats du modèle informatisé d'équilibre général.** Les recettes provenant des impôts directs et indirects dans les deux régions ont été considérablement réduites, non seulement par le déclin des activités économiques, mais aussi par la quasi-incapacité des institutions gouvernementales à fonctionner dans la plus grande part des régions touchées. Les recettes ont également été affectées par le moratoire fiscal officiellement déclaré pour les entreprises opérant dans les régions touchées en 2019. Le niveau des dépenses est resté élevé par nécessité, de sorte que la baisse des recettes a entraîné une détérioration substantielle du solde budgétaire global. En 2019, le déficit global était supérieur de 5,5 % à celui du scénario de référence.

**Les effets combinés de la baisse des revenus due à la réduction des emplois et de la hausse des prix à la consommation due aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont infligé un lourd tribut au bien-être des ménages.** Le bien-être des ménages au niveau national, mesuré par la consommation réelle, était inférieur de 3,4 % en 2019 par rapport au scénario de référence (pas de crise). L'impact sur les deux régions les plus touchées a été catastrophique. Le bien-être en 2019 était inférieur à celui du scénario de référence de 13,2 et 21,2 % dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, respectivement. Le Nord-Ouest a été la région la plus touchée en raison de sa situation plus faible en matière d'emploi.

## Crise de la gouvernance et pression croissante sur la cohésion sociale

**La cohésion sociale entre les populations anglophones et les populations francophones a été largement maintenue pendant la crise.** Bien qu'un haut degré de solidarité prévale, les familles d'accueil ouvrant leurs maisons aux familles et aux enfants déplacés, cette cohésion est de plus en plus mise à l'épreuve par l'impact démographique des flux de personnes déplacées en provenance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans certaines régions, le flux de personnes déplacées a mis à mal les services sociaux de base, notamment la santé, l'éducation, le logement, l'approvisionnement en eau et l'accès aux terres agricoles, tandis que la multiplication des acteurs du « petit commerce » a eu des répercussions sur le chiffre d'affaires et les recettes.

**L'arrivée des personnes déplacées a mis à rude épreuve les ménages d'accueil et a accru la concurrence pour les emplois limités et les services locaux.** La cohésion sociale entre les familles d'accueil et les populations déplacées a été mise à l'épreuve, car les ressources des familles d'accueil ont été fortement sollicitées afin d'accueillir les personnes déplacées et de s'adapter à des logements surpeuplés, ainsi qu'à des dépenses supplémentaires pour la nourriture et l'éducation. Bien qu'il n'y ait pas encore eu de signes de tensions majeures à propos d'une compétition autour des opportunités économiques entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées, il existe le risque que l'augmentation du nombre de personnes déplacées entraîne à terme des tensions dans certains secteurs. L'expérience d'autres pays montre qu'à mesure que la situation des personnes déplacées se prolonge, l'hospitalité initiale peut être fragilisée. Cependant, il est à noter qu'un plus grand nombre de personnes se sont déplacées du Nord-Ouest et du Sud-Ouest vers les régions francophones voisines du Cameroun que vers le Nigéria, avec lequel les personnes déplacées partagent la même langue.

**En ce qui concerne le dialogue politique avec le secteur public et les institutions de l'État, la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a mis à mal la cohésion nationale sur un certain nombre de vecteurs.** Elle a accentué les différences entre Francophones et Anglophones au niveau national : Les Anglophones critiquent les Francophones pour leur manque de solidarité et estiment que ces derniers ne comprennent pas vraiment les difficultés qui sont liées au fait d'être une minorité (ICG 2017). Un autre défi à la cohésion sociale au Cameroun, plus largement, est que les Francophones préfèrent une décentralisation effective au fédéralisme (ICG 2017). Les tensions entre les deux groupes linguistiques ont clairement porté atteinte à l'unité du pays, selon les données de l'enquête Afrobaromètre 2018 (voir figures 22a–c). Les Camerounais anglophones et francophones sont profondément divisés sur les questions fondamentales liées à la démocratie et à la légitimité de l'État : « Des divisions majeures sont apparues alors que de nombreux Camerounais anglophones ont abandonné leur soutien et leur croyance en la durabilité de la démocratie camerounaise, ainsi que leur confiance fondamentale dans l'État » (Lazar 2019). Il est particulièrement utile de souligner que l'enquête a révélé que la proportion d'enquêtés anglophones qui s'identifient plus fortement avec leur groupe ethnique que leur nationalité a quadruplé depuis 2015, pour atteindre près d'un tiers (31 %), contre 13 % chez les Francophones. Ainsi, les perceptions de plus en plus négatives parmi les citoyens anglophones semblent s'étendre à leur identification en tant que Camerounais (Lazar 2019).

**Ce clivage croissant menace les efforts de réconciliation avec le gouvernement.** Le niveau de colère à l'égard du gouvernement est si élevé que de nombreux Anglophones se rangeraient du côté des milices, qu'ils considèrent comme une force plus acceptable. Selon une enquête de *Foreign Policy*, même si 4 Anglophones sur 10 ont déclaré avoir vécu une expérience personnelle ou connaître une victime de la violence séparatiste, plus de 2 sur 3 ont convenu que les séparatistes avaient fait du bon travail dans la défense de leur cause (Habun et Opalo 2019). Les enquêtés décrivent régulièrement les séparatistes armés comme ayant été « mis dos au mur » par le gouvernement (Habun et Opalo 2019). Le clivage s'est également étendu aux clergés de l'Église

**FIGURE 22a Pas confiance en la police (part des enquêtés)**

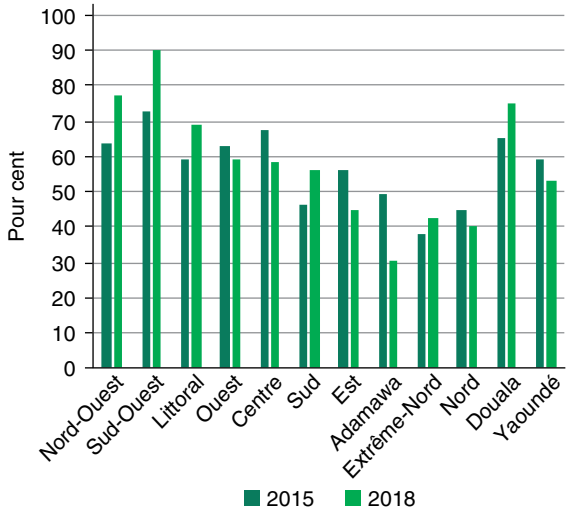



**FIGURE 22b Pas confiance dans les tribunaux locaux (part des enquêtés)**

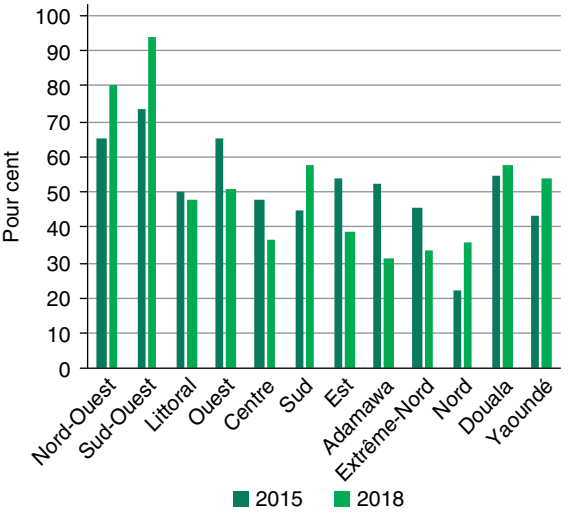
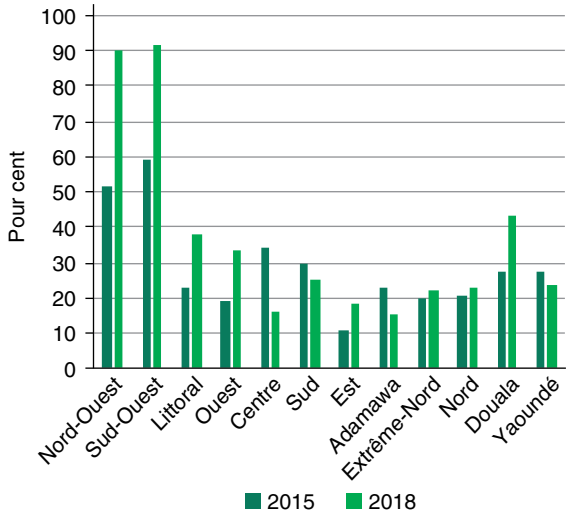



**FIGURE 22c Pas confiance en l'armée (part des personnes interrogées)**




*Source* : Enquêtes Afrobaromètre de 2015 et 2018 (Afrobaromètre 2020).

catholique, ce qui entrave son rôle potentiel de médiateur dans la crise (Kuwonu 2019). Cela explique également pourquoi de nombreux membres des factions sécessionnistes et une grande partie de la société civile des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont boycotté les pourparlers du Grand Dialogue national et restent sceptiques quant à l'annonce du gouvernement d'accorder un « statut spécial » aux deux régions (voir encadré 5).

**ENCADRÉ 5 Décentralisation et statut spécial des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest**

En 2019, le Cameroun a organisé un Grand Dialogue national pour proposer des solutions à la crise. Bien que les factions sécessionnistes et une grande partie de la société civile des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest aient boycotté les pourparlers, et que l'annonce de l'octroi par le gouvernement d'un « statut spécial » aux deux régions ait suscité des réactions mitigées, le résultat représente toujours l'option la plus plausible pour répondre aux griefs sous-jacents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'offre d'un statut spécial semble répondre aux principaux griefs des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest concernant le recul progressif de la structure fédérale originale, qui sauvegardait les institutions, la langue et l'identité culturelle anglophones. Le Dialogue national a été suivi par l'adoption d'un nouveau Code général des collectivités territoriales décentralisées en décembre 2019 (loi N 2019/024), qui prévoit un traitement partiellement différencié des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en leur accordant un « statut spécial » (quelques institutions et responsabilités différenciées). Cette décentralisation asymétrique est accordée par le biais de dispositions spéciales dans les domaines de la justice, de l'éducation, du développement régional, de la composition des assemblées régionales et de l'établissement d'une fonction de conciliateur.

Le Code général définit la décentralisation asymétrique comme comprenant les éléments suivants : l'utilisation de la *common law* et du système éducatif en langue anglaise dans ces régions, certains pouvoirs en matière de développement régional, une Chambre haute des chefs et la création d'un conciliateur public indépendant. Le code fournit des spécificités pour le système judiciaire anglo-saxon basé sur la *common law*, ainsi que pour le système éducatif anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le code remplace le conseil régional dans ces deux régions par une assemblée régionale bicamérale composée de la Chambre des représentants départementaux et la Chambre des chefs. Ce changement rend le rôle des chefs traditionnels plus explicite et plus affirmé dans ces régions que dans les autres, où ils siègent en tant que membres d'un organe monocaméral. La Chambre des chefs dispose d'un droit de veto suspensif et d'un rôle consultatif sur le statut de la chefferie traditionnelle et de quelques autres éléments tels que la gestion et la conservation des sites, monuments et vestiges historiques, l'organisation de manifestations culturelles et traditionnelles dans la région, la collecte et la traduction d'éléments de la tradition orale. Enfin, le nouveau code prévoit la création d'un Conciliateur public indépendant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest afin de mieux faire valoir les droits des citoyens et de traiter leurs doléances. Ce poste est un mélange de Cour constitutionnelle (pour la résolution des conflits entre les municipalités et les régions), de Médiateur (conflits entre les citoyens et les administrations municipales et régionales) et d'Auditeur public (pouvoir d'enquête à la demande de cinq membres de l'Assemblée ou du Parlement).

**La crise a également porté un coup à la légitimité des administrations locales ; certaines ont tout simplement été empêchées de fonctionner.** Le cadre de décentralisation a été modifié en décembre 2019 par une nouvelle loi de décentralisation en réponse au conflit actuel. Cette nouvelle loi a apporté plusieurs innovations, notamment (i) un nouveau régime de sélection des maires des 14 conseils municipaux des plus grandes villes du pays (ils ne seront plus nommés par le président de la République, mais élus localement par les conseillers municipaux) ; et (ii) une augmentation des ressources allouées aux collectivités territoriales (au moins 15 % du budget de l'État) (Hobson et al. 2018). Cependant, ce nouveau système d'élection ne semble pas être en mesure de restaurer la légitimité et l'autorité des administrations locales. Les forces séparatistes ont menacé les électeurs ayant l'intention de participer aux élections locales de février 2020 (Human Rights Watch 2020). Les fonctionnaires locaux en place opèrent dans un environnement particulièrement dangereux, car des groupes séparatistes ont kidnappé et tué au moins trois maires locaux depuis les élections de février 2020 (*Al Jazeera* 2020 ; Kindzeka 2020).

CHAPITRE 3

# Impacts potentiels à plus long terme d'un conflit prolongé

**L'analyse des chapitres 1 et 2 a démontré l'impact direct et multiforme de plus de trois ans de conflit sur la vie et les moyens de subsistance des populations dans tout le Cameroun.** Elle a montré les coûts économiques du conflit, tant en termes d'impact sur l'économie nationale que d'implications pour la reconstruction et le redressement futurs.

**Au moment de la rédaction du présent rapport, le conflit était toujours en cours et pourrait s'intensifier.** Le coordinateur résident de l'ONU pour le Cameroun a publié un avertissement en juin 2020 à propos de « l'augmentation des cas de harcèlement, des attaques, des enlèvements et des extorsions » auxquels sont confrontés les travailleurs humanitaires dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et la « pratique de plus en plus répandue » des groupes armés non étatiques consistant à établir des points de contrôle illégaux et à enlever les travailleurs humanitaires (OCHA 2020f). Il a indiqué que les forces de sécurité camerounaises auraient également retardé la circulation des camions de transport et de livraison de l'aide et retenu des équipements de protection, ce qui a obligé à réduire la livraison de l'aide.

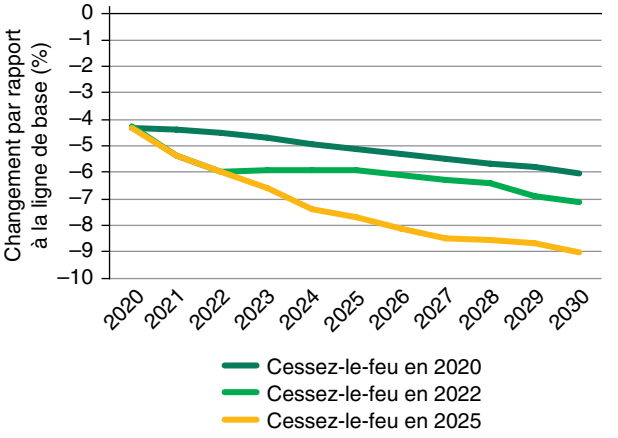
**Les tentatives de recherche de solution au conflit, notamment par le biais du Grand Dialogue national en septembre 2019, ont généré un certain nombre de propositions de mesures en réponse aux griefs, mais n'ont pas encore abouti à une feuille de route vers une paix négociée.** Le processus de négociation est entravé à la fois par la faiblesse des concessions que le gouvernement est prêt à faire et par les efforts des factions séparatistes pour réduire au silence les représentants anglophones modérés. Ces factions ont réussi à imposer le boycott des élections législatives et locales de février 2020, cimentant ainsi l'impasse de la gouvernance locale. Le conflit montre des signes clairs de prolongation : en moyenne, les guerres sécessionnistes sont le type de conflits civils le plus long (Fearon 2004) ; en 2019, on estimait entre 2 000 et 4 000 le nombre de combattants séparatistes actifs, répartis entre au moins sept milices (ICG 2019a). Les différends territoriaux sont répartis entre les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et la nature insurrectionnelle du conflit fait que l'armée n'a pas été en mesure jusqu'à présent de rétablir le contrôle territorial. Une économie de guerre se développe également autour des zones de tension, alimentée en partie par des enlèvements de plus en plus fréquents, qui fournissent aux combattants séparatistes les ressources financières nécessaires pour poursuivre les combats.

**Les perceptions de l'aide internationale semblent changer parmi les groupes armés non étatiques, rendant le soutien international plus périlleux.** Comprendre la position des groupes armés non étatiques à l'égard de l'aide internationale a toujours été complexe et diffère considérablement selon la façon dont chaque groupe perçoit cette aide, les acteurs qui la fournissent et leurs liens avec le gouvernement national. Les groupes armés non étatiques ont délibérément pris pour cible l'aide au développement, qu'elle soit mise en œuvre par le gouvernement ou par des organisations tierces, dans le cadre de leurs attaques contre tout ce qui représente l'État. Le conflit a également connu une croissance rapide de la fourniture d'aide humanitaire, auparavant inexistante dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, et des efforts associés de la communauté humanitaire internationale pour négocier un accès afin de fournir une aide vitale. Certains signes indiquent que la majorité des groupes armés non étatiques comprennent la distinction entre l'aide humanitaire et l'aide au développement — en particulier le fait qu'elle est neutre et impartiale, et formellement dissociée des systèmes gouvernementaux. Certains éléments indiquent également que certains groupes étaient heureux de permettre aux acteurs humanitaires d'opérer, car ils pouvaient en revendiquer le « crédit » et acquérir de la légitimité par l'aide apportée à la population. Malheureusement, la publication du *Plan de reconstruction et réhabilitation présidentiel* à la mi-2020 semble avoir changé la donne en effaçant la distinction entre les deux catégories de soutien, et en donnant l'impression que tout le soutien international serait lié à cet effort mené par le gouvernement. Le résultat a été une annulation de l'accès que certaines organisations humanitaires avaient pu négocier, et une augmentation du nombre d'attaques.

**En l'absence d'une solution imminente, il convient de comprendre les conséquences possibles d'un conflit prolongé.** Les simulations initiales effectuées dans le cadre de cette étude s'appuyaient sur l'hypothèse d'un arrêt immédiat du conflit, en 2020. Deux scénarios alternatifs prolongés ont également été élaborés, montrant que le conflit s'achèverait soit en 2022, soit en 2025. Dans les deux cas, les chocs et les paramètres sont les mêmes que dans la spécification de référence. L'impact macroéconomique à long terme est évalué au moyen de trois scénarios : Le scénario 1, optimiste, suppose un cessez-le-feu immédiat et que les personnes déplacées commencent à retourner dans leurs régions avant la fin de 2020. Cependant, toutes les personnes déplacées ne reviendront pas, et les activités ne reprendront pas avant 2022. Un scénario 2 modérément optimiste suppose la fin du conflit dans deux ans, avec la fin des opérations *villes mortes* et le début du retour des personnes déplacées d'ici à la fin de 2022. Toutes les personnes déplacées ne reviendront pas, et l'activité ne reprendra pas avant 2024. Enfin, le scénario 3, pessimiste, suppose une fin du conflit dans cinq ans, avec la fin des opérations *villes mortes* et le retour des personnes déplacées à la fin de 2025. Toutes les personnes déplacées ne reviendront pas, et l'activité ne reprendra pas avant 2027.

**Ces scénarios suggèrent que les impacts du conflit risquent de continuer de s'accroître tant qu'une solution n'est pas trouvée.** Au niveau national, les résultats de la simulation indiquent un effet négatif important au-delà du cessez-le-feu et du retour à la normale, qui est entendu comme le retour de toutes les personnes déplacées, la réorganisation des entreprises et la reconstruction des infrastructures deux ans plus tard en l'absence d'interventions politiques. Même dans le cadre du scénario 1 optimiste, les séquelles laissées par les dommages passés auront un effet négatif important sur le potentiel de croissance à long terme. Le PIB national serait inférieur au scénario de référence (le scénario élaboré avant l'avènement de la crise) d'environ 4 % en 2025 et de 6 % en 2030 (voir la figure 23). La persistance du conflit au-delà de 2020 creuserait considérablement l'écart de production. Dans le cadre du scénario 2 (fin du conflit en 2022) et du scénario 3 (fin du conflit en 2025), le PIB national serait inférieur au scénario de référence d'environ 7 % et 9 %, respectivement.

**FIGURE 23 Écart du PIB national par rapport au scénario de référence, 2020–30**




*Source* : Résultats de la simulation du modèle informatisé d'équilibre général.

**La persistance de la crise et la perturbation des infrastructures, des services publics et du secteur productif réduiraient considérablement la croissance à long terme dans les deux régions touchées.** Les figures 24a–b montrent que, selon le scénario optimiste, le PIB régional du Nord-Ouest serait inférieur de 45 % en 2025 et de 47 % en 2030, tandis que celui du Sud-Ouest serait inférieur de 40 % en 2025 et de 39 % en 2030. Selon les scénarios les plus pessimistes, les estimations montrent que la perte de PIB au Nord-Ouest serait comprise entre 50 % (scénario 2) et 60 % (scénario 3) en 2030. Le PIB régional du Sud-Ouest serait inférieur de 43 % dans le scénario 2 et de plus de 50 % dans le scénario 3 en 2030.

**FIGURE 24a PIB du Nord-Ouest, 2020–2030**

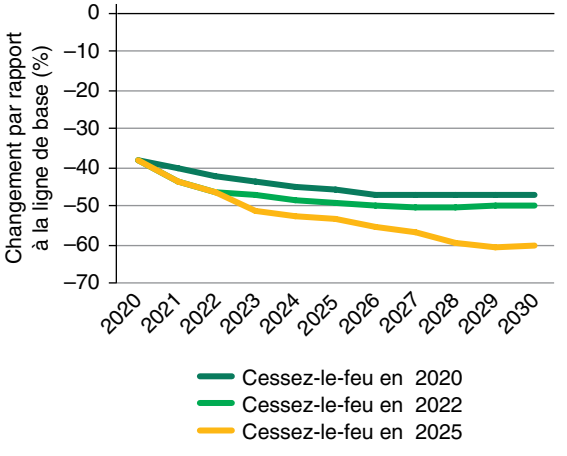
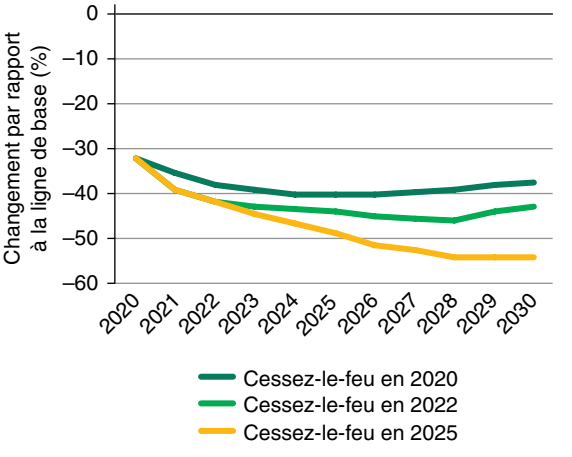



**FIGURE 24b PIB du Sud-Ouest, 2020–2030**




*Source* : Résultats de la simulation du modèle informatisé d'équilibre général.
*Note* : Les chiffres indiquent l'écart en pourcentage par rapport à la situation de référence.

**FIGURE 25a Effet sur le bien-être au Nord-Ouest, 2020–2030**

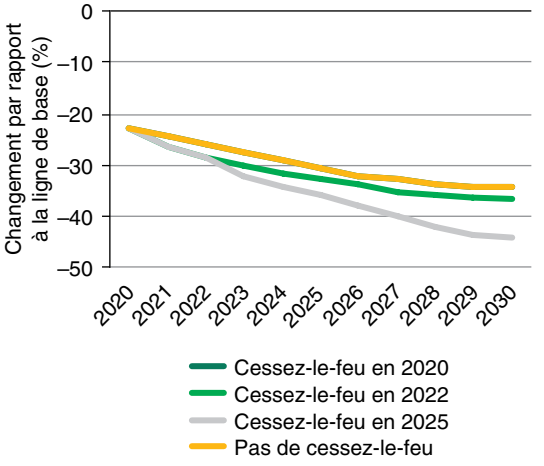
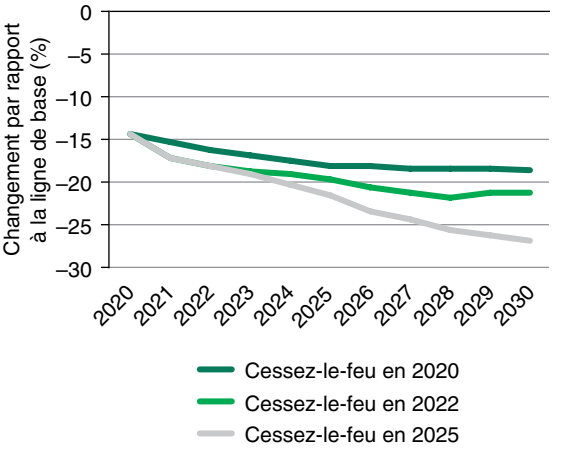



**FIGURE 25b Effet sur le bien-être au Sud-Ouest, 2020–2030**




*Source* : Résultats de la simulation du modèle informatisé d'équilibre général.
*Note* : Les chiffres indiquent l'écart en pourcentage par rapport à la situation de référence.

**La baisse à long terme du PIB pourrait avoir un impact catastrophique sur le bien-être des ménages dans les deux régions touchées.** Dans le scénario optimiste, le bien-être des ménages dans le Sud-Ouest serait inférieur à celui du scénario de référence de 18 % en 2020, de 21 % en 2025 et de 27 % en 2030. Dans le Nord-Ouest, le bien-être des ménages serait inférieur à celui du scénario de référence de 34 % en 2020, 37 % en 2025 et 44 % en 2030 (voir figures 25a–b). À la fin de l'horizon temporel du modèle (2030), le bien-être des ménages au niveau national dans le cadre du scénario 1 (fin du conflit en 2020), du scénario 2 (fin du conflit en 2022) et du scénario 3 (fin du conflit en 2025) serait inférieur à celui du scénario de référence d'environ 5,2 %, 6,1 % et 7,8 %, respectivement.

**Un conflit prolongé est également susceptible d'avoir des conséquences désastreuses pour le secteur financier.** L'ampleur de la substitution de portefeuilles, le clivage rural/urbain et l'augmentation des prêts non productifs sur le marché du microcrédit laissent entrevoir un possible déclin du bien-être social des populations rurales et des institutions de microcrédit qui ont servi de force vitale aux habitants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis 1963. Des arrêts de production représentant environ 25 % du temps d'activité mensuel et l'insécurité généralisée ont sérieusement affecté la capacité des entreprises à rembourser leurs prêts. L'insécurité a également rendu difficile le recouvrement des prêts par les employés des institutions de microfinance, ce qui explique l'augmentation des prêts non productifs et la détérioration de la rentabilité et de la viabilité de ces institutions. La conséquence globale sera la liquidation et la perte de ressources déjà rares, ce qui pourrait exacerber la pauvreté dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

**Un conflit prolongé et l'insécurité pourraient conduire à des déplacements de longue durée.** L'analyse qui sous-tend cette étude ne peut pas générer de prédictions sur l'évolution future des déplacements en réponse à une crise prolongée. Les personnes déplacées ont différentes options et différents niveaux de résilience

(y compris les actifs et les opportunités) qui auront un impact sur la façon dont elles choisissent de faire face à la situation. Pourtant, une crise prolongée signifierait que l'insécurité empêcherait probablement une majorité de personnes déplacées de rentrer chez elles pendant une période plus longue, ce qui exercerait une pression croissante sur des biens déjà amoindris et augmenterait leur vulnérabilité et leur pauvreté. Plus la crise dure, plus il y a de risques qu'un grand nombre de personnes déplacées choisissent de s'installer définitivement dans leurs nouvelles communautés. Un tel processus pourrait avoir de profondes répercussions sur la forme et la composition de la société camerounaise au fil du temps. S'il peut s'agir d'un processus progressif et naturel dans lequel les communautés déplacées et d'accueil trouvent un équilibre à la lumière de ces arrangements, cela peut également déclencher des tensions sociales dans les situations où cet équilibre est jugé inférieur à la situation d'origine. En outre, étant donné que les avantages détenus par les personnes déplacées les plus ingénieuses et les mieux organisées en réseaux les rendent plus susceptibles de s'installer ailleurs, leur absence des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pourrait affecter la capacité de redressement après le conflit. La résolution de la crise des déplacés sera résolue dépendra également d'un certain nombre d'autres facteurs, tels que le niveau d'affinité des personnes déplacées avec le système et la langue anglophones. Les expériences internationales, telles que décrites dans l'encadré 6, offrent des points d'entrée pour comprendre l'impact plus nuancé sur les différentes catégories de personnes.

**L'impact sur la vie et les moyens de subsistance des personnes a déjà été préjudiciable, mais il risque de s'aggraver avec un conflit prolongé.** De nombreux enfants n'ont pas été scolarisés pendant plus de deux ans en raison de la crise. Beaucoup ne retourneront probablement pas d'où ils viennent. Les analyses montrent que deux années de scolarité perdues sont susceptibles d'avoir un impact substantiel sur l'apprentissage. Les résultats des tests harmonisés devraient baisser de 409 à 361 dans le NO, et de 454 à 406 dans le SO. Le nombre d'années de scolarité ajusté à l'apprentissage diminuera également, passant de 6,4 à 4,5 dans le Nord-Ouest et de 7,9 à 5,8 dans le Sud-Ouest. Ces indicateurs continueront à se détériorer à mesure que le conflit persiste (voir le tableau 6), ce qui réduira les possibilités de gagner sa vie. Au Cameroun, l'obtention d'un diplôme du premier niveau de l'enseignement secondaire génère un rendement marginal de 2,54 % pour les fonctionnaires, de 4,70 % pour les travailleurs du secteur privé formel et de 5,53 % pour les travailleurs du secteur informel. Deux années supplémentaires de scolarité après l'examen du GCE-A Level augmentent les salaires d'environ 6,54 % dans le secteur public et 32,96 % dans le secteur privé formel (ECAM 4).

**TABLEAU 6 Impact sur l'apprentissage des années de scolarité perdues**

| | Cadre de référence (ICH 2017)) | Perte de 2 ans | Perte de 3 ans | Perte de 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Années de scolarité prévues, NO | 9,8 | 7,8 | 6,8 | 4,8 |
| Résultats des tests harmonisés, NO | 409 | 361 | 337 | 289 |
| Années de scolarité adaptées à l'apprentissage, NO | 6,4 | 4,5 | 3,7 | 2,2 |
| Années de scolarité prévues, SO | 10,9 | 8,9 | 7,9 | 5,9 |
| Résultats des tests harmonisés, SO | 454 | 406 | 382 | 334 |
| Années de scolarité adaptées à l'apprentissage, NO | 7,9 | 5,8 | 4,8 | 3,2 |

*Source* : Calculs des auteurs à partir des données de l'ICH du Cameroun et du niveau régional (2017).

## ENCADRÉ 6 Comprendre l'impact diversifié sur les personnes déplacées

L'expérience internationale permet quelques considérations sur ce que pourrait être l'impact de ces déplacements prolongés pour ceux qui restent dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et ceux qui quittent les deux régions de façon temporaire ou définitive.

L'impact le plus grave serait ressenti par la majorité des personnes déplacées qui restent dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Comme on l'a vu plus haut, ce groupe fait partie des plus pauvres et des plus vulnérables, pour qui se déplacer et le laisser derrière soi de maigres biens ont le plus grand impact relatif. Une crise prolongée entraînera probablement de nouvelles vulnérabilités pour cette population. Comme ils sont déplacés à l'intérieur du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ils seront également soumis à une insécurité permanente et risqueront des attaques qui déclencheront de nouveaux déplacements. De nombreuses personnes déplacées risquent donc de souffrir de cycles répétés de déplacement, chacun d'entre eux épuisant le capital physique, humain et social. Il est extrêmement difficile de se remettre de telles pertes, et chaque nouveau choc peut obliger les ménages à prendre des mesures préjudiciables pour faire face à la situation à court terme, ce qui conduit à une plus grande privation et à une détérioration du capital humain à long terme, par exemple en retirant les enfants de l'école pour qu'ils travaillent et gagnent un revenu supplémentaire, en épuisant les ressources naturelles au-delà d'un niveau durable, en vendant rapidement des terres, du bétail ou d'autres biens à bas prix, ou en réduisant l'apport nutritionnel en dessous des niveaux sains.

Pour ceux qui quittent le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et restent des déplacés pendant une longue période d'insécurité, les résultats varieront considérablement selon les individus et les ménages. Un nombre significatif d'entre eux peuvent atteindre la solution pérenne de « l'intégration durable » par laquelle ils ne souffrent plus de vulnérabilités spécifiques liées à leur déplacement et s'installent de façon définitive dans leurs nouvelles communautés. Ils peuvent rester pauvres et vulnérables, mais à un niveau comparable à celui de leurs voisins non déplacés. Cependant, beaucoup d'entre eux peuvent continuer à subir des vulnérabilités spécifiques qui s'aggravent avec le temps. Une enquête menée au Burundi a révélé les conséquences négatives à long terme du déplacement : pour chaque période de deux ans d'absence d'un ménage, l'apport calorique et les dépenses alimentaires ont diminué de 1 % par rapport au ménage moyen (Gouvernement du Burundi 2006). Un déplacement plus long fait qu'il devient plus difficile de se réadapter et de gagner sa vie, ce qui réduit le bien-être des ménages au fil du temps et augmente le risque de pauvreté intergénérationnelle.

Les personnes déplacées les plus ingénieuses, qui ont utilisé leurs biens et leurs réseaux pour s'installer dans des zones plus sûres, ont également plus de chances de jeter les bases d'une « nouvelle vie » si le conflit se prolonge. Pour certains, si leur déplacement se poursuit, le coût du déplacement peut, dans une certaine mesure, devenir « ponctuel », car ils trouvent de nouvelles possibilités de revenus, de nouveaux réseaux et de nouvelles opportunités pour leurs enfants. À un moment donné, ils deviennent socioéconomiquement similaires à d'autres migrants internes ou résidents de même niveau socioéconomique.

Pour ceux qui cessent d'éprouver des vulnérabilités spécifiques liées à leur déplacement, l'accès aux opportunités de développement peut se faire sur un pied d'égalité avec les non-déplacés, et beaucoup dans ce groupe peuvent ne jamais revenir en arrière — sans impact négatif pour eux-mêmes ou leurs hôtes. Pour les personnes dont les revenus sont liés à des actifs physiques dans le lieu d'origine, le déplacement à long terme peut compromettre leur capacité à récupérer ces actifs, en particulier dans les zones où la législation et l'administration relatives à la terre et à la propriété sont faibles.

**L'impact de la crise sur la fréquentation scolaire devrait se refléter dans les mesures du capital humain.** Comme nous l'avons indiqué, l'ICH mesure la productivité de la prochaine génération de travailleurs, par rapport au point de référence que constituent une éducation complète et une santé parfaite. Avant le conflit, l'ICH pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest était estimé à 0,4377 et 0,4951, respectivement. Ce chiffre est proche de celui des villes les plus performantes, à savoir Yaoundé (0,5069) et Douala (0,4860). Si environ deux années d'école sont perdues à cause du conflit, l'ICH pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest chute à 0,3942 et 0,4408, respectivement, si l'on considère l'effet de la crise sur l'éducation *uniquement*.[17] La perte de scolarité et d'apprentissage réduira les possibilités de gagner sa vie pour les jeunes touchés. En raison de la baisse du nombre d'années de scolarité ajustées à l'apprentissage, les personnes originaires du Nord-Ouest et du Sud-Ouest subiront un choc sur leur revenu du marché du travail équivalent à plus d'un mois de salaire par an. Les simulations montrent qu'en moyenne, la perte attendue de revenus annuels par individu variera de 380 à 836 USD dans le Nord-Ouest, et de 425 à 949 USD dans le Sud-Ouest. Il s'agit d'une perte équivalente à 1,3 mois et 3 mois de revenus mensuels, respectivement. Au cours de la vie d'un individu, cette perte due à une moindre scolarisation et à un moindre apprentissage varie entre 4 001,94 et 8 797,95 dollars dans le Nord-Ouest et entre 4 476,39 et 9 984,06 dollars dans le Sud-Ouest (voir tableau 7).

**TABLEAU 7 Coûts économiques des années de scolarisation perdues**

| | Perte de 2 ans | Perte de 3 ans | Perte de 5 ans |
|---|---|---|---|
| Perte de revenus annuels par individu, NO | 380 USD | 547 USD | 836 USD |
| Perte attendue par individu au cours de la vie, NO | 4 001,94 USD | 5 761,53 USD | 8 797,95 USD |
| Perte globale au cours de la vie, NO (total non scolarisés) | 955 768 059,71 USD | 1 376 003 680,26 USD | 2 101 178 102,78 USD |
| Perte de revenus annuels par individu, SO | 425 USD | 615 USD | 949 USD |
| Perte attendue par individu au cours de la vie, SO | 4 476,39 USD | 6 473,20 USD | 9 984,06 USD |
| Perte globale au cours de la vie, SO (total non scolarisés) | 824 421 277,25 USD | 1 192 176 265,37 USD | 1 838 774 940,58 USD |

*Sources* : Calculs des auteurs basés sur l'ICH du Cameroun utilisant des données au niveau régional (2017) ; traitement des microdonnées d'ILOSTAT sur le salaire mensuel moyen des employés ; Psacharopoulos et Patrinos 2018.

**L'impact sur le capital humain peut également être évalué en examinant la mortalité infantile et maternelle et l'impact sur la production future, mesuré par le PIB hors santé.**[18] La valeur actualisée par habitant de la perte future de PIB hors santé due au décès d'enfants de moins de 5 ans en 2013 a été évaluée à 57 584 USD par enfant pour la région de l'Afrique. Avec un total de 1 252 décès de nourrissons dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour 2017 et 2018, l'impact total de la mortalité infantile sur la production future est estimé à 92,1 millions USD, augmentant à 276,4 millions USD à moyen terme (3 ans), et à 460,7 millions USD à long terme (5 ans) si le conflit se poursuit. De même, la perte moyenne de PIB hors santé par décès maternel est de 43 304 USD pour les pays à revenu intermédiaire en Afrique, ce qui signifie que l'impact estimé des quelque 300 décès maternels enregistrés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest au cours de la période 2017–18 serait de 13 millions USD, augmentant à 39 millions USD à moyen terme (3 ans), et à 65 millions USD à long terme (5 ans).

17 Calculs des auteurs.

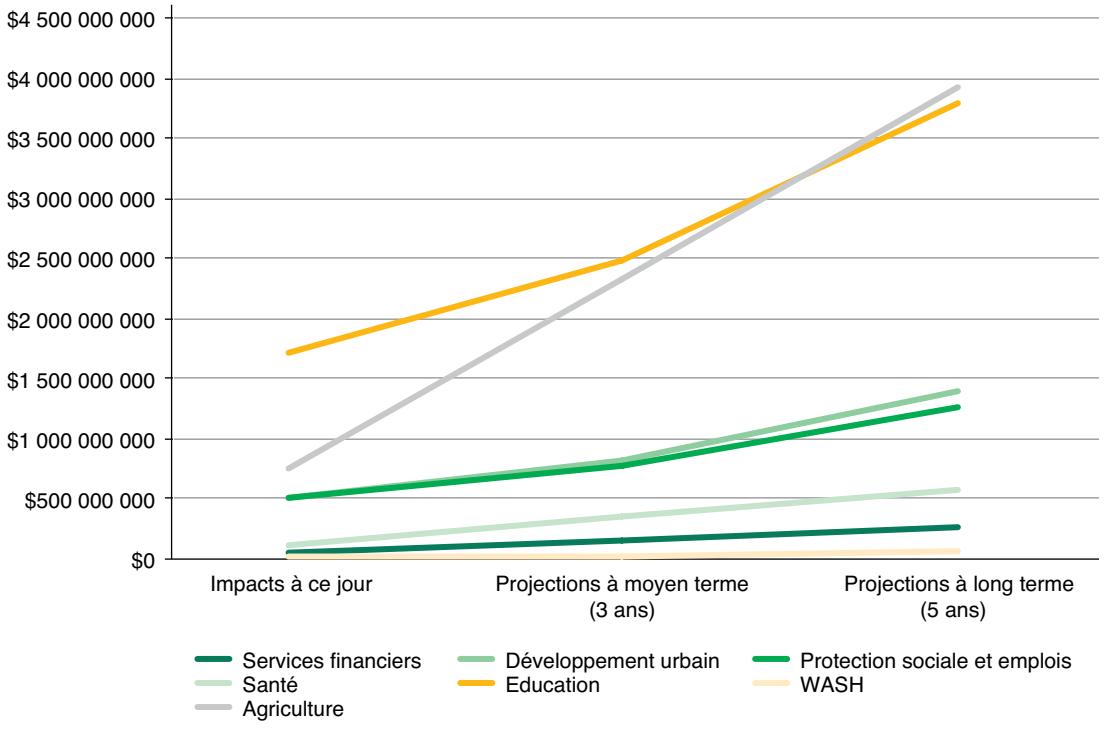
18 La « perte de PIB hors santé » est l'impact économique *indirect* de la maladie (ou, dans ce cas, de la mortalité infantile) calculé en considérant l'effet sur la production ou la consommation de biens et services non sanitaires uniquement. Cette façon d'évaluer l'impact économique est une approche commune dans la littérature sur l'économie de la santé publique et est conforme aux recommandations de l'OMS décrites à l'adresse suivante : https://www.who.int/choice/publications/d_economic_impact_guide.pdf?ua=1.

**La crise risque d'avoir un impact durable sur les taux de pauvreté.** Les ménages qui ont perdu leurs revenus ne peuvent plus se permettre de payer les services de santé ou d'envoyer leurs enfants à l'école. Cette érosion du capital humain a des effets négatifs à long terme sur la productivité économique, poussant les ménages dans la pauvreté chronique. Plus la crise est longue, plus le cycle d'érosion qu'elle peut déclencher est grave, et plus la transmission intergénérationnelle de la pauvreté devient probable. Les données sur la distribution de l'aide soutiennent cette analyse en montrant l'augmentation rapide du nombre de personnes qui dépendent de l'aide humanitaire. D'après les évaluations successives des besoins humanitaires, le nombre de personnes dans le besoin au Cameroun a augmenté de plus de 40 % entre 2016 et 2019, passant de 2,7 millions à 3,9 millions ; la grande majorité de cette augmentation est associée à la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (OCHA 2020e). Au cours de l'année écoulée, les appels humanitaires pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont augmenté de façon spectaculaire, les agences humanitaires ayant pris le relais pour la fourniture de services de base à la population de ces régions. Cette tendance à une dépendance accrue vis-à-vis de l'aide humanitaire devrait inquiéter le gouvernement : si l'aide humanitaire est censée être une aide d'urgence, dans la pratique, elle peut facilement devenir une aide à long terme en réponse à des crises prolongées et récurrentes. En 2014, plus de 90 % des pays ayant lancé des appels humanitaires annuels avaient lancé de tels appels depuis trois ans ou plus, et 60 % depuis plus de huit ans (Bennett 2015).

**Le coût du redressement et de la reconstruction augmentera avec la durée du conflit.** Les trois scénarios présentés ci-dessus montrent que le niveau de productivité après la crise ne représentera que les trois quarts du niveau d'avant la crise, en raison des dommages durables et potentiellement permanents infligés par la perturbation des infrastructures et la destruction du capital humain par les décès. Les simulations indiquent qu'un relèvement total n'est pas possible. L'analyse des besoins entreprise dans le cadre de cette étude montre également l'augmentation progressive du coût de l'impact dans le temps (voir figure 26). À la fin de l'année 2019, les conséquences financières du conflit dans les sept secteurs considérés dans ce rapport ont été estimées à près de 3,7 milliards de dollars, soit près de 10 % du PIB national. Ce chiffre doublera quasiment pour atteindre 10,6 milliards de dollars si le conflit dure encore trois ans, et atteindra le montant stupéfiant de 14,9 milliards de dollars, soit 38,6 % du PIB, s'il se prolonge encore cinq ans. Cette évaluation est soutenue par la propre évaluation des dommages effectuée par le gouvernement, qui souligne les investissements substantiels nécessaires pour atténuer les impacts sociaux de la crise et permettre aux économies touchées par la crise de se redresser (République du Cameroun 2020).

**Plus l'on tardera à trouver une solution, plus le processus de redressement sera également long et compliqué.** Une résolution immédiate lèverait les obstacles sécuritaires et permettrait la reprise de l'activité économique et des services publics, ainsi que le retour des fonctionnaires déplacés, ce qui permettrait de lancer un processus de redressement gérable. Mais une crise qui s'installe durablement aggraverait l'impact économique et social et saperait davantage la capacité de la population à se rétablir. Si le conflit dure jusqu'en 2030, une génération entière d'enfants des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest aura reçu une éducation insuffisante. Cette situation, associée à un flux continu de personnes déplacées et à une importante fuite des cerveaux, aura provoqué un déclin dramatique du capital humain et de la capacité administrative des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à gérer un processus de reprise. Une incapacité à long terme d'investir dans les régions entraînera probablement un déclin économique structurel, qui ne sera peut-être pas facile à résoudre après le conflit. Cette situation serait probablement amplifiée par la destruction continue des infrastructures et la capacité limitée de l'État à investir dans de nouvelles infrastructures ou à réparer les actifs détruits.

**FIGURE 26 Coûts du conflit par secteur**




*Source* : Calculs des auteurs.

**Un conflit prolongé est susceptible d'affecter directement la réputation internationale du Cameroun.** Alors que le conflit dans l'Extrême-Nord a suscité une reconnaissance positive significative de la contribution du Cameroun à la lutte contre un groupe extrémiste international, des critiques croissantes ont été exprimées au niveau international concernant la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et les violences et violations des droits de l'homme perpétrées tant par le gouvernement que par les séparatistes. Le Département d'État américain a demandé pour la première fois au gouvernement d'envisager l'autonomie des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en décembre 2016. En juin 2018, la France a commencé à exhorter le gouvernement camerounais à engager le dialogue pour empêcher une nouvelle escalade de la violence (Reuters 2018). En 2019, les États-Unis ont mis fin aux avantages commerciaux préférentiels du Cameroun en vertu de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (USTR 2019) et ont réduit de 17 millions de dollars l'aide militaire en raison de violations des droits de l'homme (Searcey, Schmitt et Gibbons-Neff 2019). D'autres puissances occidentales, comme l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni, ont débattu des réponses à apporter aux violations des droits de l'homme commises au Cameroun. La violence et les perturbations politiques résultant de la crise qui a débuté dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont également affecté les notes du Cameroun dans les classements mondiaux en matière de gouvernance et de stabilité. L'indice mondial de la paix mesure le « caractère pacifique » et les niveaux de stabilité des pays les uns par rapport

aux autres. Entre 2015 et 2018, le Cameroun a perdu quatre places dans ce classement, passant du 134e au 138e rang (PEI 2019). L'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine est un score allant de 0 à 100 qui évalue les pays sur les dimensions suivantes : sécurité et état de droit, participation et droits de l'homme, opportunités économiques durables et développement humain. En 2018, le score du Cameroun était de 46,2, inférieur à la moyenne du continent de 49,9 (MIF 2019b).

**À long terme, la crise peut également affecter les perspectives de développement du pays.** Les comparaisons présentées dans la première partie de ce rapport ont montré que la productivité du travail au Cameroun était faible par rapport aux autres pays à revenu intermédiaire. Sachant que la crise actuelle perturbe les activités économiques et détruit le capital productif, elle pourrait encore réduire cette productivité. Ce déclin pourrait finir par annuler une partie des progrès globaux réalisés par le pays en matière de réduction de la pauvreté, notamment en raison de l'impact sur le Sud-Ouest, qui était l'un des principaux moteurs de cette tendance positive. Avant la crise, l'ICH du Cameroun était tout juste égal à celui des pays de comparaison. Mais un conflit prolongé exacerberait l'insécurité alimentaire et la malnutrition, perturberait les systèmes de santé des régions directement et indirectement touchées, et limiterait durablement l'accès à l'éducation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. En conséquence, l'ICH du Cameroun pourrait prendre du retard sur celui des pays de comparaison.

CHAPITRE 4

# Conclusions et implications pour le gouvernement et les partenaires internationaux

**Le présent rapport a évalué les impacts économiques et sociaux du conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun jusqu'en 2019.** Il a démontré l'immense impact humain, physique et en matière de développement sur les populations des deux régions à ce jour, ainsi que la pression croissante que le conflit a fait peser sur les Camerounais en dehors des deux régions. Le rapport a souligné le fait que le conflit a déjà causé des dommages permanents aux économies du Nord-Ouest et du Sud-Ouest : même s'il prenait fin demain, les deux régions ne pourraient retrouver que les trois quarts de leur niveau de productivité d'avant la crise en raison des dommages durables causés par la désorganisation des infrastructures et de la destruction du capital humain imputable aux décès et aux déplacements de population. Le rapport a également souligné que si l'impact se fait surtout sentir dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, il touche de plus en plus le pays dans son ensemble, notamment par une baisse du PIB national et du bien-être des ménages.

**Le rapport a analysé les dynamiques complexes qui sous-tendent le conflit.** Le conflit s'explique en grande partie par une perte de confiance dans les institutions gouvernementales et par le sentiment qu'ont les résidents anglophones que leur mode de vie est menacé. Ces griefs — et la dynamique créée par le conflit lui-même, notamment un débat de plus en plus polarisé, un rejet des services publics et une fragmentation du leadership anglophone — ont rendu une solution difficile à trouver. Avec la prolongation de la crise et la pression croissante ressentie en dehors des deux régions, les impacts décrits dans ce rapport continueront de croître ; le conflit est susceptible de générer de nouvelles dynamiques qui détermineront à leur tour les perspectives de paix et de stabilité.

**Plus le conflit dure, plus son impact risque d'être grave et permanent.** Les simulations effectuées pour les besoins du rapport suggèrent que le PIB national chutera de 9 % si le conflit dure jusqu'en 2025. Les effets à plus long terme seraient dévastateurs : suivant le scénario pessimiste, l e PIB du Nord-Ouest devrait chuter de 60 % d'ici à 2030, et celui du Sud-Ouest de 50 %, et le bien-être des ménages à l'échelle nationale devrait baisser de plus de 5 %. L'expérience d'autres conflits prolongés illustre les effets secondaires en ce qui concerne les tensions croissantes entre les communautés et la pression exercée sur les services gouvernementaux par les

déplacements à long terme. Comme le montre l'analyse des effets à long terme des années de scolarité perdues en raison de la crise, les répercussions sur les perspectives de subsistance des jeunes touchés risquent également d'être irréversibles, avec des pertes de revenus importantes tout au long de la vie.

**Ces résultats soulignent l'urgence pour le Gouvernement du Cameroun de mettre un terme à la violence, d'aider la population à se rétablir et de s'attaquer aux effets du conflit.** Ils soulignent également à quel point la reprise sera difficile, compte tenu de la pression croissante sur le capital humain, des déplacements de population à grande échelle et de la destruction des biens matériels et des capacités du secteur public dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Alors que le gouvernement commence à envisager des options pour un futur effort de redressement, il sera important de s'assurer que la planification, la coordination et les dispositions de mise en œuvre du redressement prennent en compte le double défi de fournir des dividendes de paix et un soutien humanitaire immédiats à ceux qui en ont besoin, tout en s'attaquant aux causes profondes du conflit et en soutenant les capacités des systèmes gouvernementaux locaux et nationaux à éliminer la pauvreté, à promouvoir les objectifs de développement et à mettre en œuvre le statut spécial pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

**Ces reconnaissances auront également des implications importantes pour le soutien apporté par les partenaires internationaux du Cameroun, y compris le Groupe de la Banque mondiale, et notamment la manière de hiérarchiser ce soutien et les modalités qui seraient les plus efficaces.** Trois catégories d'implications guideront désormais le Groupe de la Banque mondiale, à savoir : (1) repenser la fourniture de l'aide en fonction de la dynamique du conflit, (2) investir dans la collecte de données pour éclairer les politiques, et (3) aller au-delà du financement du développement pour traiter les griefs sous-jacents et soutenir la paix. Voir quelques exemples d'expériences mondiales de traitement des conflits infranationaux à l'annexe A.

## Repenser la fourniture de l'aide en fonction de la dynamique du conflit

**Les déterminants et la dynamique de la crise des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun — un conflit interne qui oppose une partie de la population anglophone au gouvernement national, ainsi qu'une fragmentation et une criminalisation croissantes des groupes anglophones — rendent probable une prolongation de la crise.** Tant qu'une solution n'aura pas été trouvée, le gouvernement ne sera pas en mesure de soutenir efficacement la population, et sa légitimité risque d'être davantage affectée. Les acteurs internationaux, y compris la communauté humanitaire, ont un accès limité, et le nombre croissant d'attaques contre les ONG et le personnel de l'ONU est particulièrement préoccupant (OCHA 2020f). Ces dynamiques ont de sérieuses implications pour le Groupe de Banque mondiale, alors qu'il examine les options disponibles pour soutenir la population touchée par le conflit. En particulier, l'étude indique que le Groupe de la Banque mondiale devrait adapter son soutien aux activités spécifiques aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest afin de ne pas nuire, tout en apportant son appui à la population affectée par le conflit ailleurs dans le pays. Cela nécessite l'introduction des systèmes suivants afin de renforcer l'approche globale du Groupe de la Banque mondiale face à la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest :

- **Mettre en place un groupe de travail multisectoriel sur la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** La nécessité d'assurer la sensibilité aux conflits et d'adhérer au principe consistant à « ne pas nuire » est d'application universelle et guidera le réengagement du Groupe de la Banque mondiale. L'équipe multisectorielle dédiée devrait encourager la réflexion sur les options et l'innovation pour discuter de la nécessité de

la sensibilité au conflit et de la sélectivité des engagements futurs. Elle doit veiller à ce que les idées soient communiquées, remises en question et améliorées à partir de différentes perspectives, que les principes de réengagement soient discutés et convenus, et que les approches soient correctement testées avant d'être mises en œuvre.

- **Développer un filtre de conflit pour guider la sélectivité et la sensibilité au conflit des opérations du Groupe de la Banque mondiale dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.** Ce filtre pourrait être appliqué à toutes les opérations existantes et nouvelles dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest afin d'identifier les conditions de fonctionnement minimales, ainsi que les risques accrus de nuire dans un environnement politiquement sensible. Ces filtres se sont avérés particulièrement utiles dans des contextes de conflits infranationaux gelés, notamment en Colombie, au Népal, aux Philippines et au Myanmar, où la dynamique peut être difficile à évaluer et à comprendre pleinement, et où une compréhension plus large de l'évolution du contexte et des risques est essentielle pour décider de la poursuite ou non des projets, et de la conception des projets qui « ne nuisent pas ». L'annexe B présente une liste de questions possibles qui pourraient constituer la base d'un tel filtre ; ces questions s'inspirent des expériences d'autres pays qui ont appliqué des prismes ou des filtres similaires. Ces expériences suggèrent que le filtre devrait être : (1) conçu sur la base d'une consultation inclusive avec un large éventail de parties prenantes afin de s'assurer qu'il tienne compte des conditions locales et (2) un instrument adaptable et évolutif, à affiner sur la base des produits de la connaissance et des enseignements tirés de son application aux opérations.

- **Des actions dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest devraient favoriser la désescalade et la résilience.** Il est important de réfléchir au processus d'implication dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le groupe de travail proposé et le filtre de conflit sont des outils importants pour ce processus, et les principes doivent être convenus dès le départ concernant les conditions favorables à cette implication (par exemple, des engagements crédibles pour favoriser la désescalade et traiter les griefs), ainsi que les modalités pour assurer la stricte sélectivité des activités, sur la base du traitement des déterminants du conflit et de l'établissement de la confiance.

- **Soutenir la population touchée en dehors des deux régions.** Alors qu'une action sur le terrain serait difficile à l'intérieur du Nord-Ouest et le Sud-Ouest, pour les raisons décrites dans ce rapport, il existe des possibilités pour porter assistance à ceux qui sont affectés dans les régions voisines comme l'Ouest et le Littoral, ainsi que dans les villes de Douala et Yaoundé. Il faudra faire preuve d'une grande sensibilité lors de la conception et du ciblage de ces opérations : un appui doit être apporté à la fois aux communautés déplacées et aux communautés d'accueil pour éviter d'alimenter d'éventuelles tensions locales. Cela pourrait nécessiter la conception de nouvelles opérations multisectorielles pour s'assurer qu'une gamme de services d'appui — santé, éducation, eau, moyens de subsistance, logement, etc. — puisse être fournie à ces populations tout en s'alignant sur un objectif de développement global sensible au conflit et sur les modalités de mise en œuvre, en mettant l'accent sur la promotion de la cohésion sociale et du ciblage inclusif afin d'éviter de créer des tensions supplémentaires entre les différentes communautés.

- **Envisager la mise en œuvre par un tiers.** Étant donné le peu de confiance dont jouissent les organismes gouvernementaux, y compris au niveau communautaire, il convient d'envisager d'intervenir par le truchement d'un tiers. La mise en œuvre par les Nations Unies ou des ONG a été utilisée dans des conflits en cours dans d'autres pays pour surmonter les défis liés à la présence du gouvernement ou à l'accessibilité, et pour maintenir les capacités institutionnelles à fournir des services tout au long du conflit. Cette méthode

a également, et c'est important, permis au Groupe de la Banque mondiale de s'appuyer sur des actions humanitaires et de permettre aux acteurs humanitaires de se concentrer simultanément sur la durabilité de leurs interventions.

## Investir dans la collecte de données supplémentaires pour éclairer le dialogue sur les politiques

**L'étude a mis en évidence les lacunes en matière d'informations et de données concernant la situation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.** Il a été difficile de trouver des informations localisées et une analyse sectorielle approfondie de l'impact du conflit. Pour surmonter cette contrainte, le Groupe de la Banque mondiale devrait mettre en place des mécanismes structurés de collecte et de diffusion des données, notamment par le biais d'outils de collecte de données dédiés et d'accords avec d'autres acteurs actifs dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest pour avoir accès à leurs données. Une façon de s'assurer que l'accès à l'information reste constant et cohérent consiste à établir un réseau d'acteurs à différents niveaux (entités gouvernementales locales, société civile, clergé, acteurs humanitaires et autres acteurs du développement) qui constituerait une plateforme d'échange et de réflexion, et pourrait même proposer des approches de réponse communes. Les lacunes suivantes en matière de données seront particulièrement importantes à combler à l'avenir :

- ***Enquêtes et sondages pour recueillir des données sur les ménages afin de comprendre l'impact du conflit au niveau individuel.*** De telles enquêtes ont été utilisées avec succès dans d'autres conflits actifs, notamment en Somalie et au Soudan du Sud, et permettent de comprendre de manière désagrégée l'évolution de l'impact du conflit, la manière dont les besoins et les priorités peuvent différer entre les groupes de population et les zones géographiques, et comment la pauvreté et la vulnérabilité pourraient évoluer. Dans le cas du Cameroun, l'enquête devrait également être ventilée entre les populations déplacées et non déplacées.
- ***Suivi du conflit.*** L'obtention de données sur l'évolution du conflit lui-même sera essentielle pour aider le Groupe de la Banque mondiale et les autres acteurs à identifier les possibilités d'action. De tels systèmes ont été conçus en réponse aux conflits infranationaux en Indonésie, au Myanmar et aux Philippines, et permettent une compréhension plus désagrégée de l'évolution du conflit, de l'accès à des zones spécifiques et des ouvertures possibles pour la paix. Ce système pourrait être mis au point avec d'autres agences humanitaires et de développement afin d'en accroître la crédibilité et de faciliter une discussion collective sur les résultats avec les responsables gouvernementaux.
- ***Comprendre l'impact et les dégâts matériels.*** Cette étude a fourni, en collaborant avec l'Agence spatiale européenne, des preuves empiriques pour mettre en évidence les destructions physiques qui se sont produites dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Une cartographie plus détaillée des dommages pourrait être entreprise à l'aide d'images satellites afin de fournir des détails supplémentaires sur l'impact à ce jour, et un cadre de référence pour surveiller l'impact futur d'un conflit prolongé. La disponibilité de telles données serait également utile pour éclairer un futur effort de reconstruction.

## Aller au-delà du financement du développement pour s'attaquer aux griefs sous-jacents et soutenir la paix

**L'étude a conclu que les investissements dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest présentent des risques importants de nuire, étant donné les dynamiques spécifiques du conflit observées.** Ces dynamiques ont des implications importantes et directes pour le Groupe de la Banque mondiale, qui doit repenser son soutien au

peuple camerounais. Il est important de noter que le Groupe de la Banque mondiale dispose de possibilités de soutenir les réformes et les efforts de renforcement de la confiance afin d'aider à désamorcer le conflit et à traiter les griefs et les facteurs sous-jacents du conflit. En outre, pour faire face à la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et à ses conséquences, il faut une plus grande coordination entre les acteurs humanitaires et du développement d'une part, et entre les acteurs du développement d'autre part.

**Les conclusions de l'étude peuvent être utilisées pour encourager le dialogue sur les conséquences d'un conflit prolongé et la nécessité de trouver une solution de toute urgence.** Le fossé qui existe entre la position du gouvernement et celle de la population anglophone constitue un défi majeur au Cameroun. Des exemples tirés d'autres pays montrent comment des données factuelles et axées sur le développement peuvent contribuer à l'élaboration d'un récit commun et à la compréhension des principaux défis à relever, ainsi que de la feuille de route à suivre. Le Groupe de la Banque mondiale encouragera un tel dialogue, sur la base de cette étude, et dans le cadre de ses discussions avec le gouvernement sur ce que serait un engagement crédible en matière de prévention des conflits afin d'être éligible à des ressources supplémentaires du Groupe de la Banque mondiale dans le cadre de l'Allocation pour la prévention et la résilience. Le Groupe de la Banque mondiale cherchera également les possibilités de soutenir les efforts de réforme au niveau national pour répondre aux griefs des Anglophones concernant leur langue, leur culture et leurs traditions institutionnelles. Le Grand Dialogue national a abouti à un accord sur un certain nombre de ces initiatives, et le gouvernement a déjà commencé à mettre en œuvre des recommandations spécifiques, notamment la loi sur le bilinguisme et la loi sur les collectivités locales décentralisées, qui prévoit un statut spécial pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cependant, le statut spécial était déjà inscrit dans la constitution de 1996 ; un défi crucial pour le gouvernement consistera à passer des bonnes idées à une mise en œuvre rapide et visible.

**Le Groupe de la Banque mondiale peut mettre à disposition des expériences et des analyses internationales afin d'encourager un dialogue honnête et basé sur des données probantes concernant les principaux obstacles à la mise en œuvre des recommandations du Grand Dialogue national.** Ce soutien pourrait avoir pour but de susciter un accord sur les feuilles de route à suivre pour la mise en œuvre et sur les mécanismes spécifiques de communication et de consultation nécessaires pour garantir que le processus contribue au processus général d'établissement de la confiance à l'avenir, notamment avec un ensemble plus large de parties prenantes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ce processus pourrait inclure des discussions techniques pour aider à trouver un accord sur un processus transparent et ouvert, qui pourrait être mis en œuvre par le biais d'organisations communautaires et de la société civile et permettre la conception de processus de sélection communautaires et de solides mécanismes de contrôle pour suivre la mise en œuvre des activités. Il est essentiel de donner à ces acteurs les moyens d'agréger et de faire entendre la parole des citoyens et de créer des capacités pour répondre à leurs besoins et préoccupations.

**Le Groupe de la Banque mondiale est prêt à jouer un rôle important pour appuyer une meilleure coordination des partenaires du développement en rapport avec le conflit.** Cette étude pourrait servir de base à une meilleure coordination entre l'action humanitaire, le développement et la paix et à des discussions régulières entre les principaux acteurs internationaux, éventuellement dans le cadre d'une initiative des Chemins pour la paix. Cela pourrait être soutenu par un effort visant à élaborer des principes opérationnels communs sur la manière dont les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix pourraient accompagner et soutenir la population des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, sur la manière de gérer les risques et sur

les conditions nécessaires pour une intensification ou un changement des interventions. Ces principes seraient essentiels pour veiller à ce que tout appui soit structuré de manière à tenir compte du conflit et à contribuer au rétablissement de la confiance au niveau communautaire.

**Le Groupe de la Banque mondiale est prêt à mettre à profit sa grande expérience et son expertise pour soutenir les processus de planification du redressement qui peuvent consolider la paix et prévenir les conflits futurs.** L'expérience du Cameroun avec la stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix dans l'Extrême-Nord a mis en évidence la manière dont les processus de planification menés par le gouvernement peuvent contribuer à forger un consensus sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du conflit. Tout en s'inspirant de ces expériences, et en accord avec les préparatifs pour l'éventuelle éligibilité du Cameroun au financement de l'Allocation pour la prévention et la résilience, il sera important de reconnaître et de préparer un futur processus de relèvement. Il s'agit notamment de réfléchir aux questions suivantes : Comment utiliser le processus de planification pour instaurer la confiance (par exemple, en faisant participer la population plutôt que de soutenir un processus de planification descendant) ? Quels mécanismes peuvent être mis en place pour veiller que le plan soit correctement mis en œuvre ? Et à quoi pourrait ressembler le chemin critique pour obtenir rapidement les dividendes de la paix tout en s'attaquant aux facteurs du conflit et en renforçant les capacités institutionnelles pour promouvoir et maintenir la paix ?

# Références bibliographiques


Adepoju, P. 2019. "Hospital Attack in Anglophone Cameroon Kills Four Patients." *Lancet* 393 (10173): 731. https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)30407-6/fulltext

*Africa Intelligence*. 2019. "Switzerland abandons mediation in Anglophone West." 18 décembre. https://www.africaintelligence.com/central-and-west-africa_politics/2019/12/18/switzerland-abandons-mediation-in-anglophone-ouest, 108386804-art

*The Africa Report*. 2019. "Cameroon: Anglophone secessionists split on Swiss mediation." July 15. https://www.theafricareport.com/15341/cameroon-english-secessionists-split-on-swiss-mediation/

*Africa Times*. 2019."Swiss step in to mediate Cameroon's Anglophone crisis."June 29. https://africatimes.com/2019/06/29/swiss-step-in-to-mediate-cameroons-anglophone-crisis/

Afrobarometer. 2020. "Cameroon." https://www.afrobarometer.org/countries/cameroon-0

*Al Jazeera*. 2020. "Cameroon Separatists Kill Mayor in Restive Southwest Region." May 11. https://www.aljazeera.com/news/2020/05/cameroon-separatists-kill-mayor-restive-southwest-region-200511181139664.html

Alphonse, T. 2019. "Cameroon Faces Rise in Kidnapping Cases." RFI, October 1. http://www.rfi.fr/en/20190917-international-report-cameroon-kidnapping

Alphonse, T. 2020. "Gunshots and Low-Voter Turnout Mar Cameroon Elections." RFI, February 17. http://www.rfi.fr/en/international/gunshots-and-low-voter-turnout-marr-cameroon-elections-anglo-regions-vote-polling-day

Bennett, C. 2015. *The Development Agency of the Future: Fit for Protracted Crises?* London: Overseas Development Institute. https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9612.pdf

Bertrand, Jacques. 2019. *Indonesia: 'Special Autonomy' for Aceh and Papua*. Ottawa: Forum for Federations.

Bone, R. Maxwell. 2020. "Ahead of peace talks, a who's who of Cameroon's separatist movements." *The New Humanitarian,* July 8. https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/07/08/Cameroon-Ambazonia-conflict-peace-whos-who

CDA (Cameroon Debate Association). 2019. "The Parade Project: Project Description." https://debatecameroon.org/the-parade-project/parade-project/

Champaud, J. 1972. "Genèse et typologie des villes du Cameroun de l'ouest." *Cahiers ORSTOM: Sciences Humaines* 4 (3): 325–36.

Cheka, C. 2007. "The State of the Process of Decentralisation in Cameroon." *Africa Development* 32 (2): 181–96. https://doi.org/10.4314/ad.v32i2.57187

Chimtom, N. K. 2012. "Cameroon: Anglophones Feel like a Subjugated People." Inter Press Service, January 26. http://www.ipsnews.net/2012/01/cameroon-anglophones-feel-like-a-subjugated-people/

*The Conversation*. 2019. "Why Cameroon Must Move beyond Dialogue to Solve Its Anglophone Crisis." October 20. https://theconversation.com/why-cameroon-must-move-beyond-dialogue-to-solve-its-anglophone-crisis-125241

Croix-Rouge camerounaise/luxembourgeoise. 2019. *Rapport d'*évaluation Eau, Hygiène et Assainissement dans les localités accueillant des populations déplacées internes Région de l'*Ouest du Cameroun*. Douala, Cameroon: Croix-Rouge camerounaise/luxembourgeoise.

DREB (Délégation Régionale pour l'Éducation de Base pour le Sud-Ouest). 2020. *Diagnostic du secteur de l'education.* 2020. Yaoundé, Cameroon: DREB, Ministère de L'Education de Base.

Fatunde, T. 2017. "Anglophone Crises—Academics, Students Stand Firm," University World News, May 19. https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20170519095345378

Fearon, J. D. 2004. "Why Do Some Civil Wars Last So Much Longer than Others?" *Journal of Peace Research* 41 (3): 275–301. https://doi.org/10.1177/0022343304043770

Frenay, P. 1987. "Le Cameroun anglophone dans le processus d'intégration nationale. Les conséquences de la marginalisation d'une région sur le développement des villes," *Les Cahiers d'Outre-Mer* 159 (July–September): 217–36. https://www.persee.fr/doc/caoum_0373-5834_1987_num_40_159_3225

Fröhlich, S., and D. Köpp. 2019. "Who Are Cameroon's Self-Named Ambazonia Secessionists?" *Deutsche Welle*, September 30. https://www.dw.com/en/who-are-cameroons-self-named-ambazonia-secessionists/a-50639426

GICAM (Groupement Inter-Patronal du Cameroun). 2018. "Insécurité dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest: Conséquences économiques et impacts sur l'activité des entreprises." Douala, Cameroon: GICAM. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rapport-impacts-de-la-crise-nord%20ouest%20et%20sud%20ouest%20du%20Cameroun.pdf

Government of Burundi, Ministry of Development Planning and Reconstruction. 2006. Enquête QUIBB 2006: Final Report. Bujumbura: Ministry of Development Planning and Reconstruction.

Habun, C., and K. Opalo. 2019. "Cameroon Must Make Concessions to End the Anglophone Crisis." *Foreign Policy*, September 27. https://foreignpolicy.com/2019/09/27/cameroon-must-make-concessions-to-end-the-anglophone-crisis-paul-biya/

Hart, Michael. 2020. "Lasting Peace in Indonesia's Aceh Province Depends on Truth and Reconciliation." *World Politics Review*, 6 janvier.

Hobson, E. S. W., T. Reed, S. Zelezeck Nguimatsa, et T. Bougna Lonla. 2018. *Cameroon: City Competitiveness Diagnostic*. Washington, DC: World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/838941529565340570/Cameroon-City-competitiveness-diagnostic

Hottinger, Julian Thomas. 2006. "The Darfur Peace Agreement: Expectations Unfulfilled." *Accord* 18: 46–49.

Human Rights Watch. 2020. "Cameroon: Election Violence in Anglophone Regions." February 12. https://www.hrw.org/news/2020/02/12/cameroon-election-violence-anglophone-regions

ICG (International Crisis Group). 2010. *Cameroon: Fragile State?* Africa Report 160. Brussels: ICG. https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/160-cameroon-fragile-state.pdf

ICG. 2015. *Cameroon: The Threat of Religious Radicalism*. Africa Report 229. Brussels: ICG. https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/229-cameroun-the-threat-of-religious-radicalism.pdf

ICG. 2017. *Cameroon's Anglophone Crisis at the Crossroads*. Africa Report 250. Brussels: ICG. https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-cameroons-anglophone-crisis-crossroads

ICG. 2019a. *Cameroon's Anglophone Crisis: How to Get to Talks?* Africa Report 272. Brussels: ICG. https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers

ICG. 2019b. "Cameroon's Anglophone Dialogue: A Work in Progress," September 26. https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/cameroons-anglophone-dialogue-work-progress

ICG. 2020. "Crise anglophone au Cameroun: comment arriver aux pourparlers." May 2. https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers

IEP (Institute for Economics & Peace). 2019. *Global Peace Index 2019: Measuring Peace in a Complex World*. Sydney: IEP. http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/06/GPI-2019-web003.pdf

IMC (International Medical Corps). 2018. *Needs Assessment Report: South-West Region Cameroon*. Los Angeles: IMC. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Intl%20Medical%20Corps_Needs%20Assessment%20July%202018%20Report_SW%20Region%20Cameroon.pdf

INS (Institut National de la Statistique). 2016. "Deuxieme recensement general des entreprises (RGE-2)." Yaoundé, Cameroon: INS. http://slmp-550-104.slc.westdc.net/~stat54/downloads/2018/Note_des_principaux_resultats_du_RGE-2_du_29_mars.pdf

INS and ICF. 2019. "Enquête Démographique et de Santé du Cameroun 2018. Indicateurs Clés." Yaoundé, Cameroon: INS; Rockville, MD: ICF.

Jude, K. 2019. *Impact of the Ongoing Socio-political Crisis on the Agricultural Sector and Costed Proposals to Revamp the Sector in the South West Region of Cameroon.* Yaoundé, Cameroon: Ministry of Agriculture and Rural Development.

Kindzeka, M. E. 2020. "Cameroon Separatists Kill Chiefs, Mayors for Opposing Their Plans." Voice of America, April 20. https://www.voanews.com/africa/cameroon-separatists-kill-chiefs-mayors-opposing-their-plans

Konings, P. 2009. *Neoliberal Bandwagonism: Civil Society and the Politics of Belonging in Anglophone Cameroon*. Bamenda, Cameroon: Langaa; Leiden, Netherlands: African Studies Centre, University of Leiden.

Kouagheu, J. 2019a. "Au Cameroun anglophone, le business des rapts et des rancons." *Le Monde,* August 8. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/08/au-cameroun-anglophone-le-business-des-rapts-et-des-rancons_5497623_3212.html

Kouagheu, J. 2019b. "Au Cameroun, le calvaire des déplacés des régions anglophones." *Le Monde,* August 5. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/05/au-cameroun-le-calvaire-des-deplaces-des-regions-anglophones_5496573_3212.html

Kouega, J.-P. 2018. "The Anglophone Problem in Cameroon: Focus on Education." *Open Access Library Journal* 5 (3): e4408. https://www.scirp.org/pdf/OALibJ_2018030515451069.pdf

Kuwonu, F. 2019. "Crisis Worsens in Cameroon." *Africa Renewal,* December 2018–March 2019. https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2018-march-2019/crisis-worsens-cameroon.

Lawan, P. Y. 2020. *Impact of the Socio-political Crisis in the North West and South West Region on Livestock Sector in the NW Region.* Bamenda, Cameroon: Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries.

Lazar, M. 2019. *Cameroon's Linguistic Divide Deepens to Rift on Questions of Democracy, Trust, National Identity*. Afrobarometer Dispatch 283. Legon-Accra, Ghana: Afrobarometer. http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/ Dispatches/ab_r7_dispatchno283_anglo_francophone_divisions_deepen_in_cameroon.pdf.

MIF (Mo Ibrahim Foundation). 2018. "Statement on Worsening Situation in Cameroon Two Years on." November 26. https://mo.ibrahim.foundation/news/2018/statement-worsening-situation-cameroon-two-years.

MIF. 2019a. *Agendas 2063 & 2030: Is Africa on Track?* African Governance Report. London: MIF. https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2019-10/African_Governance_Report_2019.pdf

MIF. 2019b. *2018 Ibrahim Index of African Governance: Index Report*. London: MIF. https://mo-s3.ibrahim.foundation/u/2018/11/27173840/2018-Index-Report.pdf

MINESEC (Ministry of Secondary Education). 2018. *Census of Internally Displaced Students Enrolled in Secondary Schools.* Yaoundé, Cameroon: MINESEC.

Ministry of Economy, Planning and Regional Development. 2018. *Socio-Economic Situation in the North-West and South-West Regions—Impact Assessment of the Security Crisis*.

MINSANTE (Ministère de la Santé Publique). 2019. *The Impact of the Socio-political Crisis on the Health Sector in the South-West Region from 2015–2019*. Yaoundé, Cameroon: Regional Delegation of Public Health, South West Region, MINSANTE.

MINSANTE. 2020a. *Cameroun: Rapport de situation COVID-19: Période du 05 au 08/05/2020.* Report 25. Yaoundé, Cameroon: MINSANTE. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep25_covid-19_cmr.pdf.

MINSANTE. 2020b. *Cameroun: Rapport de situation COVID-19: Période du 02 au 04/06/2020.* Report 32. Yaoundé, Cameroon: MINSANTE. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep32_covid-19_cmr.pdf.

MINSANTE, INS, and UNICEF (United Nations Children's Fund). 2017. *Cameroon Multiple Indicator Cluster Survey 2014*. New York: UNICEF. http://ghdx.healthdata.org/record/cameroon-multiple-indicator-cluster-survey-2014

MSF (Medecins Sans Frontieres). 2019. "Five Things to Know About the Violence in North-West and South-West Cameroon." May 23. https://www.msf.org/five-things-know-about-violence-cameroon

Ngobesing, E. C. S. 2020. *The Impact of the Socio-political Crisis on the Agricultural Sector in the North West Region of Cameroon.* Yaoundé, Cameroon: Ministry of Agriculture and Rural Development.

Ningaye, P., D. N. D Talla Fokam, G. Tiwang Ngueuleweu, and E. B. Fosso Ngatsi. 2020. "Analyse socio-economique de la crise du NOSO : Les approches exploratoires." Unpublished background paper.

Njeuma, D. L., H. N. Endeley, F. F. Mbuntum, N. Lyonga, D. L. Nkweteyim, S. Musenja, and E. Elizabeth. 1999. *Reforming a National System of Higher Education: The Case of Cameroon.* Washington, DC: Association for the Development of Education in Africa Working Group on Higher Education, World Bank. http://www.adeanet.org/adea/publications/wghe/wghe_cameroon_en.pdf

North, D. C., J. J. Wallis, S. B. Webb, and B. R. Weingast. 2007. *Limited Access Orders in the Developing World: A New Approach to the Problems of Development*. Policy Research Working Paper 4359. Washington, DC: World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/7341

NWRFHP (North West Regional Fund for Health Promotion). 2019. *Annual Report*. Bamenda, Cameroon: NWRFHP. OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs). 2018. *Multi-sector Rapid Assessment in the West and Littoral Regions: Cameroon, 25–29 September 2018*. New York: OCHA. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cmr_west_littoral_msra_2018-09_v11.pdf

OCHA. 2019a. "Cameroon: Humanitarian Snapshot in South-West and North-West Regions." August. https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-humanitarian-snapshot-south-west-and-north-west-regions-august-2019-updated

OCHA. 2019b. "Cameroon: IDPs and Returnees Factsheet." New York: OCHA. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cameroun_en_idp_factsheet_2019_draft_01.pdf

OCHA. 2019c. "Cameroon: Multi-sectoral Needs Assessment, North-West and South-West Dataset." New York: OCHA.

OCHA. 2019d. *Cameroon: North-West and South-West.* Situation Report 12. New York: OCHA. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/nwsw_oct_sitrep_draft_21nov19_v4.pdf

OCHA. 2019e. "Cameroon: West and Littoral Regions, Multi-sector Rapid Assessment (MIRA)." October. New York: OCHA. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/cmr_mira_west_littoral_oct19_report_final_ok.pdf

OCHA. 2020a. *Cameroon: COVID 19 Emergency.* Situation Report 1. New York: OCHA. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20.05.2020_-_sit_rep_covid-19_ cameroun_ndeg001.pdf

OCHA. 2020b. *Cameroon: North-West and South-West*. Crisis Situation Report 15. New York: OCHA. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sitrep_jan._2020_clean_26feb20_v3.pdf

OCHA. 2020c. *Cameroon: North-West and South-West*. Situation Report 17. New York: OCHA. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cameroon_nwsw_sitrep_march_2020_print.pdf

OCHA. 2020d. *Humanitarian Needs Overview: Cameroon*. New York: OCHA. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cmr_hno_2020_print2.pdf

OCHA. 2020e. *Humanitarian Response Plan for Cameroon.* New York: OCHA. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cmr_hrp_2020_final.pdf

OCHA. 2020f. *Statement on Increased Targeting of Humanitarians in North-West and South-West Regions*. New York: UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HC%20Statement%201%20December.pdf

Okereke, C. N. 2018. "Analysing Cameroon's Anglophone Crisis," *Counter Terrorist Trends and Analyses* 10 (3): 8–12. https://www.jstor.org/stable/26380430?seq=1#metadata_info_tab_contents

Osman, Mohammed. 2016. "Promoting Peace in Sudan's Conflict Zones." World Bank, February 24. https://www.worldbank.org/en/news/feature/2016/02/24/promoting-peace-in-sudans-conflict-zones

Panjor, Fareeda, and Anchana Heemmina. 2018. "Chapter 3: Peace Process and Transitional Justice: The Comparative Study of Mindanao, Colombia, and Thailand's Deep South." *Asian Affairs: An American Review* 45 (2): 78–97.

*Politique Africaine*. n.d. "Déclaration de Buea." http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/051139.pdf Psacharopoulos, G., and H. A. Patrinos. 2018. *Returns to Investment in Education: A Decennial Review of the Global Literature.*

Document de travail de recherche sur les politiques 8402. Washington, DC: World Bank. https://openknowledge .worldbank.org/ handle/10986/29672

REACH. 2018. *Cameroon: Water, Sanitation and Hygiene Needs Assessment*. Châtelaine, Switzerland: REACH. https:// reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/reach_cmr_report_wash_assessment_december_2018.pdf

Republic of Cameroon. 2010. *Etude Diagnostique et Cartographique des Mutuelles de Santé au Cameroun*. Yaoundé: Ministry of Public Health and EPOS.

Republic of Cameroon. 2020. *The Presidential Plan for Reconstruction and Development (PPRD) for the North West and South West Regions of Cameroon (2020)*. Yaoundé: Republic of Cameroon.

Reuters. 2018. "France Condemns Killings in Cameroon, Urges Dialogue." February 2. https://www.reuters.com/article/ us-cameroon-separatists-france-france-condemns-killings-in-cameroon-urges-dialogue-idUSKBN1FM1VL

Sanghi, A., H. Onder, and V. Vemuru. 2017. *Yes in My Backyard? The Economics of Refugees and Their Social Dynamics in Kakuma, Kenya*. Washington, DC: World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/ en/576681486393577864/Yes-in-my-backyard-the-economics-of-refugees-and-their-social-dynamics-in-Kakuma-Kenya

Searcey, D., E. Schmitt, and T. Gibbons-Neff. 2019. "U.S. Reduces Military Aid to Cameroon over Human Rights Abuses." *New York Times,* 7 février. https://www.nytimes.com/2019/02/07/world/africa/cameroon-military-abuses-united-states-aid.html.

SWRFHP (South West Regional Fund for Health Promotion). 2019. *Annual Report*. Buea, Cameroon: SWRFHP.

Tosam, F. J. 1988. "Implementing Educational Change in Cameroon: Two Case Studies in Primary Education." PhD diss., University of London. https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/10019696/.

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees). n.d. "Operational Data Portal." Geneva: UNHCR. https:// data2.unhcr.org/en/country/cmr (accessed April 30, 2020).

UNICEF (United Nations Children's Fund). 2019. "A Report of the Rapid Educational Needs Assessment in the North West and South West Regions of Cameroon." Draft report, UNICEF, New York.

UNICEF. 2020. *Cameroon.* Humanitarian Situation Report 02. New York: UNICEF. https://reliefweb.int/sites/reliefweb .int/files/resources/UNICEF%20Cameroon%20Humanitarian%20Situation%20Report%202%20February%202020 .pdf

UNICEF and Plan International. 2019. "Joint Education Needs Assessment." New York: UNICEF; Woking, UK: Plan International.

UN News. 2019. "Over 80 Per Cent of Schools in Anglophone Cameroon Shut Down, as Conflict Worsens." June 21. https://news.un.org/en/story/2019/06/1041071#:~:text=More%20than%2080%20per%20cent,%2C%20 UNICEF%2C%20reported%20on%20Friday

USTR (Office of the US Trade Representative). 2019. "President Trump Terminates Trade Preference Program Eligibility for Cameroon." October 31. https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2019/october/ president-trump-terminates-trade

Van der Mensbrugghe, D. 2017. *Mitigation, Adaptation and New Technologies Applied General Equilibrium (MANAGE) Model, Version 2.0f*. West Lafayette, IN: Center for Global Trade Analysis, Purdue University.

VOA (Voice of America) Afrique. 2018. "Yaoundé veut réinstaller les fonctionnaires qui ont abandonné leur poste au Cameroun anglophone." September 13.https://www.voaafrique.com/a/yaound%C3%A9-veut-r%C3%A9installer-les-fonctionnaires-qui-ont-abandonn%C3%A9-leur-poste-au-cameroun-anglophone/4570136.html

WFP (World Food Programme). 2019. "Emergency Food Security Assessment (EFSA): North West and South West Regions, Cameroon." Rome: WFP. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/ files/assessments/20200312_efsa_oct2019_findings.pdf

WHO (World Health Organization). n.d. Global Health Expenditure Database. http://apps.who.int/nha/database (accessed June 9, 2020).

World Bank. n.d.(a) World Development Indicators (database) https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators (accessed May 2020).

World Bank. n.d.(b) "MIX Market data." Washington, DC: World Bank. https://datacatalog.worldbank.org/dataset/mix-market

World Bank. 2015. *North-East Nigeria Recovery and Peace Building Assessment*: *Synthesis Report.* Abuja, Nigeria: World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25791

World Bank. 2017. *The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria.* Washington, DC: World Bank.https://www.worldbank.org/en/country/syria/publication/the-toll-of-war-the-economic-and-social-consequences-of-the-conflict-in-syria

World Bank. 2018. "Recovery and Peace Consolidation Strategy for Northern and East Cameroon: 2018–2022." Working Paper. Washington, DC: World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/672201527487077597/Recovery-and-peace-consolidation-strategy-for-Northern-and-East-Cameroon-2018-2022

World Bank. 2019a. "Impact des crises sur le système éducatif Camerounais." Washington, DC: World Bank.

World Bank. 2019b. *Country Partnership Strategy for the Republic of the Philippines for the period FY2019–2023*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. 2020. *Country Partnership Framework for Myanmar for the period FY20–FY23*. Washington, DC: World Bank Group.

ANNEXE A

# Expériences mondiales dans la résolution de conflits infranationaux

L'expérience mondiale montre que, dans l'ensemble, les conflits infranationaux évoluent en plusieurs étapes sur un continuum allant du conflit à la paix durable. Le processus est long et rarement linéaire : il est souvent marqué par des reprises et des revirements. Dans certains cas, les conflits infranationaux ont pris fin à la suite de la défaite militaire d'un groupe armé (**Sri Lanka** et **nord de l'Ouganda**). Dans d'autres cas, le processus implique des pourparlers et des accords de paix qui créent un nouveau règlement politique et réforment les institutions clés en vue de la paix (**Aceh** en Indonésie et **Mindanao** aux Philippines).

## Mécanismes

Les États ont adopté un certain nombre de mécanismes dans les accords de paix pour répondre aux griefs qui sous-tendent les conflits infranationaux. Par exemple :

- *Des dispositions relatives au fédéralisme, à la décentralisation et à la déconcentration* : Une solution courante aux conflits infranationaux est le transfert du pouvoir et des ressources au niveau infranational par le biais de divers dispositifs, dont le fédéralisme, la décentralisation et la déconcentration des pouvoirs. Ces mécanismes ont été reconnus pour leur capacité à faire face aux risques dans des contextes caractérisés par des tensions entre le centre et la périphérie, notamment lorsqu'ils peuvent signaler que la majorité respecte les droits des minorités, ou lorsqu'ils peuvent répondre aux griefs liés au contrôle des ressources, aux inégalités horizontales et à la limitation des droits culturels et linguistiques. On peut citer l'exemple d'**Aceh** en Indonésie, et la disposition qui en fait une région autonome spéciale avec le retrait de certains pouvoirs centraux et la conservation de 70 % de sa richesse en hydrocarbures (Bertrand 2019). De même, à **Mindanao**, aux Philippines, la création de la région autonome de Bangsamoro, dotée de responsabilités en matière de langue, de culture, de santé et de services sociaux, a contribué à renforcer l'union en inscrivant des dispositions dans la Constitution et en créant des institutions spécifiques pour les mettre en œuvre. Toutefois, le transfert de pouvoirs et de ressources importants peut exacerber les tensions locales lorsqu'il est mis en œuvre de manière incomplète.
- *Désarmement, démobilisation et réinsertion* : Ces mécanismes figurent en tant que conditions dans des accords de paix dans plusieurs contextes. Les mécanismes de réinsertion peuvent prendre diverses formes,

notamment l'intégration pure et simple d'anciens combattants dans les forces de sécurité, comme on l'a vu au **Darfour** (Hottinger 2006) et en **Colombie**, et l'intégration d'anciens combattants dans la société par le biais d'un soutien économique, comme aux **Philippines**.

- *Justice transitionnelle et mécanismes connexes* : Les mécanismes de justice transitionnelle sont une composante essentielle de la consolidation de la paix après un conflit. Ces mécanismes couvrent un large éventail d'activités, y compris les poursuites judiciaires, les commissions vérité et réconciliation, le fait de dire la vérité et le travail de mémoire, ainsi que les processus de guérison locaux. Les processus de révélation de la vérité sont associés à une intégration sociale accrue, tandis que les processus de justice transitionnelle ont le potentiel de contribuer à une réforme sociale plus large, bénéficiant ainsi aux communautés vulnérables, comme on l'a vu dans l'**Afrique du Sud** postapartheid. Ces mécanismes sont particulièrement importants dans le contexte des conflits infranationaux : ces conflits sont plus susceptibles de se prolonger, et leur impact sur le tissu sociétal et les relations entre l'État et la société rend nécessaire une transformation globale de ces relations. Parmi les accords de paix qui ont intégré des mécanismes de vérité et de réconciliation figure l'accord de paix d'**Aceh** de 2005, même si le processus de mise en place de la justice transitionnelle a été marqué par des retards importants et des critiques selon lesquelles le soutien politique au processus était tiède. Les progrès limités ont contribué au réveil des tensions dans la région (Hart 2020). L'accord de Doha de 2011 sur le conflit du **Darfour** prévoyait la création d'un fonds d'indemnisation des victimes. Le processus de paix en **Colombie** se caractérise par l'une des utilisations les plus complètes des mécanismes de vérité, de justice et de réconciliation. Les discussions sur la justice transitionnelle ont commencé avant l'accord de paix final, et le processus a intégré la recherche et la révélation de la vérité, l'amnistie et les poursuites judiciaires, et les réparations, entre autres activités (Panjor et Heemmina 2018).

## L'action de la Banque mondiale face aux conflits infranationaux

La Banque mondiale a joué un rôle dans la résolution de conflits infranationaux dans des contextes allant du Myanmar et des Philippines au Soudan et à l'Ukraine. Son intervention au **Myanmar** a consisté à recalibrer son programme d'action dans ce pays à la lumière des risques liés à l'exclusion et à la fragilité, et à appliquer une optique d'inclusion et de paix, parallèlement à des mesures visant à garantir une plus grande sensibilité par la formation du personnel et le recrutement d'un expert en conflit (Banque mondiale 2020). Le cadre de partenariat national le plus récent met l'accent sur la promotion du développement dans les régions historiquement mal desservies, dont certaines sont touchées par des conflits. Aux **Philippines**, la Banque mondiale a soutenu le processus de paix à Mindanao en appuyant la reconstruction de Marawi et en se concentrant sur les projets susceptibles de contribuer à l'obtention des dividendes de la paix et à la consolidation de la transition vers une paix durable (Banque mondiale 2019b). Il s'agit notamment d'améliorer les infrastructures, de créer des opportunités pour les ex-combattants, de soutenir les communautés touchées par le conflit, de renforcer les mécanismes de prestation de services locaux et de consolider les institutions. Au **Darfour**, le Projet de consolidation de la paix pour le développement au Soudan (SPDP) a mené une série de projets visant à améliorer les moyens de subsistance et à renforcer la coexistence pacifique entre les différents groupes. Il s'agissait notamment de la délimitation des routes de migration du bétail afin de réduire les conflits entre les agriculteurs sédentaires et les éleveurs, de la construction de réservoirs d'eau et du soutien aux femmes par des formations commerciales et l'accès à la microfinance (Osman 2016). En réponse à la crise en **Ukraine**, la Banque mondiale et ses principaux partenaires ont procédé à une évaluation du relèvement et de la consolidation de la paix. Elle collabore également avec le ministère des Territoires provisoirement occupés pour soutenir les personnes déplacées et les communautés d'accueil et fournir une protection sociale aux communautés touchées par le conflit.

ANNEXE B

# Modèle indicatif de filtre de conflit

La Banque mondiale s'appuiera sur les questions et les ressources suivantes pour examiner les risques d'exclusion et de conflit, ainsi que les possibilités de renforcer l'inclusion et la paix, dans toutes les opérations qu'elle financera et dans ses produits de connaissance.

**Au stade du concept :**

1. Le projet fonctionnera-t-il dans des zones affectées par un conflit ou sous le contrôle ou l'influence de groupes armés ? Si c'est le cas dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, y a-t-il une compréhension précise du conflit et de la dynamique sociale des zones cibles spécifiques, étant donné la variation significative au sein du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ?
2. Quel est le degré d'accès et de contrôle du gouvernement dans les zones cibles ?
3. Quelle a été l'expérience d'autres agences dans l'accès à ces zones et la fourniture de services similaires ? S'agit-il d'agences internationales ou locales ? Comment le ciblage des bénéficiaires du projet est-il déterminé (quels critères sont utilisés, quelles données sont utilisées pour la sélection, quel est le processus de consultation concernant la sélection) ? Quelles sont leurs modalités de mise en œuvre (c'est-à-dire, fournissent-ils des services/ressources directement ou par le biais de partenaires locaux) ? Dans ce dernier cas, comment ces partenaires ont-ils été identifiés, et sur quelle base ?
4. Quelles mesures de sécurité sont envisagées pour le personnel du projet ? Comment la Banque mondiale garantira-t-elle l'accès du personnel et des parties prenantes (qui peuvent avoir besoin de se déplacer pour des consultations, etc.) — y compris par la communication avec les acteurs de la sécurité qui contrôlent les voies d'accès ?
5. Quelles consultations nationales et locales ont déjà eu lieu ? Avec quels acteurs et dans quel(s) format(s) ?
6. Quelles sont les possibilités de soutenir la paix (par exemple, en relation avec le processus de paix national, en termes de renforcement de la confiance, de fourniture d'aide au développement, etc.) ? Comment peut-on les maximiser grâce au projet ?
7. Si elle n'est pas actuellement envisagée, l'opération proposée doit-elle s'étendre dans des zones touchées par un conflit ? Pourquoi ? Pourquoi pas ? Dans quelles conditions ?

**Au stade de la conception/de l'évaluation :**

8. Quelles sont les attitudes des parties prenantes locales envers le gouvernement, la prestation de services et le projet éventuel ? Les acteurs locaux fournissent-ils des services similaires ? Comment concilier ces mécanismes de prestation « concurrents » ?
9. Comment les bénéficiaires individuels ou les groupes de bénéficiaires sont-ils sélectionnés pour participer au projet (quels critères sont utilisés, quelles données sont utilisées pour la sélection, quel est le processus de consultation concernant la sélection) ? La Banque mondiale a-t-elle consulté largement les organisations locales de la société civile sur les dynamiques de conflit pertinentes et entre le gouvernement et les groupes armés ?
10. Comment les différents groupes/parties prenantes sont-ils susceptibles de percevoir le projet ? Les différences de perception peuvent-elles potentiellement conduire à la violence entre des groupes ? Quels mécanismes de « rapprochement » (pour relier différents groupes sociaux) sont ou pourraient être envisagés pour faire face à d'éventuelles tensions ?
11. Dans quelle mesure le projet représente-t-il visuellement le gouvernement national ? Cela pourrait-il être un problème potentiel ? Existe-t-il, le cas échéant, des adaptations pour une interface plus locale ?
12. Le projet accorde-t-il des avantages indirects (opportunités d'emploi, etc.) qui pourraient être saisis où constituer une cause de conflit local ? Comment peut-on atténuer ce problème ?
13. Quel effet direct ou indirect le projet pourrait-il avoir sur (i) l'autorité ou le pouvoir local, (ii) l'accès aux ressources naturelles, (iii) le commerce/les activités illégales susceptibles de créer des tensions ?
14. Existe-t-il des obstacles évidents à l'inclusion des communautés touchées par les conflits qu'il conviendrait d'éliminer ? (Par exemple, l'éligibilité basée sur la présence de personnel administratif du gouvernement, les résultats obtenus par le passé ou le niveau de gouvernance, etc.)
15. Les dispositions en matière de sécurité sont-elles suffisantes pour permettre le soutien de la Banque mondiale dans les zones touchées par le conflit ?
16. Quelle est la stratégie de communication du projet ?
17. Quel est le mécanisme de redressement des griefs du projet, et dans quelle mesure peut-il transmettre les griefs et y répondre, même dans les endroits éloignés du projet ?

**Pendant la mise en œuvre :**

18. Comment la Banque mondiale suivra-t-elle l'évolution du conflit dans ses zones d'intervention ?
19. Quel est l'état du mécanisme de redressement des griefs ou d'autres mécanismes de consultation intégrés pour enregistrer les éventuelles réactions négatives au projet ?
20. Le cas échéant, le projet pourrait-il s'étendre à d'autres zones touchées par le conflit au fur et à mesure de l'évolution de la situation ?
21. Les conditions de sécurité restent-elles adéquates pour intervenir dans les zones de conflit ciblées ?
22. La Banque mondiale surveille-t-elle les dynamiques potentielles de captation de l'élite liées au projet qui pourraient alimenter le conflit ? Comment cela est-il surveillé et traité ?

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE